



SOMMAIRE

Culture et Lien Social Les politiques locales au service du vivre ensemble

ACTES DU FORUM NATIONAL

**30 et 31 janvier 2008,
Maison des Jeunes et de la Culture de Rodez**

**Organisé par l'Institut national du Développement social
En partenariat avec la ville et la communauté d'agglomération de Rodez,
l'Assemblée des communautés de France
et le soutien de :
l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée,
l'Observatoire des politiques culturelles,
du Journal de l'action sociale
et du Collectif appel à la Fraternité.**

Ouverture par **Marc Censi**, Maire de Rodez et Président de l'Assemblée des communautés de France **P. 3**

I/ LES DÉFIS ACTUELS DU VIVRE ENSEMBLE

Jean-Louis Sanchez, Délégué général de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas), Président du Collectif "Appel à la Fraternité". **P.5**

Joël Roman, membre du comité de rédaction de la revue Esprit, auteur de nombreux ouvrages dont « Eux et nous » (Hachette littératures, novembre 2006) **P. 8**

DÉBATS avec la salle

Jean-Louis Bernard, Chargé de mission à l'Observatoire des politiques culturelles **P.12**

II/ L'ENJEU CULTUREL DANS LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ FRATERNELLE

Olivier Bianchi (pour l'ADCF), Maire-adjoint de Clermont-Ferrand, Président de la Commission Culture de Clermont Communauté. **P.14**

LA MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE CULTURELLE AU SERVICE DU LIEN SOCIAL

Marc Villarubias, Chef de mission coopération culturelle à la ville de Lyon. **P.17**

DÉBAT AVEC LA SALLE **P.22**

III/ L'EXPÉRIMENTATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET SOCIAL

Présentation de l'expérience de Rodez **P.24**

Isabelle B, Comédienne, fondateur de la Compagnie Artizans.

Bruno Houlés, Directeur de la M.J.C. de Rodez.



Jean-Auguste Nougaret, Responsable Culture Mairie de Rodez.
Véronique Moretti, Directrice du Centre Culturel et Social du Naucellois.
Élie Briceno, Auteur, metteur en scène, fondateur de la Compagnie Artizans.
Cécile Cure, Directrice de l'Antenne de Rodez - Mission Locale des Jeunes.
Florence Pègue, Directrice-adjointe EHPAD Bon accueil
Annie Gorce, Vice-Présidente de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez;
Vice-Présidente du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.
Valérie Siraud, Directrice générale adjointe des Services - Mairie de Rodez.
Anne Blanc, Maire de Naucelle, Présidente de l'Association du Pays ruthénois.
Jean-Louis Guichard, Communauté d'agglomération, en charge de la culture
René Quatrefages, Vice-Président du Conseil général de l'Aveyron, en charge de
la Culture, Président de la Mission Départementale de la Culture

DÉBAT AVEC LA SALLE P.34

Cité Acteur P.50

Marie-Noëlle Durand, Assistante sociale de secteur.

Pierrette Luche, Chargée d'insertion au Conseil général du Gers.

DÉBAT AVEC LA SALLE

Collectif 12 P.51

Frédéric Fachena, Co-directeur du Collectif 12, metteur en scène, comédien.

DÉBAT AVEC LA SALLE

Comme une fleur sur le bitume P.55

Georges Leclerc, Directeur du service de prévention spécialisée de l'ADVSEA.

Xavier Ribouchon, Chef de service de prévention, chef de projet, prévention spécialisée dans le sud Vaucluse.

DÉBAT AVEC LA SALLE

IV/ DE L'EXPÉRIEMENTATION À LA CONSTRUCTION D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE

Synthèse P.60

Jean-Louis Sanchez, Délégué général de l'Observatoire national de l'action sociale
décentralisée (Odas), Président du Collectif appel à la Fraternité.

Bernard Seillier, Sénateur, Vice-Président du Conseil général de l'Aveyron, Président de la
Mission locale du département de l'Aveyron. P.61

Dominique Billet, Maire-adjoint d'Albi, membre du bureau de la Fédération Nationale des
Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC). P.62

Vincent Lalanne, co-Directeur de l'Association « Culture et départements ». P.64

David Poncet, Vice-Président de l'Association des Directeurs des Affaires culturelles de
Midi-Pyrénées. P.68

DEUX DERNIERES QUESTIONS P.70

Document rédigé par **Corinne Merle**, chef de projet du Collectif appel à la Fraternité.

www.collectif-fraternite.com



Maire de Rodez, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez et Président de l'Assemblée des Communautés de France.

« Je suis joyeux et heureux de vous accueillir dans cette salle de la maison des jeunes et de la culture de Rodez, dans laquelle je vous souhaite une très cordiale bienvenue. C'est un établissement qui a été construit par l'intercommunalité, dans la fin des années 60. Vous pourrez noter au passage que pour le grand Rodez, l'intercommunalité est chez nous une histoire ancienne.

Ce qui explique peut-être pourquoi on dit que nous sommes dans le fer de lance de l'intercommunalité en France du fait de certaines initiatives ou certaines compétences que nous avons assumées progressivement.

Je voudrais vous donner un sentiment général sur cette opération qui a motivé votre venue à Rodez et qu'à mon grand étonnement nous nous sommes découvert *exemplaire* dans un petit créneau : **nous avons fait du lien socioculturel comme M. Jourdain faisait de la prose...** Tout est parti de ce que l'on appelle une **résidence d'artistes**¹, en 2005, elle a été décidée et voulue par les élus à la demande de la MCJ. **Élie Briceno**, directeur de la compagnie Artizans a été choisi pour en bénéficier.

C'était à l'origine une ambition bien moins large que l'action innovante qui vous sera présentée : elle devait permettre au public habituel de la maison des jeunes de bénéficier de la présence d'une compagnie qui crée un spectacle à l'intérieur de la maison, en les associant et en les familiarisant à tout le travail de création théâtral.

La méthode de travail d'**Élie Briceno** a provoqué quelque chose.

Sa matière première, le matériau sur lequel il travaille, écrit, et met en scène, c'est la vie telle qu'elle est exprimée par tous, et plus encore par des publics marginaux. Il a rencontré des publics très divers : des jeunes, des plus anciens, des gens du voyage, des gens en milieu urbain ou en milieu rural.

Quelque chose s'est passé dans cette relation qui provoquait du lien entre cette création culturelle et des populations très diverses, souvent en difficulté. Tous les partenaires professionnels (MJC, animateurs...) se sont interrogés. Ils ont découvert que quelque chose était en train de se passer qui était beaucoup plus large que ce que nous avons imaginé au départ.

Un petit groupe s'est constitué pour expliquer aux élus, ce **qu'il y avait d'intéressant dans ce qui était en train de se passer. Ils souhaitaient nous montrer que cet aspect-là, elle avait été découverte en chemin de l'action puis était devenue une véritable finalité.**

Ce groupe a contacté l'ODAS afin de partager et faire connaître cette expérience.

¹ **Les résidences d'artistes** ont été créées dans les années 80. " On désigne sous cette appellation différentes formes d'accueil d'artistes dont l'impact est largement fonction de la durée (d'une semaine à plusieurs mois) et des modalités d'organisation. Les partenaires définissent, dans le cadre d'une convention, les missions qu'ils doivent remplir. Généralement, ils mènent un travail de création et une action pédagogique. En effet, durant cette résidence, les artistes peuvent avoir un double objectif : d'une part réaliser une création originale et, d'autre part, sensibiliser et initier un public à l'expression artistique. Il existe des résidences dans les différentes disciplines artistiques : théâtre, danse, littérature, musique... " d'après L'action culturelle des petites villes de Jacques Perret, APVF, 1998.

Ce thème est infiniment difficile et va faire l'objet de vos réflexions :
comment créer du lien par la culture, comment aborder ces publics marginalisés en raison des difficultés qu'ils rencontrent, du repli de leurs comportements dû à ces difficultés.

Notre but est d'intéresser les élus, qui ont souvent beaucoup de projets. Mais alors que chaque projet a un objectif finalisé, avec un calendrier, une définition précise de la répartition des responsabilités, une évaluation de l'avancement en fonction du calendrier proposé... Ici il s'est passé quelque chose de complètement différent de ces schémas classiques. En effet, à partir de l'initiative d'une résidence de théâtre, *une sorte de buissonnement spontané* a provoqué des actions de toutes natures qui ne se sont développées que sous la forme physique de ce *buissonnement*, avec des **ramifications multiples qui se dessinent en effet, physiquement comme un véritable lien social.**

En conclusion, je pense que pour aborder ce type de problème, il faut avoir un esprit un peu différent de celui avec lequel, en général, nous abordons nos responsabilités d'élus, avec la conscience d'avoir des objectifs précis, des indices de performances, des coefficients d'évaluations...

Il faut être plus modeste car on touche à une matière qui est extrêmement sensible : la matière humaine, la sensibilité des gens, qui eux-mêmes sont particulièrement touchés dans leur psychologie. Et il faut être très modeste, très prudent, très respectueux des publics qu'on aborde, et laisser se produire cette espèce de propagation, ce *buissonnement* qui, en définitive, **produit ce que vous recherchez, c'est-à-dire une amélioration au développement des liens sociaux à travers une action culturelle.** »

Toutes les enquêtes le confirment, tant en ce qui concerne les enfants que les aînés, les actifs ou les non actifs, les risques d'exclusion sociale trouvent leur origine dans une précarité plurielle : économique certes, mais aussi de plus en plus relationnelle et identitaire.

Jean-Louis Sanchez introduit les débats en présentant l'**ODAS** et le **Collectif appel à la Fraternité**.

L'**Odas** est un lieu privilégié car on y retrouve à peu près tous les départements, les grandes communes de France et l'État.

Les constats observés montrent un déficit de Fraternité dans notre société. Or, **il n'y a pas de sauvegarde, il n'y a pas d'autonomie, il n'y a pas de liberté concevable sans interdépendance.**

La démarche du **Collectif appel à la Fraternité** est liée à celle de l'**Odas**. Toutes deux avec leurs outils différents, l'expertise pour l'**Odas**, et notamment les rencontres publiques pour le **Collectif Fraternité**, nous alertent sur ce déficit suicidaire de Fraternité.

C'est une évidence pour ces deux structures d'avoir été sensibilisées par la démarche de Rodez qui montre que **se sont principalement maires et les autres forces du local qui peuvent reconstruire la République**. Il y a cet appétit aujourd'hui de lien social chez tous les maires, mais pour que les maires puissent agir, il leur faut des outils.

Ce forum de Rodez a été rendu possible par l'équipe de Rodez, parce qu'elle était à l'initiative de la démarche.

Nous allons travailler sur « comment transformer cette envie de lien social par la démarche éducative et culturelle, en une réalité opérationnelle, politique ? »

Des expériences vont vous interpeller, elles seront présentées par des villes ou des associations. En même temps, nous verrons comment les élus locaux peuvent s'emparer de ces outils-là. Comment transformer l'anecdote, l'expérience en politique publique ?

« Un nouveau lien nécessitera obligatoirement la mobilisation de tous les acteurs sociaux autour de la famille au sens large : les habitants, les voisins, le service public dans une démarche beaucoup plus fraternelle. »

La démarche culturelle est la plus prometteuse.

Le déficit de repères et d'éducation est extrêmement étendu.

Pour **Jean-Louis Sanchez**, le cloisonnement est bien réel entre la culture et le social et c'est dommage parce qu'au-delà la mutualisation des forces, il y a aussi la mutualisation des arguments. Ce forum souhaite **donner un argumentaire complémentaire pour montrer à quel point il est important d'agir dans le sens de cette fusion des deux démarches.**

L'**Odas** ne s'est pas contenté de regarder les politiques, il s'est d'abord astreint à regarder les besoins. Et en regardant les besoins on s'est aperçu combien la pensée de **Robert Castel** était une pensée précieuse mais en même temps non suffisante.

Précieuse, parce qu'elle a été parmi les premières pensées en France, en parlant de la nouvelle question sociale, à aborder le thème de **l'impact de la précarisation généralisée de l'emploi sur le contrat social, sur le vivre ensemble, sur le lien social**. En montrant qu'aujourd'hui la précarité atteint toute la société ; les gens au chômage mais aussi toutes les personnes qui possèdent des contrats précaires. Pratiquement tous les contrats, lorsqu'on fait le différentiel entre ce qui existe et ce qui existait, sont des contrats précaires. Donc la précarisation de l'emploi qui s'accroît, et tout le monde aujourd'hui se sent concerné, et elle débouche sur **l'enkystement dans la pauvreté**. Les minima sociaux ont le mérite fort heureusement d'exister, mais n'offrent qu'un minimum de vie aux gens. Or les minima sociaux sont de plus en plus nombreux et ils concernent des gens en âge de travailler.

La massification de la précarité économique qui entraîne, comme le dit **Robert Castel**, non seulement donc une massification de l'exclusion, mais surtout une déstabilisation des stables. Or les *stables* qui échappent à ce phénomène-là sont aussi inquiets, et cela devient difficile d'intégrer ceux qui ne le sont pas. Alors on assiste à un démantèlement de toute la chaîne de l'intégration. Mais il n'y a pas que cette déstabilisation du fait de la précarité économique qui existe. Il y a une autre forme, beaucoup plus insidieuse, et prise insuffisamment en compte en France c'est la **précarité relationnelle et identitaire**.

Qu'est-ce qu'on entend par précarité relationnelle ?

Jean-Louis Sanchez pense qu'il faut vraiment associer trois facteurs.

La précarité relationnelle, elle est d'abord due au fait que tous les espaces de socialisation sont en train de disparaître dans notre société. D'abord le travail, parce que même quand il existe il est précaire, donc il ne structure pas comme le structurerait, il y a encore quelques années, le travail industriel par exemple. Mais tous les autres espaces, la religion, le syndicat, le parti politique, l'ensemble des démarches éducatives très largement fragilisées : on a régressé dans l'éducation populaire, les centres sociaux ont été très largement instrumentalisés au détriment de leur mission d'animation globale, dans des espaces en ruptures, et en même temps des besoins qui explosent. Pourquoi ces besoins explosent ?

D'abord les **effets induits par une urbanisation** qui c'est développée dans des conditions discutables du point de vue du lien au social : on a fait des ensembles en oubliant les espaces de vie. **René Lenoir** est à l'origine « d'habitat et vie social », et la création des LCR (locaux collectifs résidentiels). Les LCR ont été d'un accès difficile au social, mis à l'écart de la vraie vie, où cela ne pouvait être commercialisé. Et donc cette priorité du social a été fortement négligée.

Une urbanisation rapide, une urbanisation hâtive aussi, une **déstructuration de la famille**, avec pratiquement un enfant sur deux qui naît en dehors de la famille dite traditionnelle. Les études de l'Odas le démontrent : quand une famille monoparentale est isolée socialement parce que le lien social régresse dans notre pays, cela devient extrêmement pathogène pour l'enfant. Aujourd'hui, **l'enfance en danger, n'est plus l'enfance de la précarité économique, c'est l'enfance de la précarité relationnelle, l'enfance de l'isolement social**. Si vraiment on veut s'attacher à la prévention en matière d'enfance en danger, la première des priorités est de recréer du lien et ce n'est pas les professionnels du social qui vont par leur seule visite recréer du lien.

Un nouveau lien qui nécessitera obligatoirement la mobilisation de tous les acteurs sociaux autour de la famille au sens large : les habitants, les voisins, le service public dans une démarche beaucoup plus fraternelle qu'elle ne l'est aujourd'hui. Du côté des enfants, c'est vérifié, mais cela se vérifie dans les mêmes conditions du côté des personnes âgées.

Pendant la période de la canicule l'analyse de l'**Odas** était différente que celle des médias. Les décès de la canicule n'ont jamais été des décès du déficit de moyens, mais des décès du déficit de lien. En effet, la concentration des décès s'est établie dans des maisons de retraite qui avaient le plus de moyens, mais ce n'est pas parce qu'elles avaient des moyens qu'elles réglaient les problèmes. Elles étaient généralement dans des concentrations urbaines où le lien social n'était plus là. En revanche, la petite maison de retraite à la campagne, où les familles venaient encore voir leurs parents, ne comptait pratiquement pas de décès, il y avait encore du lien. Et puis les décès ont eu lieu surtout à domicile parce que personne ne s'était intéressé à leur situation.

Notre pays se trouve face à une forte réalité, la nécessité de travailler sur la précarité relationnelle, en mobilisant les énergies, de tous les habitants.

La **précarité identitaire** résulte de cette précarité relationnelle : cet isolement individuel, où communautaire, arrive pour se protéger, car on peut se retrancher derrière une communauté religieuse, avec les excès que cela peut avoir sur la qualité du pacte républicain.

Il y a effectivement forte une déstabilisation des repères de ce qui fait l'identité d'un individu.

L'identité ne peut se construire que dans les origines. Elle doit se construire dans un projet : on ne peut pas être des forces passivistes. Cette origine doit nécessairement s'enrichir d'une vision, avec des valeurs où au contraire on se déstabilise dans un pays. Quel projet, quelle envie de l'autre on entretient ? Cette crise identitaire existe bien, avec des enfants ne sachant plus ce qui fait social, ce qui est la perspective pour eux, pour intégrer où re-intégrer la société. **Ceci induit une restructuration de l'action sociale sur un objectif qui ne soit pas simplement d'accompagnement mais de développement.** Lorsqu'on parle de développement social local, on risque d'être technocratique. C'est pourquoi **Jean-Louis Sanchez** préfère nous amener à redécouvrir les trois dimensions du triptyque républicain : **Liberté, Égalité, Fraternité**. La liberté et l'égalité, n'ont-elles pas pour but d'épanouir la relation à l'autre au lieu d'entretenir un repli ?

Cette relation à l'autre est donc effectivement l'expression de la Fraternité qui au lieu de se décréter se construit dans trois directions.

- **La re-mobilisation des solidarités locales.** Pour **Edgar Morin**, la vulnérabilité a un seul atout, celui de créer le goût de la performance, le goût de l'excellence parce que la survie est finalement la récompense de l'excellence. Cette vulnérabilité peut engendrer de nouvelles mobilisations : des solidarités spontanées de voisinages, de quartier, de service. À condition d'en faire une clef d'épanouissement et non pas une clef de régression. Dans les pays qui cultivent la Fraternité, on rappelle tous les jours l'importance de cette disponibilité aux autres, c'est une mobilisation constante. Aujourd'hui qu'est-ce qui mobilise les esprits : simplement la recherche de la compétition, de la défiance...

- **Mobilisation active du bénévolat.** Même dans les endroits où le bénévolat est très développé, il y a un extraordinaire potentiel. Une enquête de l'**Odas**² nous montre qu'à Tournon en Ardèche : il y a deux fois plus de bénévoles qu'en France, mais fort heureusement 50% des non-bénévoles souhaitent le devenir, mais ne savent pas où être bénévole... Le bénévolat ne peut pas être aujourd'hui, ce qu'il était hier : il faut le reconstruire aussi, en tenant compte des aspirations des gens : non pas un engagement permanent, difficile, mais des engagements plus ponctuels plus diversifiés.

- **Recréer un nouveau lien à l'éthique.**

C'est d'abord vrai de l'école, car elle a perdu son goût à la mobilisation de l'éducation de la citoyenneté. Elle peut peut-être le retrouver en accueillant un *club intergénérationnel fraternité* par groupe scolaire, par collège.

² www.odas.net

Tous les gens qui ont du temps disponible mettraient en lien avec les enfants ce dont la culture peut produire d'impliquant et de stimulant : peut-être de la réhabilitation de la mémoire de quartier, de la mémoire des métiers...

C'est vrai aussi du service public. Si l'on veut sauvegarder le service public, si on veut le développer, car il peut aussi forger et créer du lien, il faut l'interpeller ses dysfonctionnements, notamment dans le secteur du social, car nous n'avons plus le lien aux autres que nous devrions avoir. Les heures de travail ne coïncident pas avec les heures des habitants, la disponibilité au collectif se réduit. Un certain nombre de phénomènes inquiétants ne facilitent pas l'implication du social dans la dynamique culturelle.

Jean-Louis Sanchez termine en disant que derrière cette projection plus concrète du développement social, il y a **nécessité de repenser le lien au local**. Et penser qu'au fond, cette démocratie un peu méprisée par les médias nationaux, **la démocratie locale nécessite d'être repensée dans sa relation au contrat social, à la République**.

L'enjeu de ces deux jours, qui se noue autour de la démarche de Rodez, est de vérifier quels pourrait être les moyens de consolider cette projection du social vers le culturel pour mieux protéger nos enfants, pour mieux protéger nos aînés. Mais aussi de vérifier comment associer des partenaires qui ont une responsabilité différente dans une même démarche, puisqu'il n'y aura pas de fluidité entre le social et le culturel, sans une fluidité entre le départemental, le communal, le régional.

Joël Roman est un des collaborateurs de la revue Esprit, philosophe de formation. Il travaille en partenariat avec différentes structures des politiques sociales et des politiques culturelles, et d'autres structures comme la ligue de l'enseignement, les centres sociaux.... Dans son dernier ouvrage « *Eux et nous* », le chapitre intitulé « *pour en finir avec l'intégration* » est consacré à une analyse de la superposition des différentes crises, dont **la banlieue est aujourd'hui à la fois l'enjeu, le cadre, le théâtre et aussi le symptôme.**

Pour lui le diagnostic selon lequel il y a un déficit d'intégration, notamment de jeunes issus de l'émigration dans ces territoires, est radicalement erroné. Ce qui dysfonctionne principalement aujourd'hui dans notre société ce n'est pas l'intégration d'un certain nombre d'individus, mais c'est bien les mécanismes d'intégration sociale dans leur ensemble : les mécanismes d'intégration sociale par le travail, les mécanismes d'intégration sociale par l'école, les mécanismes d'intégration sociale par la mobilité résidentielle, pour ne prendre que ces trois-là qui sont parmi les plus importants.

Les raisons de ces dysfonctionnements de mécanismes sont assez profondes, structurelles, et l'on ne peut y remédier en *chargeant la barque* des personnes, parce que cela revient à faire peser sur ces personnes la responsabilité de l'intégration. C'est pourtant le cas dans toute une série de discours concernant les banlieues et l'intégration, mais c'est aussi le cas de façon beaucoup plus générale pour les problèmes de notre société.

Avec d'un côté un discours qui est celui de l'assistance et d'un autre côté un discours de la responsabilisation, mais les deux cas ce sont les individus qui sont responsables de la situation dans laquelle ils sont.

Bien évidemment, il existe des situations dans lesquelles les individus sont responsables, et ils aspirent à plus de responsabilisation en ce qui concerne leur parcours, en ce qui ou leur itinéraire. Mais ce n'est pas aux institutions publiques et aux politiques publiques de

responsabiliser à outrance les individus. Il y a là une erreur de diagnostic, et quelque chose qui pourrait à la limite nous entraîner vers une voie extrêmement dangereuse ; **celle d'une société qui serait uniquement une société d'individus**. Ces individus essaieraient chacun de s'en sortir, en étant chacun un gagnant, s'il n'est pas un gagnant, il est, dans cette perspective-là, un perdant. Et un perdant qui est stigmatisé et doit porter sa défaite, il se doit de porter la responsabilité de sa défaite.

Selon **Joël Roman**, ce serait un modèle extrêmement dangereux, d'ailleurs un certain nombre d'évolutions profondes de notre société, comme de politiques conduites vont parfois dans ce sens, ainsi que toute une série de discours et de réformes politiques, autour des questions pénales qui consistent à pénaliser davantage les individus.

Ce modèle est cependant indéniablement en accord avec un certain nombre d'évolutions en profondeur de notre société.

Il est en accord par exemple avec l'idée d'une société de marché, qui repose sur des transactions de grès à grès que les individus passent les uns avec les autres autour de la satisfaction de leur besoin, qu'il s'agisse de l'acquisition d'un certain nombre de biens, ou de la satisfaction d'un certain nombre de demandes qui se font à travers les services. **C'est cette marchandisation des services qui est aussi un problème.**

Prenons un symptôme. Est-ce qu'il vaut mieux aujourd'hui aider à solvabiliser les familles pour toute une série de demandes services pour leur permettre d'être pris en charge par le marché, ou par des structures, qui d'une façon ou d'une autre reviennent à être des structures marchandes (garde de personnes âgées, ou garde d'enfants à domiciles) ?

Ou est-ce qu'il faut au contraire conforter les structures sociales traditionnelles pour leur permettre de prendre cela en charge ?

Cette question n'est pas aisée à trancher, faudrait-il encore pourvoir la poser pour savoir vers quoi l'on se dirige et qu'elles sont le type de perspectives que l'on souhaite à mettre en œuvre.

La restauration des mécanismes classiques d'intégration est quelque chose qui est en grande partie une vue de l'esprit. Il y a d'autres perspectives qui se profilent en dehors de celle d'une société très polarisée entre d'un côté des gagnants et de l'autre côté des victimes car ce serait une société de la défiance généralisée.

Une autre perspective serait celle du partage, qui implique la question de conforter les personnes dans ce qu'elles sont. Les responsabiliser ou les conforter, ce n'est pas tout à fait la même chose... **C'est à partir du moment où les individus se sentent confortés dans ce qu'ils sont, qu'ils peuvent commencer à développer des démarches de responsabilisation.**

Or conforter les individus, c'est les reconnaître. Cette démarche de reconnaissance qui a été théorisée par un certain nombre de philosophes contemporains, désigne quelque chose d'assez simple, mais difficile à faire dans les politiques. C'est simplement de dire : vous faites partie de notre société, vous avez le droit de faire partie de notre société, et cela quelque soit ce que vous êtes, votre histoire, votre itinéraire. Il n'y a pas de prix à payer pour accéder à l'appartenance sociale, il n'y a pas de droit d'entrée à acquitter : une société c'est pas un club. **D'après Joël Roman la seule chose dont il faut être convaincu, c'est que nous ne choisissons pas nos concitoyens.** Et la rançon du fait que nous ne choisissons pas nos concitoyens, c'est d'abord qu'ils ne me choisissent pas non plus, il y a quelque chose d'une réciprocité fondamentale dans cette affaire, et d'autre part il faut leur accorder un minimum de reconnaissance. **Une politique de reconnaissance que Jean-Louis Sanchez appelait une politique des identités** prend en compte les

ruptures identitaires, c'est donc **une politique qui admet les identités sous lesquelles les individus se présentent**. Ça ne veut pas dire qu'on les enferme dans ces identités, mais qu'on part d'elle, et qu'on leur reconnaît une légitimité. C'est à travers des actions des politiques, ou à travers des manifestations culturelles qu'on prend en compte ce problème-là. Mais on voit bien que c'est l'essentiel, le cœur du problème social aujourd'hui. C'est nouveau dans notre société nous avons **à traiter une demande culturelle au sens très large du terme dont l'enjeu est celui de la cohésion sociale. Et c'est pour cela que culture et lien social c'est un véritable enjeu.**

Puis **Joël Romans** fait une remarque sur l'articulation des politiques sociales et culturelles dans notre société aujourd'hui et soulève quatre obstacles.

Une remarque : le lien social se reconstruit autour du local, du territorial, voir même autour du micro local. Or, on sait décliner des politiques publiques à partir des grandes orientations qui sont des orientations nationales voir macro-européennes et de descendre vers le local. Mais comment construire des politiques ayant une cohérence d'ensemble, à partir d'expérience qui sont des expériences microscopiques qui sont des expériences locales, territoriales ? Comment synthétiser des expériences territoriales : c'est quelque chose qu'on n'a pas l'habitude de faire, qu'on ne fait pas faire, que notre outillage et intellectuel et politique et administratif a beaucoup de mal à faire : il y a là un véritable enjeu.

- **Quatre obstacles maintenant :**

- Il y a un **hiatus très profond entre les pratiques qui sont celles des équipes territoriales** (municipales, CG, conseils régionaux) **et les discours des partis politiques** qui sont très déconnectés de ces pratiques : elles ne sont pas reprises conceptuellement par un discours politique. La fragmentation ; entre des politiques sociales qui restent très largement dominées par une fragmentation sectorielle : la question de la petite enfance, la question des personnes âgées, la question des personnes démunies... On a comme ça des divisions, des guichets, qui sont autant de guichets disjoints, avec des gens qui ont de grandes compétences pour traiter ces questions, mais avec des formes de financements, avec des structurations, avec des logiques de formations de personnel, avec des modes d'intervention qui sont extrêmement disjointes alors qu'il faudrait avoir des politiques beaucoup plus transversales. C'est le cas pour les politiques sociales, mais encore plus pour les politiques culturelles. L'essentiel va là encore aux grandes politiques verticales, aux grands compartiments disciplinaires classiques et traditionnels : aux politiques du patrimoine, aux politiques du théâtre vivant, de la danse, des arts plastiques, ou du livre et de la lecture
- **Le danger d'instrumentation** : du culturel par le social car l'enjeu de la culture et de la création ne peut pas être celui de fabriquer du lien social en permanence. Mais il y a une instrumentation inverse, du social sur le culturel, parfois moins visible, moins dénoncé, mais toute une série d'acteurs culturels sont devenus des experts dans l'instrumentation du social à des fins de spectacle, de mise en scène. **Joël Roman** nous cite une anecdote à propos du livre de **Bourdieu** la « **Misère du monde** » dont on avait pris des extraits pour un spectacle. C'était probablement un outil et un instrument de diffusion, mais en même temps aussi une forme de neutralisation esthétisante d'un message de subversion sociale ou de dénonciation sociale qui pouvait être aussi problématique... **Comment arriver à construire quelque chose qui ne soit pas une instrumentation réciproque du social par le culturel ou du**

culturel par le social ? Comment arriver à penser une politique qui soit à la fois consciente de l'enjeu social et en même temps qui reste consciente de sa nécessité à être une vraie politique culturelle.

- Troisième obstacle : **Jean-Louis Sanchez** le dit : **il ne faut pas enfermer les gens dans leur racine**. Il y a une légitimité dans toutes ces questions autour de l'identité. Ce qui se manifeste souvent en premier, c'est une exigence de se voir reconnaître une origine, des racines, quelque chose qui est de l'ordre de l'histoire ou du passé et plus encore de cette identité d'au-delà de nous-même dont on se sent héritier et comptable. Et en même temps, les individus de notre société aspirent à s'émanciper de cet enfermement, à être en quelque sorte **des voyageurs sans bagage**. Ces deux aspirations coexistent souvent d'une façon contradictoire en chacun d'entre nous, se manifestent à des moments différents, voir se manifestent simultanément avec des aspirations contradictoires et des déséquilibres qui peuvent se produire, mais les deux ont leur forme de légitimité. La culture c'est aussi faire droit à cette revendication des origines, et c'est en même temps permettre à certain d'accéder à un monde et à des univers que nous ne connaissons pas. Il y a une forte nécessité d'aménager des espaces de rencontre, et en même temps de faire droit, sans enfermer les gens dans leurs origines, et sans non plus nécessairement les brusquer ou les soumettre à une espèce d'imposition culturelle d'itinéraires qui ne serait pas les leurs.
- Et enfin dernier obstacle, le plus difficile parce que le plus inconnu aussi : c'est que **nos formes classiques d'expression culturelle sont des expressions qui conjuguent l'expression individuelle et la réception collective**. L'exemple que tout le monde a en tête c'est celui du théâtre vivant, mais aussi tout une série d'autre chose, le cinéma... même la fréquentation par un public d'une œuvre littéraire a quelque chose de ce schéma-là. Or, ce qui se met en place à travers les nouveaux outils de communication et d'expression, notamment Internet fonctionne sur des modalités extrêmement différentes. Ce n'est plus de l'ordre de la réception collective d'une expression individuelle, mais une forme de réseau, qui fait du social, qui fait de la sociabilité mais qui fait de la sociabilité choisie. On est dans des sociabilités partielles qui multiplient des niches et des réseaux au contraire extrêmement fermés, hétérogènes, insensibles les uns aux autres, qui ne se rencontrent jamais, qui ne frayent jamais les uns avec les autres. Il y a là quelque chose qui vient percuter nos formes classiques d'expression culturelle. Comment aujourd'hui arriver à construire des lieux qui soient des lieux de rencontres ? Peut-être est-ce le premier âge de cet outil-là et que d'autres usages vont peut-être venir percuter celui-là... Mais on voit bien que c'est une tendance un peu générale qui est en phase avec l'individualisation.

Voilà quelques-unes des pistes que l'on rencontre autour d'un enjeu décisif, pour le lien social : celui de reconnaître les individus. Reconnaître les individus ça veut dire à la fois accorder un droit à la fragilité individuelle, lui reconnaître cette dimension constitutive de notre existence sociale et en même temps permettre à des individus de sortir la tête de l'eau et rencontrer un monde nouveau.

Pour Jean-Louis Bernard, chargé de mission à l'Observatoire des politiques culturelles : une partie importante de la population française pense que la culture ne crée pas de lien social, mais qu'au contraire, elle divise et expulse.

La culture a créé du lien, il y a 20 ou 30 ans, pour ceux qui étaient dans des processus de mobilité sociale, et qui trouvaient dans l'action culturelle des éléments identitaires forts. Mais cette création s'est faite aussi avec un gâchis considérable, en particulier au prix d'un laminage des cultures populaires.

Elles étaient présentées comme licites et elles ont été stigmatisées

Dans les années 70 le socioculturel a stigmatisé la culture en lien avec les populations. Cette dynamique culturelle a même frôlé la religion d'une culture artistique et d'une culture des artistes...

Les politiques culturelles ont évolué pendant plusieurs années dans cette direction au détriment d'expériences comme celles qui seront présentées dans ce forum. Les institutions de l'état, en charge de la culture, les considéraient avec beaucoup de mépris comme du socioculturel. Il ne pouvait pas avoir d'aide réelle de l'état côté culturel pour ces opérations ; les aides venant surtout du côté du social.

On vit encore aujourd'hui d'une manière très dramatique sur cet héritage. L'important aujourd'hui est de voir comment assurer une meilleure lisibilité à ces actions, les renforcer et leur donner un caractère opérationnel à plus long terme.

Selon **Jean-Louis Bernard**, toutes les équipes qui travaillent dans la rencontre de la culture et du social bousculent les frontières et arrivent à transformer les dispositifs. Ils ne fonctionnent plus alors comme de simples dispositifs mais installent une société fraternelle. **La Fraternité est au cœur de cette rencontre du social et du culturel.**

L'objectif de ce forum est d'observer la façon dont ces frontières bougent, et comment de nouveaux référentiels se mettent en place et peuvent être reconnus. À Rodez, le maire a soutenu ce travail, c'est un bon signe car cela veut dire que pour certains des élus cette nouvelle démarche est en train d'avancer.

Il faut voir aussi comment les choses bougent du côté des institutions. Et lorsque l'on observe différentes expériences, on se rend compte que c'est **souvent une affaire d'individu**. On repère en effet que ce sont les personnes qui se mobilisent fortement pour ces actions, qui conduisent les institutions à changer de fonctionnement.

Sans compter le politique qui peut aussi bouleverser les frontières.

Aujourd'hui il est vrai que le secteur social et le secteur culturel sont extrêmement cloisonnés. Mais est-il pensable de penser et d'agir autrement ? Ce sera le fil conducteur de ce forum, afin qu'émerge une culture commune de la rencontre entre la culture et lien social, pour permettre à des acteurs importants et nombreux de travailler dans ce sens.

Nelly Lopez, confédération des MJC de France, coordination culture des MJC :

Malraux voulait créer les 100 MJC, mais il n'en a fait que 13. *Mais il les a faites contre l'idée d'éducation artistique et contre l'idée d'éducation populaire.* Notre vision de l'histoire est déformée car c'est bien l'échec de la démocratisation culturelle dont on fait le constat aujourd'hui. Les MJC existent parce qu'elles ont voulu exister. À l'image des associations, elles se sont auto-proclamées, elles n'ont pas été instituées par l'Etat. C'est important de montrer, que nous sommes les héritiers depuis 58, du divorce entre culture et éducation populaire et c'est que ce qui pose aujourd'hui beaucoup de problème.

Pour être en résonance avec **M. Roman, Jacques Donzelo**, sociologue le dit de manière provocatrice : **est-ce que les élus des collectivités territoriales ne sont pas plus en train de miser sur le capital social des gens plutôt que sur le capital culturel ?** Investir sur le capital social, c'est une façon de réunir les gens, et l'on peut dire de façon caricaturale que miser sur la culture c'est aussi une façon de diviser (même si la fonction de la culture est aussi de diviser, de créer du conflit au sens noble du terme, de **créer en tout cas de la controverse**, la société a parfois du mal à l'accepter). L'intéressant ne serait pas de fusionner la culture et le social, mais de rechercher comment les mettre en dialogue et en interaction permanente. En sachant que le social a la fonction de réunir, alors que la culture a celle d'interroger et ne fait pas consensus à priori. C'est en cela qu'on peut créer une tension dynamique et positive entre le social et la culture.

Annick Clément, action départementale des œuvres laïques, Ligue de l'enseignement :

Depuis 2 ans, sur le département, il y a un élan dans le département qui amène les gens de tous les réseaux à travailler ensemble : mission départementale à la culture, département jeunesse et sport, la CAF... La grande difficulté que l'on rencontre nous, réseau de l'éducation populaire, c'est **le mille-feuille** : toutes les associations font des choses formidables, mais en fait elles se juxtaposent, elles s'empilent au lieu de s'articuler entre elles. Dans les quatre obstacles que vous avez cités plus haut, celui qui est le plus lourd c'est la fragmentation : on a beaucoup de difficultés à travailler ensemble

II/ L'ENJEU CULTUREL DANS LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ FRATERNELLE

Dans cette perspective de consolidation du tissu social, les politiques culturelles sont particulièrement utiles à la construction de nouvelles relations d'écoute, d'entraide et de respect entre les habitants et à l'intérieur des groupes sociaux et des familles.

Olivier Bianchi, maire-adjoint de Clermont-Ferrand, Président de la Commission Culture de Clermont-Ferrand, propose deux temps dans son intervention pour poser la problématique des agglomérations : deux enjeux, deux convictions, chaque fois illustrées par des expérimentations des agglomérations Clermontoises.

Une politique transversale est indispensable pour que le champ culturel et le champ social se retrouvent ensemble.

Les modalités de réponse à la question de la culture et du lien social.

1- La question des politiques transversales

Nous sommes dans une société complexe, donc les solutions ne peuvent pas être unilatérales, elles ne peuvent pas dépendre d'une seule prise de compétence et il faut s'attaquer à l'ensemble des facteurs ou des causes, qui sont à l'origine du mal-être du mal-vivre ou de l'exclusion.

Les politiques transversales ne sont pas entendues comme des juxtapositions de champs mais bien comme des additions voir comme des fusions de problématiques. Additionnées, elles permettent de prendre le problème dans tous ces aspects afin de le résoudre, avec les problématiques du champ culturel, les problématiques du champ social, mais on pourrait développer avec d'autres problématiques comme le champ économique...

Il faudrait un agenda 21 des politiques sociales, comme on l'a fait pour le développement durable.

Si on veut mettre en place une politique transversale c'est sous cette forme-là qu'elle doit être attaquée parce qu'il y a un facteur important, celui de **la double peine ou de la triple peine**. En effet il n'y a pas exclusion sociale sans exclusion économique, sans exclusion culturelle : les personnes qui sont soumises à la dureté des temps le sont sur tous les champs de l'action des politiques publiques.

Ils ne peuvent pas être traités que par le logement ; ce n'est pas parce qu'on propose un logement à une personne, que ses problèmes de son *mieux-vivre avec lui-même et avec les autres* sont pour autant résolus. C'est donc l'ensemble des champs de compétence qu'il faut prendre en compte pour pouvoir traiter cette question. Puis s'attaquer aux facteurs de domination, car on l'évoquait plus haut la culture comme exclusion, peut-être aussi un facteur de domination. (La démocratisation des pratiques et des publics ne concerne pas seulement les publics dits captifs, ou spécifiques, ... mais l'ensemble des publics est problématique. Dans « *l'homme pluriel* » **Bernard Lahire**, explique qu'on a tous des comportements très différents de culture dominant et dominé... il faut être très attentifs à ne pas catégoriser car ce serait une forme de mise en distance de gens alors que tous sommes concernés par une politique de démocratisation culturelle.)

La problématique de la transversalité du point de vue culturel.

Les *gens de culture* ont une expérience sur ce domaine, car ils ont transformé leur faiblesse par une force.

Olivier Bianchi l'explique par le fait que pendant longtemps, la politique de culture était peu institutionnalisée et les élus à la culture ont dû justifier de leur existence et de leur engagement. Par exemple : développer *le complexe du bigorneau*, en s'accolant à des justifications différentes que celles des justifications culturelles.

Parce qu'elles étaient souvent difficiles à faire passer : rarement les villes ou les régions, ont fait de *l'art pour l'art*. En revanche ont été développés des politiques culturelles de communication, de rayonnement, pour les meilleurs d'entre elles de développement économique, de développement social, de développement éducatif, mais rarement de la culture pour la culture.

Puis l'habitude a été prise et les politiques culturelles se sont greffées sur les autres champs d'action des politiques publiques, peut-être avec un temps d'avance...

Cependant, il faut reconnaître un problème: les acteurs culturels n'ont pas toujours rencontré de la part des élus un portage de mise en perspective de leurs actions, **elles n'ont jamais été présentées comme fondamentales, elles n'ont jamais été mises en lumière**. La préférence allait à de grandes structures et à l'institutionnel culturel.

Autre constat d'importance : les artistes sont certainement ceux qui sont les plus pertinents pour poser les problématiques d'altérité, rendre hommage à la différence, nous faire toucher du doigt une autre richesse.... Or ce discours-là, va bientôt devenir minoritaire. **Pour toutes ces raisons, une politique transversale est indispensable. Le champ culturel et le champ social peuvent se retrouver ensemble.**

Mais dans ce dessein, il faut sortir de l'anecdote : **il faut la traduire en langage de système**, c'est-à-dire en langage de politique publique.

Illustration une création d'ateliers d'artistes par l'agglomération de Clermont-Ferrand : quand les élus de la culture prennent la décision d'impliquer l'ensemble des champs.

La décision de l'emplacement des ateliers d'artistes aurait pu être aléatoire car la réponse de politique publique culturelle était faite : les artistes avaient les moyens pour créer et travailler.

Mais les élus ont pris en compte la question culturelle, la question sociale, la question des ghettos touchés bien évidemment par les inégalités économiques, mais aussi les inégalités culturelles, car les capitaux ne sont pas répartis uniformément. Des ateliers d'artistes ont donc été installés, additionnant ainsi deux politiques, deux problématiques
C'est autour de cette théorisation de cette politique qu'il faut travailler.

2- La notion de l'échelle intercommunale est un outil pertinent parce qu'obligatoirement les politiques y sont transversales.

- a. **La loi nous dit que nous avons des compétences obligatoires** : l'habitat, le développement économique ... Or l'intérêt n'est pas obligatoirement de traiter le social sous l'angle du social puisque ce champ n'est pas une compétence des agglomérations. Mais il est intéressant de poser la question : en quoi le développement économique va aider au social, en quoi la politique d'habitat va aider au social, et en quoi la politique culturelle y participe ? **Donc par définition et statutairement les politiques des agglomérations sont transversales.** Avec une heureuse faiblesse, en réalité beaucoup d'intercommunalités sont dans l'illégalité parce qu'elles ne font pas que des équipements mais aussi des projets !

- b. Deuxième élément qui rend l'échelle des agglomération pertinente : **c'est un territoire qui s'est construit par les habitants, dans le vivre ensemble**. Les élus parlent de façon un peu rétrograde de frontières, de communes, mais les gens habitent des territoires déjà forgés, en termes de récits communautaires, de destin communs, ou de **communauté de destins** : on y travaille, on y habite, on y consomme, on va dans les lieux culturels dans plusieurs communes. Pour la première fois c'est l'institution qui vient après la réalité du vécu.
- c. **Troisième élément : des territoires très difficiles de négociation**. Il y a des différences très fortes sur les questions d'habitats, sur les questions de centre périphérie, de nord et de sud, sur les questions de pauvres et de riches, sur les questions urbaines, rurbaines, rurales. Clermont-Ferrand c'est 140 000 habitants, la deuxième ville a 20 000, la dernière a 1500 habitants. Et c'est presque une commune rurale dans tous ces attendus...

Les questions sur l'identité des territoires sont très complexes. Les débats entre élus rendent les instances des agglomérations très importantes pour la mise en place de discours, qui doit ensuite se traduire sur les politiques publiques. Parce que nous allons vers des politiques de fortes négociations sur la base de nos différences et qu'elles fondent la citoyenneté. Voilà pourquoi il ne faut pas nier l'échelle intercommunale dans ce levier pour mieux poser les politiques transversales notamment dans le domaine de la culture.

La dernière illustration d'Olivier Bianchi : la pertinence de l'échelle communale au service de la compétence lecture publique

À Clermont-Ferrand sur 21 communes, il y a 14 établissements de lecture publique, et il n'y en avait que deux qui étaient aux normes...

Il a fallu deux ans de négociations à la fois avec des associations de lectures, des démographes, des responsables du transport, des élus pour déboucher sur des bassins très différents. Certains regroupent plusieurs communes, d'autre un seul quartier qui fait 30 000 habitants, d'autres encore ont explosé la ville centre de Clermont-Ferrand.

Les quartiers nord de Clermont ont été rattachés au bassin nord, où les communes ont l'habitude de travailler ensemble. La ville de Clermont a laissé les quartiers nord partir avec une bibliothèque alors qu'elle avait été un élément très structurant du vivre ensemble sur ces territoires.

Il fallait donc en construire une nouvelle dans le cadre des quartier nord, et c'est là que l'inter communauté est intervenue de façon intéressante.

Si une nouvelle était construite au nord du nord pour ce bassin de vie plutôt populaire, une prime serait alors donnée à cette nouvelle bibliothèque très belle, très grande, très neuve... et l'ancienne, qui avait pourtant joué un rôle culturel majeur, serait reléguée au niveau de ghetto. La décision a été prise de reconstruire cette bibliothèque aussi en doublant sa surface. Chez cette population, le sentiment que nous avons privilégié les rurbains était effacé.

Marc Villarubias est responsable de la mission-coopération culturelle à la ville de Lyon, au service opérationnel rattaché à la direction culturelle, qui a un lien fonctionnel avec la direction développement territorial de la ville qui travaille plutôt à tout ce qui est lié aux affaires sociales, à l'action de politique de la ville, aux actions de solidarité. L'objectif est bien pour cette mission opérationnelle de développer une politique et d'essayer d'articuler une politique culturelle, et une politique sociale de développement territorial. Cette mission est co-financée par l'État, la Région et la Ville. Sa principale mission est de travailler sur le volet culture de l'ancien contrat de ville. Aujourd'hui le contrat urbain de cohésion social est orienté vers la question de la place de la culture dans les politiques urbaines, de sa place aussi dans les politiques sociales à l'échelle de la ville et de l'agglomération.

Choisir de poser la question :

Quelle est la relation aux habitants, la place des gens, la place dans le développement du territoire dans l'ensemble des institutions culturelles ?

Marc Villarubias nous décrit le long chemin qui a conduit la ville de Lyon à articuler ses politiques publiques

Quelques tendances entre les années 90 et 2000 où différentes procédures se sont succédées :

- Les changements d'échelle territoriale.

Les politiques étaient très centrées sur le territoire cumulant des difficultés qui étaient stigmatisées et dans lesquelles on intervenait dans des procédures de réparations urbaines et sociales. La question du territoire s'est ouverte en passant à l'échelle du territoire à échelle intercommunale. On note alors une tendance pour ces politiques de sortir de cette crispation, de l'enfermement au territoire.

- Tentatives de multiplication des thématiques de travail.

Les problématiques urbaines étaient de l'ordre de la re-qualification de l'habitat, de l'insonorisation... Aujourd'hui la part humaine est privilégiée avec par exemple une politique de la ville les questions de l'éducation avec les ZEP, les REP..., l'économique à travers les ZRU, RU... Ces zones franches, les questions de la culture, du sport. Il existe aujourd'hui une multiplication d'entrées pour intervenir afin de développer des politiques croisées sur ces territoires.

On le voit, cette génération d'actions relève de la politique de ville. Une politique en direction de territoires qui cumulent un certain nombre de handicap. Une politique coordonnée par l'état et les collectivités qui était articulée pour produire de la transformation, du rattachement au fonctionnement de la ville, afin que les habitants puissent se développer personnellement, et mieux circuler à l'échelle de l'agglomération. Pour **Marc Villarubias** aujourd'hui il y a un fort manque de lisibilité. En effet, qu'est-ce qui est de l'ordre de *l'intervention spécifique*, qu'est-ce qui est de la *mobilisation de toutes les politiques publiques*, est-ce que c'est du *global*, est-ce que c'est du *territorial* ?

Qu'est-ce que les questions culturelles produisent sur le territoire Lyonnais ?

Les éléments de bilan de la fin des années 90 structurent ce qui se produit aujourd'hui. Ce sont les habitants et les acteurs des quartiers qui ont été interrogés, et nous donnent quelques éléments de réponse :

1-Les grands thèmes mobilisateurs

- **La mémoire** (pour + de 50% des opérations des quartiers) : mémoire des gens, des quartiers, du parcours des familles, du parcours de communautés, du développement économique. Les gens se sont fortement mobilisés, mais ils ont ressenti une énorme déception quant au traitement de ces objets de mémoire car ils ont été perdus, et cela n'a pas produit des éléments de mémoire pour l'ensemble de la ville.
- **Les éléments festifs, dans les quartiers**
- Beaucoup de choses autour de **l'accompagnement de pratiques culturelles des jeunes** (hip-hop, cultures urbaines...) et d'autres types de pratiques autour de ruralité....

2-Les constats de la fin des années 90 :

- **Amélioration de la médiation** : rapport à l'œuvre, aux artistes, aux équipements, aux institutions ...

- **Les groupes de travail qui ont mobilisé le plus de personnes et sur des temps plus longs sont ceux sur les questions de culture, des quartiers, de la prévention, de la délinquance, de la mémoire...** Car ce sont des thématiques sur lesquels les gens viennent avec désir, passion, ils se ressourcent se retrouvent. Alors que sur d'autres thématiques on note un effondrement au bout d'un an ou deux, parce que c'est négatif, et cela renvoie à des thématiques compliquées, par exemple sur les toxicomanies.

- **La question du temps apparaît aussi.** Toutes les opérations comme les résidences, de trois mois, six mois, un an, voir deux ans sont oubliées s'il n'y a pas de traces. Et ne reste dans la mémoire des gens que des opérations qui s'inscrivent sur des cycles beaucoup plus longs dans le quotidien, produisant des choses pérennes.

- Autre point positif : **les gens** (habitants, réseau associatif, MCJ, centres sociaux, maisons de l'enfance, les réseaux d'éducatrices populaires, les leaders d'opinion) **sont demandeurs de lieux où l'on peut échanger, produire concrètement des choses, afin d'être ensemble** pour avoir une démarche projet, faire un diagnostic, dans des perspectives un peu longues de rêver un territoire, dans des postures d'experts de la famille, du quotidien....

- Les points négatifs :

- **Le sentiment d'être essoufflé et d'avoir donné beaucoup d'énergie sur l'ensemble des projets sur le volet culture, sans beaucoup de moyen.** Il y a une immense demande de reconnaissance de ce qui a été produit. Car cela reste dans notre territoire et n'est pas vu au centre ville.
- **Le flou des statuts des uns et des autres :** car les gens ne savent plus s'ils sont des artistes, des animateurs, dans le champ social, dans le champ culturel, des habitants impliqués, des acteurs... Par exemple les acteurs culturels engagés dans ce type de démarche ressentent malaise par rapport à leurs *pères artistiques* qui les oublient. Les animateurs sont très troublés. Car chacun a pris des places qui n'étaient pas forcément les leurs pour avancer parce qu'il fallait le faire, mais aujourd'hui il y a une demande de redistribution des cartes.

- **La revendication des communautés** : comment leur parole est prise en compte dans les politiques publiques qui sont mises en œuvre.

Toutes ces questions de la fin des années 90 posaient la question suivante « comment construire le contrat de ville 2000-2006 »

À l'époque la Villette ouvre la filière culture des quartiers et des cultures urbaines.

À l'échelle de la ville de Lyon, au regard des politiques culturelles les constats sont les suivants :

- Le budget de la culture c'est environ 20% du budget de la ville – 500 M d'euros de budget de fonctionnement de la commune. 100 M € sur la culture dont 70M€ qui vont à trois équipements de la ville (l'opéra, l'auditorium, le conservatoire de région). 98% du budget de la commune est attribué à 20 institutions.

- Du côté de l'Etat et des collectivités comme la région, l'état annonce 95% d'un budget orienté vers l'institution et 5% qui reste sur de la contractualisation des équipes qui sont sur des lieux. Il y a donc une réalité : pratiquement aucune marge de manœuvre. Les 2% du budget qui reste va vers de l'événementiel et du festif et un 1% qui va sur de l'aide à la création, l'aide aux petits lieux, l'aide aux projets.

Pour « culture et quartier » : 0,03% d'un budget de la culture. C'est-à-dire que 3 pour 1000 d'un budget de la culture pour ce dont on parle : la place des artistes dans les quartiers, le lien social, la relation aux habitants....

Le diagnostique, c'est la réalité posée par les chiffres. Chacun pourrait faire ce travail dans sa commune, dans son département, dans sa région pour voir comment sont distribués les crédits, les moyens humains, les financements, les postes....

Le choix du contrat de ville, au début de années 2000 est de poser de façon systématique la question de la place des institutions, de la place des politiques culturelles à travers sa politique de création.

Comment pour l'ensemble de ces outils, pose-t-on chaque fois la question de la relation aux habitants, de la place des gens, de la place dans le développement du territoire ?

Auparavant cela semblait impossible car on mettait dos-à-dos des logiques différentes ; des logiques de rayonnements par rapport à des logiques de proximités, des logiques d'universalisme de l'art par rapport à la prise en compte de la diversité, des logiques de libertés de l'artiste par rapport à des questions de service public... L'enjeu supplémentaire est donc de trouver avec les 20 institutions qui concentrent le plus de moyens comment inventer une charte « *coopération culturelle* ».

Le principe est de mettre des systèmes de coopération en place.

Voici quelques propositions, dont 90% des engagements viennent des institutions :

- L'Opéra de Lyon se préoccupe de la question du hip-hop et de la danse urbaine, au cœur de ses missions (l'opéra travaille sur la voix et le corps et donc au cœur de ses missions en accompagnant la danse urbaine).
- L'opéra ouvre à Vénissieux dans l'agglomération un lieu de fabrication des décors, maîtrise de répétition...C'est un lieu qui s'ouvre sur un territoire.
- Les archives municipales, et le musée d'histoire de la ville s'engagent en produisant un guide méthodologique pour les personnes et les associations qui travaillent sur ces questions. Ainsi seront conservés, pour les générations futures, des éléments de mémoire sur l'immigration, sur le peuplement urbain, sur le développement de la ville du 20^{ème} siècle...C'est important pour les quartiers, mais aussi pour les chercheurs.

Il y a 93 engagements des institutions, qui en restant au cœur de leur mission vont produire du service nouveau, à moyen constant (sans financement) afin de redéployer du service.

Mais quand on rentre dans le détail des évaluations des opérations sur une vingtaine d'institutions il y en a 1/3 qui coopèrent véritablement, 1/3 qui se posent la question de savoir comment ils peuvent faire et 1/3 qui ne coopèrent pas.

Quand on essaye de traduire financièrement ce qu'ils injectent en termes de moyens humains et personnels, on est sur 2 à 3 points du volume financier injecté.

Les marges de manœuvres sont étroites et il y a encore de l'incompréhension.

Puis Marc Villarubias cite quelques éléments de conditions de réussite :

- **Cette politique de coopération ne fonctionne que si on a des pôles forts dans leur domaine de compétence.**
 - **Un pôle sur les questions de proximité** : il faut avoir des acteurs, des relais avec les gens, des acteurs du champ du social, qui par leur ancrage territorial vont aider à dire ce dont le territoire a besoin, qui vont faciliter le contact avec les gens, vont faire remonter la parole des habitants et vont porter le projet du développement du territoire.
 - **Pôle des artistes et des milieux culturels** : il est important de ne pas le limiter à la question du spectacle vivant, mais aux archives, au réseau de lectures publiques, il faut recenser l'ensemble des ressources des compétences, des savoirs faire À chaque fois, il faut se poser la question suivante : « en quoi cela peut participer au développement social, de solidarité, d'équité des uns et des autres ? »
 - **Un pôle décisionnel politique fort** : à Lyon un pôle est constitué par un premier cercle de travail de trois élus : à la culture, à la politique de la ville, aux événements. Autour de ce premier cercle d'autres élus : nouvelles technologies, insertion économique... qui interviennent en fonction des projets. Des échanges sont parfois difficiles car il y a du débat sur tous les projets, mais tous les projets sont validés par ces trois élus.
 - **Un pôle de décision** où les collectivités et l'état se retrouvent pour le pilotage le réseau d'équipements est co-financé par l'état, la région et la commune...
 - **Un pôle technique administratif**, accompagne, écoute, met de la transversalité, qui fait le passeur et la traduction entre les enjeux des uns et des autres....

Pour que ce système de coopération fonctionne, il faut des projets de territoires énoncés clairement. En effet on ne peut pas faire de l'injonction à la participation sans savoir quel est le projet : il faut des projets sur des grands thèmes.

Ce projet devra prendre en compte la diversité des gens et être clair sur l'apport aux personnes sur leur diversité culturelle.

Quelques éléments importants pour réussir :

- **La question du temps est primordiale.** Il faut avoir l'accord de nos élus pour travailler sur du long terme.
- **Il faut pouvoir organiser des systèmes d'information efficace**, pour l'information et la connaissance des uns et des autres.
- **Les questions de formation des acteurs locaux.**
- **Rendre visible ce qui est produit**, sinon cela génère de la frustration au regard des quantités de petites actions.
- Garder, d'une manière acharnée et avec obsession pour chacun des projets, **la place des gens et la manière dont ils vont participer.** Avec acharnement, car c'est tellement plus facile de s'éloigner de ces questions-là...

- **Réfléchir à la mobilité et au désenclavement pour la personne ou pour les territoires.**
- **Se mettre en système de coopération**, c'est-à-dire pas un acteur au-dessus d'un autre mais que chacun apporte.

Une illustration : problème du temps pour une résidence d'artiste

Il y a sur Lyon un territoire qui s'appelle la Guillotière, qui est le quartier historique d'immigration de Lyon. Les gens arrivaient sur la rive gauche du Rhône, ils s'y arrêtaient, faisaient du commerce, dépensaient leur argent, s'amusaient : ce un lieu inquiétait. C'est un territoire d'immigration historique d'une dizaine de milliers d'habitants. Le projet partagé par tous, les acteurs, les habitants...) est de développer ce territoire sur la question de la mémoire, de la diversité culturelle, de l'histoire... Pour tous les domaines (espace public, aménagement du territoire, services publics) sont pris en compte les diversités. Ainsi la valorisation des différentes cultures sur le projet de territoire est posée. Ce projet culturel à long terme devient : « comment un quartier interculturel échange avec le reste de la ville? » Donc chaque résidence, chaque intervenant dans un projet partagé et même s'il est sur un temps court d'intervention, le sens sera donné. À l'inverse, si les actions sont segmentées, cela génère de la frustration et ne transforme pas un territoire.

Des questions de fond de société qui s'inventent à l'échelle locale.

Il y a des débats gigantesques avec le tissu local concernant les prises en compte des diversités car toutes les questions culturelles sont traversées par des débats de lutte contre les discriminations.

En juin 2007, il y a eu un débat à l'échelle locale sur ces questions-là, avec deux cent cinquante acteurs du social, du culturel, de l'artistique...

Comment les institutions culturelles peuvent-elles être une entrée contre les exclusions pour les publics qui vont faire les objets culturels ? Comment pouvons-nous avoir une démarche lutte contre les discriminations dans la programmation artistique ? Sans compter que dans lutte contre les discriminations, il a la question des communautés et des questions religieuses, ethniques, sociales, territoriales...

Comment est-ce que ou pas on accepte de discuter et de négocier avec la communauté des noirs d'un territoire, avec une communauté musulmane, d'un territoire social, syndical, politique....

La question de fond est celle de la fraternité : jusqu'où va-t-on dans le rapport à l'autre ?

Entre toi et moi quel genre de chose se passe ? Alors que l'espace urbain est fragmenté, puisque des politiques publiques ont mis dos-à-dos des territoires (logement du public social), et que la politique publique a mis au banc un certain nombre de territoire et donc de personnes, il est difficile d'être dans des discours de Fraternité.

On a aujourd'hui des acteurs locaux qui veulent que l'on travaille sur la mémoire du peuplement des grands ensembles, parce que c'est complètement occulté.

D'autres se posent la question de la guerre d'Algérie : comment cela s'est traduit dans nos territoires et quel est encore l'impact dans nos quartiers...

Il y a beaucoup de questions taboues dont on ne peut pas faire l'économie pour savoir comment on échange et l'on interagit les uns et les autres.

Un exemple, l'opéra (que Marc Villarubias citait comme un des éléments un peu novateurs sur sa façon de se poser des questions sur le territoire, sur les cultures urbaines...) a été interpellé par le Collectif Lyon Noir au motif que *la semaine noire* avait traité d'une façon

anecdotique et parcellaire les communautés d'Afrique : il n'y avait pas de représentant des noirs de Lyon, 99% du public était blanc ...

Sur ces questions-là, les curseurs peuvent être différents d'une agglomération à l'autre, le débat doit se faire à l'échelle locale et les gens ont la volonté de contribuer à ce débat.

Marc Villarubias nous invite à nous rendre sur le site : poleville.lyon.fr, où l'on retrouve l'ensemble des comptes-rendus de travail, des évaluations, ... chacun a en continu de l'information, car pour la démocratie locale les questions de transparence, des moyens affectés, de production, et d'évaluation sont primordiaux.

DÉBAT AVEC LA SALLE

Elie Briceno :

Je voulais revenir sur l'exemple de Lyon. Je retrouve beaucoup des fondamentaux de notre expérience de Rodez ; **comme l'attitude pour chacun rester dans son rôle.**

Je vais être provocateur : il ne faut pas oublier d'être égoïste dans le travail qu'on fait. Pour ma part je ne suis là comme créateur, dans mon métier d'auteur et de metteur en scène : mon objectif au départ n'est pas de créer du lien.

Évidemment, je vais en produire avec les professionnels du social avec qui nous travaillerons en collaboration.

La notion du temps est le deuxième point que nous avons aussi relevé comme primordial car ce temps accordé évitait l'intrusion.

Être auteur, metteur en scène, ne donne pas des droits vis-à-vis d'un individu. J'aime bien cette notion : on est des invités de compétence à un moment donné, c'est-à-dire qu'on accepte d'être invité et il faut attendre que la porte s'ouvre.

Lorsque l'on a travaillé avec les gens du voyage, nous sommes restés des journées dans le camping-car, à attendre, posés sur l'aire et cela fait partie du travail. Mais ce temps pris est très difficile à défendre auprès d'une institution parce qu'il est impalpable et indéfinissable, mais il est fondamental dans la réussite du projet. Dans notre cas c'était la seule solution pour que cela fonctionne, il fallait que l'on vienne taper à la porte du camping car.

Ces temps d'attente sont fondamentaux pour éviter l'intrusion.

Nelly Lopez : confédération des MJC de France, coordination culture des MJC

Plusieurs points en réaction aux intervenants :

- Sur les questions de statistiques sur la vie associative il existe des outils. Il y a une coordination nationale qui regroupe le sport, le sanitaire et social, la culture, culture populaire. Un économiste du CNRS travaille avec elle sur la qualification de la vie associative, c'est important d'avoir des échelles de comparaison et sur la durée sur ces questions.

- Les DRAC ont supprimé des crédits actions territoriales, politiques de la ville, mission des publics, éducation populaire. C'est une très mauvaise nouvelle pour nous tous car cela va à l'inverse de ce que nous faisons tous ici.

- Je pense comme vous qu'il y a plusieurs territoires, le territoire géographique, mais aussi les territoires symboliques qui renvoient à des communautés diverses : on peut jouer du saxophone, être dans une chorale, être parent élève, faire partie du CA d'une MJC, être habitants, C'est pourquoi je préfère utiliser l'idée de population plutôt que d'habitants, « habitants » revoit déjà à une idée de catégorisation qui privilégie l'appartenance au territoire. Il y a des jeunes dans des quartiers, qui nous disent « on en a marre d'être vu comme jeunes et comme jeunes de tel quartier ». L'idée de gens, de population donne plus de

liberté. Pour l'anecdote, on s'est beaucoup insurgé contre le ministère de la culture, parce que dans certaine publication, ils ont parlé de public « empêché ». Alors on leur a demandé ce qu'était un public « empêché ». Et pour le ministère de la culture, ce sont les gens des prisons, les handicapés, et puis les gens des quartiers...

Évidemment nous n'aimons pas ces notions qui enferment les gens au lieu au contraire d'ouvrir des imaginaires, car le décroisement est un enjeu majeur.

Je voudrais finir sur un point : la notion de l'offre. Les institutions de la culture avaient une offre intangible, c'est ce que vous disiez sur l'opéra. Cette offre, on voit aujourd'hui, ne fonctionne plus parce qu'on laisse à l'écart de plus en plus de gens. Et l'on a beau remettre de l'argent sur la culture, ça ne marche pas. Les politiques publiques passent d'un aménagement territorial, qui a été nécessaire à un moment donné, à une logique de coopération.

Les propositions des fédérations culturelles et éducation populaire sont de passer à des logiques d'offres d'activités, à des logiques de projets. C'est beaucoup plus complexe et cela demande de se mettre à l'écoute de ce qui n'est pas institué, de se mettre à l'écoute de la créativité sociale, mais aussi de la créativité administrative, de la créativité citoyenne des gens. C'est très difficile, mais c'est le seul chemin pour que la population soit impliqué dans tous les processus de la culture : de formation, de diffusion.... C'est difficile et c'est pour cela qu'on ne peut le faire qu'ensemble. Il faut du temps, il ne faut pas à chaque fois changer de cap, il faut tenir ses objectifs comme vous l'avez très bien dit sur la durée, et s'y mettre à nous tous, je crois que vraiment ça en vaut la peine.

Olivier Bianchi :

Je suis d'accord avec vous pour dire que chaque territoire et c'est triste à dire, mais c'est universel, doit être approché dans sa spécificité par contre ce qui rapproche ces expériences, c'est le discours de la méthode. Aujourd'hui il y a des méthodologies : le partage du diagnostique, la mise en place de l'ensemble des acteurs de tous les secteurs, partout où ils sont, la transparence et l'autoévaluation permanentes.

Jean-Louis Sanchez :

La problématique des valeurs partagées est quand même extrêmement importante. Il y a une nécessité d'une réflexion partagée, sinon le partenariat ne perdure pas. Il faut aborder des questions avant la méthodes : jusqu'où l'on veut porter la question de l'interdépendance, quelle place à la diversité, sans pour autant briser le pacte commun ?

Ces questions dépassent les clivages politiques, et l'on arrive sur un territoire déterminé à construire des choses avec des gens différents, parce que l'on arrive à trouver ensemble des motivations, des envies communes, ... Mais si on fait l'abstraction de ce débat-là, ça ne tient pas parce que très vite il y a les tensions. C'est le plus difficile, parce que quelle est la légitimité pour des acteurs professionnels souvent de porter cette question, de l'éthique en débat. Pour que cela dure, il faut qu'il y ait quelque chose de l'ordre du projet

Jean-Louis Bernard : donc il faut l'éthique et la méthode

Jean-Louis Sanchez : Voilà les deux !

III/ L'EXPERIMENTATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET SOCIAL

PRESENTATION DE LA DEMARCHE INITIEE A RODEZ

Pour les acteurs du projet Origines : "ce n'est plus le théâtre qui est au cœur de la Cité, mais bien la Cité qui devient matière première de la création théâtrale."

La Ville et la MJC de Rodez ont accueilli en « résidence » la compagnie avignonnaise ARTIZANS dirigée par Elie Briceno. Autour d'une création et de la démarche culturelle développée par la compagnie sont nées des partenariats multiples et la mise en place d'actions de sensibilisation en direction de nombreux publics.

La mobilisation des acteurs locaux des champs du social et de la culture, et la forte implication des publics ciblés ont permis d'engager un travail sur un long terme. La première période a été consacrée à la mise en œuvre d'actions culturelles, notamment en sillonnant avec un camping-car les territoires du grand Rodez, du Naucellois, de Villefranche de Rouergue et de Decazeville. La deuxième période a été consacrée à la création et à la diffusion du spectacle « Origines ».

La matinée a été consacrée à l'évocation de cette aventure ; chaque intervenant apportera sa touche personnelle. À la façon des expressionnistes, ils nous brosseront un riche tableau. Le public participera d'ailleurs à ce travail de façon très vivante...

Isabelle B lit trois textes : ce sont des récits de vie qui concernent les gens du voyage, les maisons de retraites (voir recueil de récits de vie « Terres Raturées »). Puis un autre texte autour de femmes exilées à Avignon. La volonté d'Elie Briceno est de montrer la transformation de son écriture grâce à l'héritage de Rodez. La lecture s'articule ainsi : d'une part la lecture de la parole récoltée, la parole des individus tel qu'il a été donné, puis le texte réécrit, le travail que l'auteur a fourni à partir de la parole. On saisit que cette parole a été *nourriture d'écritures*, qu'elle a été *nourriture de dramaturgie*. Le travail a ainsi été ouvert par la question de comment passer de la parole à l'écrit, au verbe incarné, et au jeu d'acteur pour le public.

Bruno Houllès, directeur de la MJC de Rodez :

Comme programmateur de MJC, c'est le propos de la Cie Artizans qui m'a intéressé. Nous l'avons vue à Avignon en 2004, nous avons diffusé le spectacle « Camille Claudel, être matière ». Suite à cela, il y a eu la mise en place d'un projet sur l'identité que l'on a souhaité élargir et faire partager à l'ensemble des partenaires de notre territoire. En étant très vigilant sur le fait que nous n'étions pas des éducateurs sociaux, mais l'intérêt était de travailler sur des territoires en préservant le propos artistique du projet. Puis nous avons fait un travail de recherche de financements avec la compagnie ; il a fallu rencontrer des gens, ouvrir des portes, et dans chacune des institutions il y avait derrière ces portes des personnes qui ont été séduites, grâce à la force de conviction de l'équipe artistique.

Jean-Auguste Nougaret, Responsable culture Mairie de Rodez :

J'ai été l'interface entre la MJC et les institutions. Entre le temps de la première rencontre avec l'équipe artistique et l'échafaudage du projet, il y a eu à peu près un an.

Un an de rencontres avec les institutions, le temps que les partenaires décident de s'engager et que les collectivités accompagnent ce projet par des financements. Pour l'anecdote, lorsque Bruno nous a présenté la Cie, je lui ai demandé : est-ce que tu crois que c'est judicieux de choisir une compagnie d'Avignon, les financements DRAC et région vont nous passer sous le nez ? Bruno a défendu le projet, et il avait raison. Quand un programmateur artistique porte un projet avec son intime conviction jusqu'au bout c'est une des conditions de réussite. Quand il y a un programmateur, le choix artistique lui appartient.

Jean-Louis Bernard :

Nous allons faire un tour de table de ce qui vous a paru facile ou difficile. Dans ce type d'aventure qui bouscule les normes professionnelles et institutionnelles, il y a des obstacles difficiles à franchir ; l'intérêt de ce forum est de les pointer afin de travailler dessus. Notre objectif est bien de comprendre comment cela pourrait se traduire, et se poursuivre institutionnellement. C'est ce caractère opérationnel qui va guider nos discussions ce matin et permettre d'énumérer les points chauds, les choses plus faciles...

Véronique Moretti, Directrice du centre culturel et social du Naucellois :

Ce qui nous a paru facile : dans notre contrat de projet de structure de centre social, on avait inscrit un axe « appréhender la culture comme facteur de lien social ». Donc pour nous, rebondir sur cette résidence à la MJC, a été important pour tisser des passerelles sur le territoire rural puisque c'était dans nos objectifs.

Facile aussi parce qu'avec la compagnie, nous avions le même avis sur le choix des publics. Nous n'avions pas envie que cela soit réservé qu'à certaines personnes, tous nous voulions aller vers d'autres publics. Nous partagions une notion importante, celle de vouloir fédérer différentes personnes autour du projet de récits de vie. Il a été important aussi, qu'il n'y ait pas de collectage mais que cela nourrisse aussi la démarche artistique de la compagnie. Nous allions pouvoir rebondir là-dessus pour inviter des gens à venir voir vos créations. Facile aussi parce que dès le départ, on s'est laissé une grande liberté, cela nous a apporté beaucoup d'oxygène ; on avait plus de liberté car on n'avait pas tout « ficelé » dès le départ, on savait que nous aurions des choses à créer et à imaginer, et nous étions portés par des convictions partagées. On ne savait pas où l'on allait, mais on avait vraiment envie d'y aller !

Mais difficile aussi, à cause de cette grande liberté. Nous allions rencontrer des gens dans les petits bars des communes sur les territoires et les financeurs eux, nous demandaient quel était le public visé, quelle était la tranche d'âge. À tout cela, nous n'étions pas en mesure de donner des réponses au départ, et surtout nous ne voulions pas nous bloquer par rapport à ça.

Difficile, parce qu'en tant que centre social nous avions l'objectif de rencontrer sur notre territoire des personnes que nous n'avions pas l'habitude de recevoir dans notre structure. Donc nous nous sommes appuyés sur des médiateurs qui nous mettraient en lien avec des personnes qui souffraient d'isolement et là nous avons pris conscience de la difficulté à faire passer nos objectifs. **Avec certains, cela a très bien marché, avec d'autres nous avons eu beaucoup de réticence, voir des blocages :** « vous allez faire intrusion dans la vie des gens », « quel va être votre rôle ? », « comment va se situer la compagnie ? », « est-ce que vous n'allez pas être des voyeurs dans la vie des gens ? ». **Maintenant avec le recul, on voit qu'ils ont compris des choses mais cela a été dur à faire passer.**

Élie Briceno, Auteur, metteur en scène, fondateur de la compagnie Artizans :

Moi, je vais faire court sur le facile, car il n'y a pas eu grand chose de facile cela a été un combat, il faut être clair là-dessus !

Facile : 2 choses :

- On était deux, je n'étais pas seul à porter la résidence ; il y avait Elie et Isabelle et c'était la seule solution pour que ce soit possible !
- La rencontre humaine avec des gens ; d'un coup on s'est dit que l'on avait des choses à se dire, on ne savait pas comment. On n'avait pas le chemin pour construire l'alphabet commun, mais on avait envie de parler une langue commune. Cela a été vite évident dès le début.

À partir du moment où ces 2 socles ont été posés, on en a eu fini avec le facile...

Ce qui a été compliqué :

- La culture, c'est impalpable, et quand on demande de financer de l'impalpable, cela devient très compliqué...
- Il fallait du temps du temps où, à priori, il ne se passait rien. Et il ne se passait pas rien, mais si ce temps était « zappé », il est clair que l'action était ratée. C'est très difficile à défendre, car ce n'est pas palpable, pas définissable, pas quantifiable.

Cette histoire du temps est vraie pour toutes les actions, elle a été encore plus palpable dans le travail que l'on a fait avec les gens du voyage. Il y a eu d'abord sous l'égide du centre social une première rencontre organisée avec les gens pour nous « connecter » et ensuite nous avons utilisé le camping-car. Ce camping-car nous a facilité les choses, car nous étions ainsi repérés, mais il a fallu le temps que les gens fassent la démarche, une fois que nous étions identifiés, de venir taper à la porte et de nous rencontrer.

Un des fondamentaux d'une résidence, c'est cette forme de création, car il s'agit bien de création. Je n'ai pas pour objectif de produire du lien social. Je ne suis pas un acteur social, je ne suis pas éducateur, je suis auteur, metteur en scène et créateur. Si je produis du lien social, c'est à travers mon travail. Et après, ce qui m'intéresse, c'est de trouver des collaborations pour que, si ce lien social est produit, il puisse être traduit, transmis et récupéré par ces professionnels qui font un autre métier que le mien et dans lequel on inscrit un alphabet commun. **Ce qui est complexe, c'est qu'il était hors de question de faire intrusion, c'est une notion très importante. Vous arrivez sur une aire des gens du voyage, ou dans une maison de retraite, ou tout simplement quand vous arrivez à rencontrer des gens exilés comme c'est le cas en ce moment, cela vous donne quel droit d'être auteur et metteur en scène ? ça vous facilite quoi ? Qu'est-ce que cela veut dire, dans cette urgence-là ? Absolument rien. Il faut qu'à un moment vous soyez invité, et non pas que vous soyez imposé.**

Et ce temps de construction et de proposition, à être invité, est fondamental et il est nécessairement long, car on ne fait pas confiance facilement. Personne d'entre nous n'ouvrirait la porte à quelqu'un Lors de ce travail-là, je n'ai jamais posé de question, cela se passait sur le mode de la conversation, nous avons été présentés, et les gens parlaient de ce qu'ils souhaitaient, je n'ai jamais dirigé le débat : cela faisait partie de l'invitation.

Ce qui a été difficile à défendre, c'était de ramener toujours la création au cœur du projet. C'est-à-dire que l'on fait ce travail de proximité, mais il est lié à un travail de création qui est un spectacle professionnel, avec une compagnie professionnelle : donc, sachez que vous n'investissez pas que sur l'action de proximité mais vous êtes aussi partenaires d'une création : cela été un long débat à mener. **Ensuite il y a eu toutes les difficultés inhérentes à un esprit français, où la conjugaison culture et lien social est loin d'être une évidence et où quand on est un artiste professionnel et qu'on le revendique et qu'on fait du lien social, c'est parce que l'on est un mauvais artiste quand on fait du social qu'on vient chercher une compagnie professionnelle c'est qu'on est élitiste ! Il a fallu aussi se battre contre ça.**

Cécile Cure, Directrice de l'Antenne de Rodez - Mission Locale des Jeunes :

Facile :

- Il y avait déjà un terreau existant sur culture et lien social, car déjà des ateliers avaient été mis en place. Le propos de la compagnie, les actions de proximité et les constats que pouvait faire la Mission Locale ont été convergents : nous avons un certain nombre de jeunes en parcours d'insertion. Pour eux, on mesurait qu'ils avaient un déficit d'estime d'eux-mêmes, un manque de confiance, du mal à engager des démarches vers l'extérieur.... Avec la Cie Artizans, nous nous sommes demandé s'il y avait des choses à faire ensemble et comment. Il y a eu l'évidence, comme le dit Elie, on pouvait utiliser le culturel (jeu d'écriture et jeu de rôle) pour pouvoir travailler à cet objectif. Pour nous Mission Locale, c'était de dynamiser le parcours d'insertion pour ces jeunes, de les amener à être valorisés et gagner en estime d'eux-mêmes.

- Pour toutes les instances de la Mission Locale, le propos n'a pas été difficile à amener parce les professionnelles de la mission locale, conseillères et chargées d'accueil, ont trouvé que cela faisait sens. Les publics s'en sont saisi, dans le cadre d'une action menée en amont, et les financeurs ont partagé cet avis. Alors dit comme cela, c'est assez facile.

Difficile pour les deux actions, l'une sur Rodez et l'autre sur Rodez et le Villefranchois, parce que la recherche de financements qui nous paraissait primordiale, est en ce domaine le lien entre la culture et le social n'est pas naturel. Notre mission, Mission Locale, c'est l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Et à chaque fois il faut réinterroger le sens car sinon on peut en perdre les objectifs et la lisibilité. La difficulté est là : pouvoir sans arrêt se dire que ce n'est pas parce que l'on a amené une action sur cette conjugaison-là que c'est gagné. Des ateliers arts plastiques et théâtre nous montrent aussi l'intérêt de la plus value au niveau des publics ; mais il faut chaque fois se remettre en question.

Florence Pègue, Directrice-adjointe EHPAD Bon accueil :

Ce qui à priori aurait pu paraître difficile, c'est la rencontre de deux domaines différents : culture et social. Ce qui a fonctionné, c'est la rencontre, nous avons trouvé un langage commun. Pour cela : il fallait prendre le temps de se connaître, avoir une volonté forte, d'aller l'un vers l'autre et prendre le temps de construire ce langage commun.

Annie Gorce, Vice-Présidente de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez; Vice-Présidente du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance :

Facile : être convaincue par le projet et le regard d'Élie et Isabelle sur la culture. Cette rencontre s'est faite à un moment particulier. Sur l'agglomération du Grand Rodez, nous avons commencé à aménager de nouvelles aires pour les gens du voyage, des aires confortables où la prise en compte de la considération des gens du voyage était clairement marquée, et en même temps, était créé un centre social des gens du voyage. Dans les études pour la création du centre social, il a été mis en évidence qu'il y avait beaucoup de jeunes, d'enfants. La question première était de pousser les enfants à aller à l'école. Car vous le savez, cette question est compliquée. D'ailleurs j'ai vu hier un petit garçon qui m'a dit « j'ai redoublé mon CE1 car moi je voyage ! » Et derrière ce « moi, je voyage », il y avait beaucoup de choses, et pour lui il était plus important de voyager que de redoubler son CE1. Cela met en évidence que l'on n'est pas sur les mêmes repères !

En tant qu'élue j'étais convaincue, Corinne Fouilleul était convaincue... par ce qu'on pouvait instiller dans cette logique.

Ensuite, il a fallu convaincre les politiques, nos collègues, de financer ce projet, et de leur faire comprendre comment le travail d'Élie aurait du sens sur le lien social, la responsabilisation et l'installation dans ces aires. Élie disait que la difficulté était que la culture était impalpable, oui mais la culture c'est touchant. Et quand les gens ont commencé à comprendre comment cela se déroulait, cela a fait tache d'huile. Il a été facile d'y adhérer, mais difficile de convaincre et aujourd'hui ce qui est difficile pour nous politiques, c'est de pérenniser ce travail. Il a fallu du temps pour s'approprier, et il n'est pas question que tout s'arrête car on ne constitue pas facilement du lien. Je crois que ce serait aussi très méprisant vis-à-vis des gens qui se sont ouverts, qui ont bien voulu travailler plutôt que de tout arrêter, en leur disant vous avez été bien gentils, vous avez travaillé, mais aujourd'hui tout s'arrête. Il y a dans la pérennisation de cette action, la volonté à la fois de maintenir les liens, et en même temps de témoigner du respect pour ces gens, qui étaient un peu surpris de l'attention qu'on leur portait. J'ai assisté au musée Fenaille à une lecture avec ces femmes qui étaient surprises, de se retrouver dans ce lieu (car elles n'avaient pas l'habitude) mais très contentes de ce dimanche après-midi. Donc une aventure humaine... on vient en contre point ... qui est-ce qui tous les soirs raconte son histoire sur la petite lucarne que nous avons tous chez nous, et qui est-ce qui raconte son histoire dans le travail qui est fait là ? Moi ça me fait du bien de voir que ce sont ces histoires humaines que l'on raconte dans cette aventure-là.

Valérie Siraud, Directrice générale adjointe des Services - Mairie de Rodez :

Facile et évident :

- Le lieu de la MJC car il est « neutre » par rapport aux institutionnels.
- L'intégration dans le groupe, alors que je ne suis dans le groupe que récemment. D'une part on a affaire à des artistes convaincants, Elie sait faire partager ses convictions, l'intérêt de la création, et d'autre part, ce type de travail est enrichissant au niveau personnel.
- Facile de se retrouver entre acteurs de structures sociales et culturelles, et en ce qui me concerne j'ai trouvé très vite ma place.

En revanche, à notre niveau d'administratif et à la direction générale des services, je rejoins ce qu'a dit Annie Gorce, cela a été difficile de convaincre nos élus de la nécessité de se positionner ou pas sur ce type d'action, d'y mettre les moyens, de laisser les cadres et les personnels prendre le temps pour ce type d'actions. Alors même que nous pouvions estimer obtenir les résultats que dans un an, deux ans... Cela c'est très difficile, nous en parlions avec Anne Blanc : quand il y a un trou dans la chaussée, c'est une évidence pour tous que le trou, il faut le reboucher. Quand il s'agit d'une action sociale, c'est déjà plus compliqué, mais quand on parle de la culture, je dois dire c'est extrêmement difficile, d'autant que cela renvoie tout le monde à l'acte de création sur lequel on porte tous une appréciation subjective. Là, on est sur une démarche différente, on est à la fois sur un acte de création, et sur une action de terrain avec des partenaires qui ne sont pas naturels. Cela a été difficile.

Un autre point de vue, celui-là de professionnel : il n'est pas facile de faire travailler ensemble, pour la ville de Rodez, les acteurs de la culture et les acteurs du social, ce n'est pas toujours un mouvement naturel. On l'abordera pour les questions de pérennisation : le positionnement que j'ai pu avoir, plus généraliste et plus global, est aussi un élément nécessaire pour ensuite laisser chacun à sa place apporter sa contribution.

La difficulté majeure a été d'obtenir de la part de chacun un acte de courage que je souhaiterais saluer. C'est courageux pour un artiste de se positionner vis-à-vis d'un public et de se positionner sur un échange qui n'est pas toujours naturel. C'est courageux pour un salarié d'une structure quelle qu'elle soit à un moment donné, de mettre plus que sa compétence technique, spécifique, mais de mettre de la conviction et d'engager un travail presque pédagogique avec ses collègues et les décideurs. C'est courageux de la part des élus et des décideurs à un moment donné de dire : oui,

j'accepte le risque de la création, j'accepte le risque de mettre du temps, de l'argent sur une action dont je ne peux pas aujourd'hui mesurer immédiatement les effets.

Jean-Louis Bernard :

À propos du courage, nous nous étions promis de ne pas employer le mot de militant ... Il y a un vrai engagement, mais est-ce que c'est très professionnel de s'engager comme cela ?

Isabelle B, comédienne, fondateur de la compagnie Artizans :

Je voulais donner le point de vue de la compagnie. Nous étions conscients des difficultés, car nous n'étions pas des gens connus médiatiquement, le théâtre, on ne le voit pas à la TV !

Notre **compagnie était toute jeune, nous ne nous étions pas attendus à ce que la préparation du projet dure un an, sans salaire**, on ne savait pas ce qu'on allait devenir, et comment organiser la compagnie. Il y a eu des étapes diverses, avec des changements de directions, des arrêts, puis cela repartait, puis un élu « coinçait »... Pour une jeune compagnie, construire ainsi un projet pouvait être très dangereux s'il n'aboutissait pas, heureusement, nous avons un spectacle à tourner...

Mais ce qui a été facile, c'est que les gens nous ont fait confiance malgré le peu d'actions que nous avons menées auparavant.

Anne Blanc, Maire de Naucelle, Présidente de l'Association du Pays ruthénois :

Quand vous parliez, je pensais à un accouchement car on oublie très vite les difficultés...

L'impression que nous retenons c'est le naturel avec lequel les choses sont arrivées. Il a fallu d'abord que nous soyons convaincus, et cela a été possible, grâce à la force de conviction d'Élie et Isabelle. Puis comme élu, il nous faut trouver les financements, et convaincre nos collègues du conseil municipal.

Ce qui est particulièrement intéressant dans ce projet c'est l'expérience pour nos territoires ruraux d'avoir une expérience culturelle qui n'est pas forcément pas facile à appréhender. Pour une agglomération comme Rodez le budget culturel a une part importante mais pour nous, les ruraux, les moyens financiers que nous dégageons pour le centre social et culturel sont également conséquents. D'ailleurs, si l'on faisait une proportion, cela serait éloquent. Mais, pour ce projet nous ne savions pas exactement où nous allions ; des artistes vont aller à la rencontre des gens pour les faire sortir de leur isolement... Déjà qu'un spectacle est difficile à programmer ! Mais, le théâtre qui va directement chez des gens alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans une salle de cinéma, c'était encore plus extraordinaire !

Avec la force de conviction qui nous a été transmise par la compagnie, nous avons nous, élus, réussi à convaincre nos collègues, que l'expérience serait d'une richesse inouïe, grâce aux restitutions de récits de vie sur notre territoire qui ne sont pas des lieux anodins. Maintenant il faut arriver à trouver les bonnes solutions pour pérenniser cette expérience et l'élargir à un public beaucoup plus large.

Jean-Louis Guichard, Communauté d'agglomération, en charge de la culture :

C'est difficile et facile de travailler au décloisement. Je voudrais vous faire partager un ensemble de convictions.

Élie et d'autres parlaient de langage commun, je ne partage pas ce raccourci sémantique. Il s'est construit entre nous un espace de langage, dans lequel le langage des uns et des autres a pu s'entendre et se comprendre, mais dans le respect du langage des uns et des autres. Ce qui a permis à chacun d'introduire ses propres objectifs sans que les objectifs des uns soient instrumentalisés pas ceux des autres, ni que l'action ou le langage des uns ne se sentent menacés par l'autre.

Hier il y a eu des exposés sur la transversalité, nous avons fait de la transversalité sans nous poser véritablement cette question. Je suis en charge de la culture à la communauté d'agglomération, donc en charge de mettre en œuvre une compétence que nous n'avons pas, c'est intéressant. C'est aussi un espace de compétence, de réflexion, de travail, de conception, mais aussi de création de ce que peut être un mode d'intervention culturelle dans une agglomération.

Un des enjeux, de cette expérimentation-là, était de démontrer qu'une agglomération pouvait se doter d'un projet culturel différencié.

Ce projet ne venait pas en superposition des politiques communales, ni en contradiction ou en concurrence de ce qui se faisait déjà de particulièrement riche sur le terrain, et ne se limitait pas aux frontières administratives de l'agglomération.

L'autre articulation intéressante de cette expérience c'est l'articulation entre les territoires. On a pu observer que c'était à la frontière de ces territoires qu'on pouvait commencer à discuter, c'était là que des choses pouvaient commencer à passer, et ces territoires administratifs pouvaient se valoriser et s'enrichir les uns les autres.

Cette expérience pour nous est essentielle car elle va dans le sens de ce qui peut être une politique culturelle d'agglomération, qui relève du décroisement ou plus exactement de la mise en lien entre les différentes dimensions du développement du territoire. Comme l'a évoqué **Olivier Bianchi**, nous sommes ici dans une expérience intéressante et novatrice qui pose la culture comme un des moteurs du développement territorial. **C'est à ce titre que les agglomérations deviennent des territoires pertinents, ayant pour vocation de créer des effets de leviers sur les politiques locales culturelles et sociales par le soutien à des dispositifs de cette nature.**

Pas de soucis question culture ni de définition culturelle des choses : ce dispositif est lui un dispositif de création, c'est une création.

Pas de soucis du côté de l'articulation interne aux services, il y a des individus qui ont envie de faire ça. Mais difficulté parce qu'il y a des normes, des codes, des processus qui font que les choses sont relativement cloisonnées et qu'il n'est pas facile de démontrer que quand la culture et la politique de la ville s'investissent sur un même dispositif, on ne finance pas deux fois la même chose...

Difficulté aussi pour rendre visible les vertus *technico-politiques* d'un tel dispositif à l'échelle d'un territoire, c'est l'enjeu de l'évaluation.

Voilà, le plus facile est fait, le plus difficile dans cette expérimentation est fait parce que c'est réussi de la part de l'ensemble des acteurs, maintenant le plus facile reste à faire puisqu'il suffit de continuer, mais le plus difficile reste à faire puisqu'il faut pérenniser.

René Quatrefages, Vice-Président du Conseil général de l'Aveyron, en charge de la Culture, Président de la Mission Départementale de la Culture :

Ça m'a paru assez facile d'y croire, d'être convaincu et sans entrer dans le processus militant, et après c'est assez facile de convaincre les autres quand vous proposez quelque chose qui a de la consistance, puisqu'il s'agit d'être humains.

Maintenant je vois la difficulté, pourquoi ? Parce que nous allons changer d'échelle, de braquet comme disent les cyclistes ! D'une expérimentation ponctuelle sur le territoire, sur le monde rural, sur le routhénois, nous allons passer à une plus grande échelle : nous avons déjà trois territoires qui frappent à la porte. Et cela a été dit, ce projet cible tous les publics, il s'adresse à tout le monde. À l'ouest, sur mon territoire, le parc naturel des Grands Causses, on s'attaque à un segment qui va être difficile, le bout de la chaîne du bout de la chaîne des laissés pour compte ; ceux qui sont au RMI depuis tellement longtemps que la situation est presque devenue fossile. On va partir du bout et l'on va essayer de faire quelque chose. Et là la difficulté relative a été de mobiliser les crédits.

La difficulté à venir cela va être de mobiliser des crédits plus généraux.

Élie Briceno :

Je voudrais juste rebondir pour préciser deux choses.

- Je voudrais préciser qu'au sujet de l'ERAIL dont parlait M. Quatrefages, il y a une structure LGT Noël Château qui est dans le pays Ruthénois, c'est une structure un peu à part sans la stigmatiser, elle a cette force de contracter dans seul lieu la vie de la naissance à la mort ; c'est un endroit théâtral par définition.
- Dans le travail de conjugaison quand je parle d'alphabet commun, je ne veux pas dire pour autant que les identités se confondent, se mélangent et se perdent. Je suis le premier à revendiquer le fait que nous devons jouer un rôle très déterminé, très défini, et chacun rester à sa place. Néanmoins nous pouvons trouver dans cette conjugaison des espaces où nos mots peuvent se réinterroger sur le sens et trouver des portes d'entrée.

Une idée et une interrogation : dans le travail que peuvent mener ensemble une compagnie et une institution au sens large, la compagnie a peut-être à la fois la capacité d'affirmer les identités de chacun, et celle de décroquer, alors que l'institution ne l'a peut-être pas. Ce n'est pas de la prétention, c'est une évolution des pensées, c'est là que notre conjugaison est très intéressante. Bien évidemment il n'est pas question de désincarner les gens, ni les institutions, c'est une somme d'identités revendiquée et la compagnie peut amener ces identités à se rencontrer et à décroquer.

Vous donniez l'exemple du canton de Nant : ce qui va être important dans ce projet que nous construisons aujourd'hui, c'est que les identités de chacun (Naucellois, le FGT, Rilleperou) soient revendiquées et assumées d'une façon positive. Ce n'est pas une tare d'habiter là ou d'être ce que l'on est là : c'est une existence tout simplement, et cette existence a un droit. Que les lectures puissent se faire dans le Naucellois permettent que ces gens rencontrent des personnes qui ont vécu la même expérience, écoutent des textes qui ne sont pas les leurs mais qui soient en communication. Et il me semble que le point fort de la conjugaison est là.

Bruno Houllès :

Je suis très heureux d'avoir joué le rôle de passeur, de facilitateur. Effectivement il y a eu des difficultés, notamment sur l'engagement financier de certaines institutions : l'État, la DRAC (direction régionale des affaires culturelles), qui a du mal à reconnaître le vocable social dans son champ. Sur des propositions de résidences d'artistes il y avait trois cases, et notre projet ne rentre dans aucune, donc il a fallu faire sans leur subvention pour la deuxième résidence. Pour la première et grâce à la force de persuasion de l'équipe artistique, on a réussi à générer quelques subsides de l'État qui nous ont permis de travailler sur la création. Sur la 2^e résidence, cela n'a pas pu avoir lieu, même si sur la communication apparaissent de temps en temps les logos de l'État... C'est donc une grosse difficulté de communication avec ces services-là.

Ensuite ce qui a été facile, ce sont les rencontres avec les différentes personnes qui sont ici, j'ai envie de dire que c'est le point de départ : de cette force de conviction de l'équipe artistique, et à la fois de la force d'écoute des gens qui sont en face.

De notre point de vue MJC, ce qui était important c'était de redonner du sens à la structure à laquelle nous appartenons, fondée sur des valeurs d'éducation populaire. Ce projet faisait donc sens pour la structure, pour le territoire, et en tout cas pour la population qui habite sur ce territoire. Cette quête de sens correspondait aussi à mon arrivée sur ce territoire, et quelque mois après, à ma rencontre avec la Compagnie Artizans

Les difficultés consistent à pouvoir pérenniser ce type d'actions, tout le monde l'a dit, mais avec une autre équipe artistique dont quelques membres sont présents ici, il y a déjà eu une rencontre avec des partenaires potentiels, et il y en aura d'autres j'espère ! Donc on a

rencontré un nouveau propos artistique qui me semble être fort et correspond à une problématique territoriale.

Jean-Auguste Nougaret :

Pour continuer sur la quête de sens dont parlait Bruno, les deux résidences successives d'Élie **ont donné lieu à la mise en place d'un groupe de réflexion « culture-social »**, à la demande de tous les intervenants impliqués dans le projet qui étaient en quête de poser les choses qui avaient été faites, de réfléchir à leur pérennité et aux conditions de leur pérennité. Nous avons donc monté un groupe de travail regroupant des responsables de structures culturelles et sociales, notamment celles qui participaient au projet, et deux artistes **Élie Briceno et Gérard Marty**. Nous avons passé les premières réunions à nous écouter et à présenter nos structures et le travail qu'on y faisait. Ce travail de découverte (il y a des choses que j'ai découvertes comme d'autres : le travail d'une maison de retraite, le travail d'une mission départementale des jeunes) nous a servi à construire un alphabet commun, et à mieux se connaître. À partir de ces premières réunions, des notions sont apparues :

- La place de l'artiste
- La temporalité, qu'est-ce que c'est que ce temps long en apparence où il ne se produit rien,
- Le rôle de chacun, comment se positionne-t-on les uns par rapport aux autres?
- Le souci de tous les participants de pérenniser ce travail-là.

Pérenniser, c'est un peu comme la construction de l'Europe, il y a à la fois des conditions de l'approfondissement et de l'élargissement...

L'élargissement : après le théâtre, que fait-on ? Dans le domaine des arts plastiques, de la poésie et d'autres structures sociales sont également intéressées à cette réflexion : l'hôpital, la prison, des structures que l'on n'a pas encore contactées et avec qui, dans l'avenir, on aura peut-être un travail à faire.

L'approfondissement : pour les structures avec lesquelles on a déjà travaillé, comment remet-on cette expérience sur le tapis ? Je suis de l'avis de Cécile pour dire que cela sera chaque fois une nouvelle aventure, parce que cela ne peut pas se répéter, que chaque fois on réapprend, même si on a un alphabet commun, même si on a des choses qui se sont mises en place... Chaque fois cela sera une nouvelle aventure parce que ce seront de nouveaux artistes, de nouveaux partenaires, et c'est une nouvelle prise de risque. Mais comment faire pour que cette prise de **risque soit plus facile et que cela ne soit pas à chaque fois un départ à zéro ? Tout d'abord les politiques auront été convaincus et parce que l'on aura intégré un volet culture/social dans les contrats d'objectifs des structures**. Mais comment faire pour que dans les structures culturelles, la politique sociale soit établie comme un élément du projet d'établissement et inversement dans les structures sociales pour la politique culturelle.

Jean-Louis Bernard :

La réussite de votre affaire c'est que vous avez créé un cadre et que le décloisonnement qui a été long pour apprivoiser chacune des structures, connaître la logique des interventions de chacun, vous en avez déjà une connaissance. On a fait un large tour, j'aimerais **qu'on passe la parole à la salle**.

Lilian :

Bonjour, je représente les animateurs de la communauté d'agglomération présents sur le projet... Tout n'a pas abouti, au-delà des difficultés institutionnelles ou des financements. Il y a parfois la difficulté à mobiliser un public et, en tant qu'interface sur le terrain, on n'avait aucune connaissance du théâtre ou sur toutes ces choses-là. On a eu droit à une formation avec Élie et Isabelle, mais on a tous eu du mal à transmettre cela,

à leur communiquer cette envie car on a affaire à un public jeune. C'est aussi important de voir la difficulté sur le terrain de mobiliser ce public quand le projet vient d'en haut et qu'il n'est pas senti comme nécessaire à la base, par les jeunes. C'était une de nos difficultés...

Jean-Louis Bernard :

Professionnellement vous ne vous sentiez pas armé pour assurer ce rôle de passeur ?

Lilian :

Tout à fait, dans nos pratiques normales, d'animateurs, on n'avait pas cette habitude-là. La formation a amené un mieux, mais on s'est senti en difficulté pour retransmettre, sur les moments où Elie et Isabelle n'étaient pas présents. Comment continuer le travail sur le terrain ? On n'a peut-être pas su motiver les jeunes, et l'on s'est retrouvé sur une notion d'échec nous aussi par rapport à ça.

Annie Gorce :

Moi je voudrais saluer le travail qui a été fait par les espaces-jeunes, c'est vrai que c'est un travail qui est très différent de ce que vous avez l'habitude de faire. Donc en tant qu'élue, je vous remercie d'avoir tenté l'aventure. Et là encore ce qui est important, c'est le temps. Vous vous êtes immergé, en tant qu'animateurs vous vous êtes approprié un certain nombre de choses que vous allez pouvoir transmettre avec plus de facilités parce que vous vous êtes imprégné. Pour les politiques, c'est aussi important d'avoir ce souci que dans les espaces jeunes, on trouve un très large éventail de propositions, parce que le but c'est qu'un maximum de jeunes viennent et adhèrent à ces propositions. Et puis, c'est aussi une autre façon de réinterroger ce qu'on fait de ses loisirs, c'est aussi une autre façon de se poser la question de la culture et peut-être de se **réapproprier la culture sans en avoir plein la bouche**. Parce que c'est un gros mot culture, on s'imagine toujours des choses très compliquées, pas faciles d'accès. Et c'est important de revenir à ces questions-là, si on veut venir en contrepoint de la Star-Ac... Les animateurs, vous faites un travail profond par rapport aux représentations des jeunes. J'étais ravie de savoir que des jeunes qui n'avaient jamais poussé la porte d'une MJC étaient venus. J'ai participé aussi aux soirées d'improvisations, je trouvais cela génial : on s'est amusé, on a fait des choses avec un contenu pédagogique parce que les thèmes d'improvisation étaient choisis. C'était un super chantier, juste ébauché, mais merci à vous d'avoir tenté l'aventure et surtout, ce que je souhaite, c'est que vraiment elle continue, parce que c'est beaucoup de choses intéressantes.

Élie Briceno :

Je voulais répondre car la question que pose Lilian, ce n'est pas qu'une question d'animateur ... Effectivement la conjugaison qu'on a eue ensemble a comporté des lacunes dont et les uns et les autres nous sommes responsables... **Mais il y a aussi une différence de philosophie. La Compagnie s'impose de ne pas amener des choses que les jeunes connaissent déjà : on ne va pas forcément partir de l'envie du jeune. Ce qui est un des fondamentaux de l'animation et qui, diamétralement n'est pas le nôtre.** C'est une question de fond, et ce n'est pas la faute d'un animateur ou d'un créateur, c'est une question de philosophie de fonctionnement de certaines formations. À mon sens, il ne faut pas envers et contre tout partir de l'envie des gens, on peut aussi parfois proposer autre chose que leur envie, ça se travaille. Je crois que la partie de travail qu'on a fait avec les animateurs en formation, on aurait dû l'intensifier beaucoup plus. Cela a été une lacune, ce n'était pas à eux à faire du terrain à notre place, nous avons été un peu court là-dessus. On aurait dû faire quelque chose, qui n'est pas toujours inhérent au principe d'animation : organiser parfois des

rencontres individuelles avec les jeunes, c'est un fondamental à réinterroger ... Il n'est pas question de parler d'inaptitude d'individu, il y a aussi derrière un problème sur la philosophie des choses et sur la définition que les uns et des autres nous donnons à l'animation. Et pour le coup, on n'a pas d'alphabet commun là-dessus !

Lilian :

Effectivement, nous sommes dans des pratiques qui sont en place depuis un certain moment : on part de la demande du jeune pour le faire s'investir, ainsi de suite... Concernant les pratiques individuelles, c'est vrai parce que la pression du groupe est importante. Certains jeunes se seraient peut-être investi, mais du fait de la pression d'autres, ils sont partis... C'est peut-être là que nous aussi, on n'a pas su articuler le travail.

Élie Briceno :

Je répète que c'est facile à dire pour moi maintenant avec le recul.

Chantal Wittmann :

Je dirige la mission départementale de la culture et il se trouve que depuis un certain nombre d'années nous mettons des formations en place, qui sont destinées à répondre aux besoins du terrain culturel. Nous sommes tout à fait disposés à étudier un programme, avec des structures, avec des metteurs en scène, qui permettrait de construire une formation assez générale qui s'adresserait à des animateurs susceptibles de travailler à la fois sur le plan social et sur le plan culturel. Pour leur donner les outils dont ils ont besoin, mais de manière pérenne sur le territoire départemental.

Élie Briceno :

Par rapport à ce que Lilian a soulevé, c'est maintenant qu'on pourrait travailler en partant du fond. Nous, on a mis du temps à comprendre ce qui fonctionnait ou pas, vous aussi. Il y aurait donc une base pour faire différemment en tout cas.

Cécile Cure :

Sur la formation de terrain des animateurs, il y a près de 10 ans, le ministère Jeunesse et Sports avait vraiment anticipé et préparé l'idée de l'art et la culture, et de la médiation culturelle comme animateur culturel, passeur de ces axes-là. J'avais pu participer à cette formation, je suis contente de voir là, sur le terrain, sur scène, des personnes présentes, et c'était vraiment très riche. Au niveau de la mission locale c'est un outil que j'ai fortement utilisé sur le terrain....

René Quatrefages :

Ce qui vient d'être évoqué là, ce sont des débuts de réponses. Il peut avoir des prolongements importants dans différents domaines et je m'explique.

On a parlé formation, nous avons ici sur le plan universitaire une licence professionnelle, en ce qui concerne les animateurs socioculturels en milieu rural, Elie Briceno y est intervenu plusieurs fois. Je voulais le mentionner pour que ce ne soit pas oublié, et tout cela fait des contre points avec les actions développées par la mission départementale à la culture, et Mme Wittmann et Mme Barbarési sont intervenues dans ces formations.

Mais ce qui me paraît intéressant et je ne voudrais pas vous paraître rêveur... Notre pays change beaucoup et il s'organise différemment. Les pays sont des territoires de projets, les pays n'ont pas le nerf de la guerre, les pays n'ont pas de fiscalité. Les pays sont un peu

comme la morale de « Kant », ils ont de bonnes idées, mais ils n'ont pas de mains, ils ne peuvent pas agir, ils sont manchots. Alors, la solution... On a parlé beaucoup du temps, et dans le milieu paysan d'où je viens, on disait le temps est un bon maître, quelques fois c'est un maître dur, mais un bon maître... Ce sont les communautés de communes qui ont les moyens, dans le monde rural. Les communes urbaines et les agglomérations ont plus de moyens, cela a été évoqué aussi. L'idéal serait qu'il y ait dans ces territoires pour commencer le projet, des agents de développement culturel, qui aient cette formation et qui puissent faire ces interfaces.

La construction qui balbutie, qui est pensée, un peu rêvée actuellement mettra certainement du temps, mais je suis convaincue que c'est dans ce sens-là qu'il faut aller, de toute façon c'est là que nous irons, autant y aller le plus vite possible!

Christine Réginbot, coordinatrice du centre social aveyronnais pour les gens du voyage

C'est vrai que les formations sont importantes mais on est en train de parler de lien culture et social. Comme Élie je pense qu'on a chacun nos propres références, nos propres compétences. On n'est pas obligé de tout maîtriser. **L'intérêt dans cette histoire c'est que l'on puisse mettre en commun nos compétences, et se comprendre. On retrouve toujours des notions de temps qui sont importantes. Pour que nous les sociaux nous puissions intégrer ce qu'est la culture.** Si comme moi on n'a pas cette culture, on aura du mal à capter l'intérêt de la chose et les retombées possibles : ce temps est nécessaire. Lorsque l'on est sur le secteur social, on est en lien avec un public en difficulté, voir en très grande difficulté. En ce qui nous concerne, nos publics sont en très grande difficulté économique, mais aussi culturelle, sociale à dix mille lieues de la culture et de leur propre culture. Il est vrai que pour nous, ce n'est pas forcément très facile de motiver et de convaincre ; à ce moment aussi, il faut du temps. Mais à nous les sociaux de revoir nos références, nos positions et nos objectifs. Nous avons participé à la résidence sur une durée très courte, et uniquement sur la deuxième phase. Cela n'a été qu'un premier pas, on est loin de donner un quantitatif très probant... **Mais concernant les gens du voyage ; ce ne sont pas ceux que nous avions pressentis, croyant bien les connaître qui ont participé à l'action... Parce que la culture c'est touchant, comme le dit Annie Gorce, il y a des gens très en difficulté, y compris dans la communauté, qui ont été touchés par la démarche de la Compagnie, et qui ont trouvé un espace d'expression. Nous n'aurions jamais cru travailler sur ces thématiques là avec eux. Il faut du temps pour que les gens se fassent confiance, qu'ils voient l'intérêt de la démarche, ce que ça peut leur apporter, à quoi cela va servir. La culture, on ne sait pas forcément ce que cela va apporter. Malgré le fait que l'on ait qu'une toute petite expérience, on voit déjà des retombées : le fait d'en parler entre eux, puis à d'autres cela donne des idées et en motive d'autres. Ce ne sont plus des thématiques stigmatisantes, qui font référence à la difficulté mais qui font référence à une reconnaissance. Cela, nous sociaux on le ne perçoit pas spécialement, mais c'est tout l'intérêt.** Concernant la notion de temps dont nous avons parlé précédemment, c'est très compliqué car on est sur une culture du résultat, et de l'évaluation de la justification. Alors évaluation certes mais avec quelles échéances...

Élie Briceno:

J'ai envie de rajouter, Christine, que toi tu es allé au théâtre... C'est important aussi !

Christine Réginbot : exactement, voir du théâtre intellectuel !

Marie-Jo Fillières, Conseil Général de l'Allier :

Je voulais savoir, quelle avait été votre démarche pour présenter votre projet auprès des professionnels médico-social du CG ?

Élie Briceno :

Je voulais simplement essayer de donner un éclairage à votre question. **Il y a en relation avec le terrain, pour parler d'un projet sur un des cantons, une envie de l'équipe de le faire. Et c'est parce que cette envie a été exprimée, parce qu'il y a eu un écho de la résidence qu'on a déjà fait que l'on peut conjuguer tout cela.** Sans l'envie de terrain, il est extrêmement difficile, voir impossible de conjuguer cette envie-là...

Jean-Louis Sanchez :

Je suis content d'intervenir juste après une personne qui a soulevé le rapport aux professionnels médico-sociaux du Conseil Général, puisqu'on se parle tous franchement, et qu'on s'est dit hier qu'on n'était pas simplement là pour faire un colloque, mais pour travailler sur le changement, notre société en a besoin, d'un changement démocratique... C'est vrai qu'il y a un absent, dans cette salle, ce sont les professionnels, et c'est dommage parce qu'ils ont cette envie-là. Vous allez entendre l'expérience du Gers, où ce sont les professionnels du social qui sont allés vers les acteurs culturels. Et la mayonnaise a magnifiquement bien pris. Dans ce département, il faut poursuivre la démarche, pour que cette synergie du social et du culturel se réalise pleinement. Il y a déjà des acteurs du social dans votre démarche, mais peut-être pas tant qu'on le souhaiterait, c'était le sens de votre question Madame.

Nelly Lopez : confédération des MJC de France, coordination culture des MJC,

Je ne sais pas combien le projet a coûté, mais j'ai envie de vous dire, vous avez créé de l'humain, et c'est la richesse la plus difficile à créer. En se taisant et en vous écoutant ce matin, on s'est senti plus intelligent, votre expérience est remarquable. Vous avez tous chacun, dans ce rituel que vous avez mis en place pour communiquer votre projet, tenu chacun votre place ; c'était extrêmement agréable et impressionnant de vous entendre. Quand on dit résidence artistique, il faut expliquer la complexité comme vous avez si bien su le faire ce matin de ce que cela veut dire, car il y a mille façons de faire de la résidence artistique. Les mots ne suffisent pas pour définir la complexité, le temps, la qualification, la conjugaison... enfin tout ce que vous avez créé. Cela doit nous faire réfléchir sur la façon de rendre compte de ces expériences-là.

Deuxièmement, vous étiez dans de l'expérimentation, dans de l'action. Vous n'êtes pas rentré dans un dispositif, le directeur l'a très bien dit, vous ne rentrez pas dans des cases, et je pense que, par rapport aux questions de formation, il faut faire attention. Car, sur des « petites formations », je dis « petites formations » sur la médiation, mais vous avez fait 1000 fois mieux, c'est-à-dire la pratique dans la pratique, dans la vie, les gens vont toujours beaucoup plus loin que ce qu'on peut faire dans des formations qui, somme toute, ont toujours tendance à niveler, à modéliser, tous ces mots que j'adore. Je pense qu'il est très important de considérer que la formation n'est pas un pré requis, ce qui est un pré requis, c'est ce que vous avez fait. C'est d'abord de faire ensemble, de prendre le risque de faire ensemble, c'est ça qui est premier et pas la formation de médiation qui va donner des petits aperçus de médiations ou autre... Donc je pense que d'abord il faut faire, je ne nie pas l'intérêt des formations, mais elles doivent accompagner, ce qui n'est pas la même chose.

Et puis les leçons que vous nous donnez, je les dirais en trois points :

- **Vous l'avez bien dit, tous : on est toujours dans la culture en train de vouloir donner aux gens, mais est-ce qu'on accepte que les gens nous donnent ? Est-ce que l'on accepte l'inverse ? C'est en ça que votre expérience nous donne une belle leçon : vous avez créé des conditions pour que les gens vous donnent, nous donnons, et ça on ne l'accepte pas beaucoup dans la culture...**
- On n'est pas obligé de partir de ce que demandent les gens, vous l'avez très bien dit, parce que c'est appauvrissant pour tout le monde, je pense qu'il faut prendre le risque... **Le désir, c'est ce qu'il doit y avoir à la fin.** Au début, si on part de ce que disent les jeunes... c'est parfois pauvre. Et il ne faut pas avoir peur : nous aussi parfois c'est pauvre ce qu'on dit et ce qu'on fait, donc c'est intéressant que le désir soit à la fin, vous l'avez très bien exprimé. Et ne pas avoir peur de surprendre et de se surprendre et c'est en faisant qu'on se surprend les uns les autres....
- J'ai beaucoup aimé votre façon d'animer le débat en demandant : qu'est-ce qui était difficile ou pas ? C'est une jolie question, et la leçon que vous nous donnez à travers cet exemple, c'est dire **osons faire des choses très difficiles. Parce que plus c'est difficile et plus on se surpasse les uns les autres, et c'est parce que l'on se surpasse, que le résultat est à la hauteur des enjeux de la société d'aujourd'hui et pas l'inverse.**

Mathieu Lebrun, responsable adjoint du service social de la MSA :

Je voulais juste apporter un témoignage modeste par rapport à cette action, dont nous avons contribué à deux niveaux :

- Nous avons été un élément facilitateur dans l'invitation, auprès de certains publics
- Nous avons permis l'édition du recueil « Terres raturées », en septembre 2007.

Juste un petit préalable, Élie disait que ce projet était avant tout centré sur la création, et que pour une institution comme la Mutualité Sociale Agricole investir sur une création ; ce n'était pas son habitude... Il a fallu convaincre, l'institution est un espace encadré, la création est un espace de liberté et il a fallu trouver dans cet espace encadré des espaces de liberté qui nous permettaient de contribuer à la réussite ou en tout cas à la continuité de ce projet.

Deux raisons pour lesquelles la MSA a investi sur ce projet :

- Le cœur de notre métier dans l'action sociale est l'accompagnement individuel des personnes. À travers notre accompagnement, que peut-on leur apporter pour leur épanouissement ? Et comment leur faire prendre conscience qu'ils peuvent s'épanouir de par eux-mêmes ?
- Sur les territoires ruraux, compte tenu de la densité démographique un peu faible, on accompagne sur ce territoire des personnes qui sont très hétérogènes . Il n'y a pas simplement l'accompagnement social individuel, il y a aussi l'action collective et l'action d'accompagnement de groupe. Et il était très difficile pour nos travailleurs sociaux de certains secteurs de pouvoir initier, des actions collectives avec un public homogène. Et donc nous étions bloqués sur l'impulsion de ces actions de ce type.

Grâce à l'opération « Récits de vie », sur le territoire Naucellois, une action collective a été mise en œuvre, nous avons décidé de réunir les participants sur le thème : quel effet a produit « Récits de vie » sur vos propres vies ? Aujourd'hui, ce groupe de 6, 7 personnes, souhaite poursuivre l'aventure « Récits de vie » au-delà d'Élie Briceno et d'Isabelle B, à travers la mise en place d'un projet. Le thème c'est la photo, on aura un intervenant photographe qui travaillera avec une assistance sociale.

Dernière chose que je voulais dire, nous dans l'action sociale, on a toujours besoin de renouveler notre boîte à outils, et la culture c'est un outil qu'on utilise peu, et dont on n'a pas l'idée d'utiliser. La vertu de ce projet, c'est d'avoir un retour sur investissement, parce ce que clairement en tant qu'institution, et ce n'est pas vulgaire de le dire, mais c'est important de

savoir aussi où l'on investit notre argent... **Aujourd'hui l'assistante sociale de ce territoire a pu, à travers cette opération « Récit de vie », enrichir sa boîte à outils, et elle devient une véritable artisane de l'accompagnement social, c'est aussi un élément fort.** L'autre élément important : grâce à cette action, l'assistante sociale du territoire du Naucellois, a pu aussi réajuster son regard sur les personnes accompagnées. Dans le cadre du travail social qu'elle faisait avec elles, les personnes se sont découvertes, en tout cas elle a découvert les personnes sous un jour différent.

Anne Laurent, Directrice de la mission locale :

Pour nous, ce qui a été important, c'est le retour sur investissement. Nous sommes dans une logique d'évaluation les uns et les autres, et nous avons fait un grand pas dans l'évaluation du travail social.

Avec une action de ce type-là, immédiatement s'est posée pour nous la question de la pérennisation. On ne souhaitait pas de coup d'épée dans l'eau, et en même temps s'accorder, un coup d'épée dans l'eau si cela devait être... Comment allons nous pouvoir mesurer l'impact au niveau des publics, et, au niveau des professionnels qui accompagnent ces publics, y a-t-il des leçons à tirer ? **Cela renvoie aussi à la notion d'évaluation du travail social, donc à la capacité de définir des indicateurs qui introduisent des notions de temps ; tout le monde en a parlé. C'est dire comment, dans la durée, peut-on mesurer l'évolution de parcours, sur des éléments quantitatifs tangibles ? C'est peut-être de la provocation, mais c'est possible. Le pas qui me semblerait intéressant à franchir c'est celui du travail d'évaluation, mais qu'on puisse le mener aussi avec les acteurs de la culture.** Aujourd'hui nous sommes tout à fait en capacité de mesurer de l'évolution des parcours grâce à l'impact de l'entrée culture. Mais j'aimerais aussi travailler sur l'évaluation culturelle, peut-être par rapport à ce que vous indiquiez sur les jeunes de la mission locale qui n'étaient pas du tout préparés à venir à la MJC, et qui aujourd'hui y viennent, sur quels types d'ateliers peuvent-ils s'inscrire : de la danse, du chant, du théâtre ?... Sur ce travail d'évaluation, on a certainement des choses à faire, parce ce que je crois que c'est la condition de la pérennisation.

Jean-Louis Bernard :

Ce travail a été en partie fait avec le rapport, car il donne institution par institution ce qu'il y avait à retenir, avec les points faibles, les points forts, ce qui était plus ou moins raté et ce qui marchait....

Cécile Cure :

L'enjeu du groupe « culture-social » était d'amener à objectiver tout ce qu'il s'était passé... Lorsque l'on a préparé ce forum, la préoccupation des partenaires du groupe « culture-social », était moins de faire le catalogue de tout ce qu'il s'est passé que de témoigner de la plus value... Ce groupe a permis d'avoir une lisibilité partagée : il y a eu un projet mené avec la compagnie Artizans, le support culturel était intéressant, il fallait une structure locale, la MJC par exemple, pouvant jouer le rôle de passeur. On a échangé, on a tiré des enseignements, qui nous semblaient importants. **La question, « comment peut-on poser la question de la pérennisation, des conditions pour que ça continue ? », est partie du groupe culture social. Ce sont des techniciens qui se sont demandé comment associer nos structures, les acteurs politiques, et les décideurs locaux à la démarche.** M. Censi hier a introduit le forum avec des propos que nous avons tous trouvés très intéressants, parce que c'est vrai qu'on a cheminé depuis deux ans ; on n'est plus au même endroit. Si on peut témoigner, M. Sanchez, au plan national de ce qui se fait ici tant mieux. En même temps la question pour nous c'est comment une démarche peut se poursuivre ? La compagnie Artizans

nous a permis de mettre cela en place. Je crois que chacun de nous a œuvré en transversalité. Au départ on était 1+1+1, nous nous disions, on va expérimenter et l'on va voir ce que ça donne, on a évalué la plus value. **Aujourd'hui, il y a une volonté d'être dans une démarche collective**, notre souci est qu'il y ait un engagement pris pour qu'on puisse se donner les moyens de poursuivre. **Sinon, ce sera un coup d'épée dans l'eau, on sera tous content. Mais si on en reste là ce sera une belle histoire qui restera dans nos mémoires! Mais la question est aussi celle des individus, qu'est-ce qu'il peut se passer sans ces individus qui portent le projet, car c'est une des conditions pour rendre possible le projet : sans eux qu'est-ce qui reste ?**

Jean-Louis Bernard :

Ce qu'on ressent à travers tous vos propos c'est que cette aventure efface la lassitude institutionnelle, d'un seul coup votre travail reprend du sens. Je l'ai toujours constaté, aussi bien chez les acteurs culturels que les acteurs sociaux quand il y a ces croisements on comprend enfin à quoi cela servait de faire ce travail, et cela c'est une richesse extraordinaire... **Mais en même temps, on voit bien que l'on refonde des politiques culturelles et sociales.** Refonder, c'est bien trouver les axes forts autour desquels ces nouvelles politiques doivent se fonder ; cela parle des valeurs, des moyens, des formations, des vocabulaires communs et même des alphabets qu'il faut mettre en place !

Georges Leclerc, directeur du service de prévention spécialisée de l'ADVSEA, dans le Vaucluse :

En général quand on est organisateur d'un forum, on craint de donner la parole à la salle, moi cela fait un ¼ d'heure que je souhaite prendre la parole et je ne me souviens plus de ce que je voulais dire tellement de gens prennent la parole, ce qui prouve que c'est un succès! En revenant à l'essentiel, Elie Bricéno dit qu'il y a une question de philosophie : « l'envie du jeune, ce n'est pas ça qui est essentiel ». Je pense qu'il a raison, l'enjeu pour nous, c'est l'enjeu de l'existence des gens, et c'est à partir de la vie des gens qu'on peut construire un meilleur et un plus dans nos intentions. **La fonction politique c'est de servir la cohésion sociale, et d'essayer d'agir pour un meilleur, la fonction du professionnel aussi.** Il est important de définir les corps d'action sociale. On parlait d'animation, mais la question est aussi celle de l'éducation, du médico-social, de l'éducation spécialisée, du handicap, du soin, **ce qui nous réunit c'est le « sens du faire »...**

Nadine Vergnes, maire de Centrès, sur la communauté de communes du Ruthénois

Dans cette expérience, on est parti sans savoir vraiment où l'on allait. L'endroit où l'on est arrivé est extraordinaire.

La lecture du recueil est essentielle par rapport au regard qu'on peut porter sur les gens...Ce recueil montre autre chose de la précarité qui ne se définit pas comme on nous le dit, car les gens ne décident pas d'être précaire ... À côté de chez nous des gens sont dans la précarité, et on ne les avait pas vus. Il est convenu de dire que dans notre milieu rural on est attentif à ce qui se passe. Mais on ne voit pas.

Lorsque des élus sur le Naucellois me disent « tu as beaucoup de cas sociaux sur ta commune », je leur réponds : « toi, tu en as peut-être autant, mais tu ne les vois pas... ».

Sur le Naucellois, les élus sont sensibilisés, nous travaillons depuis plusieurs années pour que la culture devienne un lien social, simplement nous nous sommes posé la question pourquoi la culture ? Se poser la question de pourquoi boucher un trou sur la voirie fait partie des questions à se poser. Quels sont nos objectifs, et quels sont les outils que nous avons à mettre en place ? la culture en est un, c'est tout !

On pérennise, car on veut se servir de la culture pour créer du lien social. Mais il y a un bémol à mettre. On a essayé en arts plastiques, puisqu'on travaille avec le musée des Abattoirs de Toulouse, au château de Taurines. Un artiste est venu exposer, je pense que vous avez vu toutes les polémiques relatives à cette exposition. Nicolas Prima travaille autour des rapports entre l'homme et l'animal, et nous avons fait une résidence avec lui, il paraissait très intéressant puisque nous sommes dans un milieu rural avec des agriculteurs qui travaillent avec des animaux, de faire ce travail avec lui. Il est donc resté 6 semaines de plus, sur la commune de Centrés. Il a travaillé avec des agriculteurs, avec des jeunes de la maison familiale et rurale et là le résultat n'est pas le même... Comme certains ont dit, il faut qu'il y ait un équilibre ; on donne des deux côtés.

Pour revenir à Nicolas Prima, l'artiste a instrumentalisé les gens qu'il a visités. Tout en restant très enthousiaste par rapport à l'expérience de Rodhez, il faut alerter gens qui vont s'inspirer de ça. Est-ce que les artistes ont la capacité humaine, car c'est la capacité humaine qui permet d'entendre les autres et de leur répondre ? L'auteur a utilisé sa compétence, mais aussi il y a de lui dans ses textes, il y a des deux. Il faut être vigilant.

Jean-Louis Bernard :

Le problème de la confiance et du choix, là, la mairie a fait confiance à Bruno, en disant c'est le directeur artistique qui choisit et l'on est derrière. Il avait la capacité de faire ce choix.. C'est le jeu des deux qui a emporté la conviction, car c'est improbable que des gens puissent partir sur une aventure sans savoir où ils vont ! Et tout le monde dit : on ne savait pas où l'on allait mais on y est allé. Parce que ce jeu entre Elie et Bruno était porteur de l'adhésion de tout le monde.

Élie Briceno :

Le choix qu'a fait l'assistante sociale à un moment donné est très professionnel aussi, que ce soit Véronique ou Stéphane ils ont tout à fait conscience de prendre un risque, mais que ce risque est nécessaire et il faut l'encourager parce que sinon la création contemporaine, alors qu'on nous demande de gérer nos créations en fonction du nombre dans la salle, va être bientôt moribonde. Donc on a éminemment besoin de gens qui prennent des risques, on a éminemment besoin de gens qui disent c'est pas attendu, ce n'est pas attendu, mais on y va parce qu'on a le devoir d'ouvrir le champ. Et c'est fondamental. C'est ce qui s'est passé là après c'est un autre débat, ce n'est pas au niveau du champ artistique.

Le choix artistique n'est pas à réinterroger sur l'exposition que j'ai vue aussi. Ce qui est peut-être à réinterroger, c'est que ce qui a fonctionné dans Artizans c'est que c'est réellement l'identité de la compagnie. Ce n'est pas quelque chose qui est venu se greffer en se disant : on va faire du social c'est pas mal, il y a une ligne à tirer. Nous avons fondé avec Isabelle la compagnie Artizans pour être sur le terrain, parce que nous croyons à la parole, pour revenir au sens. Aussi parce que j'en avais assez de recevoir des comédiens dans les castings qui me renvoyaient l'image du comédien qu'avait la société par rapport au comédien. J'ai voulu revenir à la base, à la parole, comment cette parole devient dramaturgie, comment cette parole devient verbe incarné, comment cette parole va au public à un moment donné. **Et c'est ça la fondation Artizans et pas le contraire. Il y avait une nécessité pour moi, je l'ai dit hier et je le redis, fondamentalement égoïste, je le revendique. Je crois que pour produire de l'altruisme pour produire du lien, il faut avoir l'exigence de son propre égoïsme dans son propre travail. Le fondamental de ce travail est profondément égoïste ; je l'ai fait pour moi, dans l'exigence de mon art dans la passion que j'en avais, et au départ elle est éminemment égoïste. Je suis ravi qu'elle ait produit du lien social, je suis ravi que les professionnels du social aient pu s'en saisir, et puis le**

« matérialiser »...**Mais moi au départ, je suis égoïste, je fais une création et j'ai une démarche.**

Rene Quatrefages :

Je suis frappé sur ce que je viens d'entendre, ce n'est pas sur ça que je voulais intervenir mais on en reparlera... Je suis ravi des propos de Mme le Maire de Centrés. Vous savez que moi aussi, je suis embarqué dans l'aventure, mais je sais quand même qui a les mains dans le cambouis dans cette affaire-là... Le château de Taurines, avec la mission départementale de la culture, nous essayons d'en faire le centre d'exposition d'art contemporain du département de l'Aveyron. Je partage cet avis ; le créateur, l'artiste culturel, ne doit pas jouer au magicien. C'est une des difficultés, il faut qu'il regarde l'autre. Cela a été dit dès ce matin. Je ne veux pas faire de mauvais parallèle, mais une des difficultés majeures de la médecine aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus que des cliniciens, il ne regarde pas... Le créateur c'est un peu la même chose, il faut qu'il descende d'un pied d'estable où peut-être nous l'avons mis nous-même. Il faudra quand même que l'artiste considère ceux à qui il s'adresse. Et je suis d'accord avec vous il y a eu instrumentalisation....

Élie Briceno :

Je voulais dire que cela devait être inscrit dans la démarche de l'artiste, pas fabriqué après. Il faut que ce soit le cœur de la démarche artistique, il ne faut pas que ce soit fabriqué simplement parce qu'il vient au château de Taurines à un moment donné.

Véronique Moretti :

Je voulais revenir sur l'édition du petit recueil Récits de vie – « Terres raturées ». Au début il n'était pas question d'ouvrage. Les personnes avec lesquelles on a travaillé sur le territoire, ont eu envie de garder trace de cette aventure. Nous l'avons fait avant tout pour ces personnes-là, puisqu'on continue à les voir, on les fédère autour de projets. On est venu plusieurs fois à la MJC voir les spectacles avec eux. Ce qui était important pour nous, c'était de les amener à travailler avec d'autres associations locales, à tisser des passerelles... par exemple, on a travaillé avec une association qui a un atelier de lithographie. Pour nous cela prend du sens quand on arrive sur un territoire à mêler plusieurs acteurs, et l'on a répondu à ce besoin des personnes d'avoir une trace pour leur famille, pour leurs enfants. Mais au départ, ce n'était pas une chose convenue de faire un livre. Il est important de pouvoir imaginer ce qui va naître à la fin et que cela réponde vraiment aux envies des personnes qui ont participé au projet et non pas aux nôtres...

Jean Louis Guichard :

Ce qui caractérise chacun des partenaires ici, c'est que chacun est centré sur un projet très fort. **Sur la notion de projet abordée hier par M. Sanchez, il faut que le projet préexiste, il faut dire le projet, et dire les valeurs du projet... Curieusement c'est aujourd'hui qu'on se rend compte qu'on était dans une unité de projet et c'est aujourd'hui qu'on peut parler des valeurs que nous partageons, et qui font effectivement qu'il y a un vrai projet, mais qui est fait d'articulation entre les vrais projets de chacun. On se disait aussi que si nous avions voulu nous dire nos valeurs communes dès le départ, il était probable que nous n'aurions pas fait grand chose.**

Autre interrogation que je renvoie à la salle d'hier, est-ce qu'on peut toujours dire comme cela a été dit hier que la culture divise ?

Jean-Louis Bernard :

Je me sens responsable de la « culture qui divise »... Effectivement il y a eu une culture qui a divisé et que là on est sur une culture de la réconciliation puisqu'elle consistait déjà à réconcilier les gens avec eux-mêmes. Cela a été oublié par nombre d'artistes, il ne faut pas confondre égoïsme et autisme, hors il y a une partie de la création contemporaine qui est très autistique, et là on est plutôt dans un symptôme maladif.

Jean-Auguste Nougaret :

Je voulais insister sur les personnes qui sont en charge de porter des projets et de choisir les artistes. Pour cela il faut des médiateurs culturels qui suivent le travail des compagnies, qui vont les rencontrer, qui voient leurs spectacles, en lien avec des objectifs politiques donnés par les élus (sur le lien culture social, sur le travail sur la jeunesse ...), doivent être, ensuite libres dans leurs choix artistiques « intuiti personé » à partir de ces objectifs, parce qu'ils en ont la compétence.

Quand ce maillon de la chaîne n'est pas bien identifié les résultats sont plus aléatoires et l'on dérape parfois.

Qui choisit une équipe artistique, c'est-à-dire qui va les voir ? Qui a un compagnonnage avec eux depuis des années et peut s'engager en disant : cette équipe-là moi j'en prends la responsabilité, elle peut faire ce travail-là ? Et ici sur ce projet, c'est Bruno qui avait ce rôle-là, et moi je crois beaucoup à ce rôle de directeur artistique, missionné parce qu'il fait ce travail de préparation. Et il y a des endroits où ce choix est fait par des personnes qui n'ont pas cette disponibilité, cette mission, cette fonction.

Cécile Cure :

D'autant plus que nous en tant que travailleurs sociaux, ce n'est pas du tout le travail que l'on va faire. Il faut une structure locale, un passeur, (à Rodez, ce fût la MJC et Bruno). Mais c'est clair que pour nous travailleurs sociaux, ou mission locale, si ce travail n'est pas fait en amont, nous n'irons pas chercher l'acteur culturel. **C'est là que sont l'articulation et l'enjeu : chacun à sa place et ensuite on pourra faire les passerelles.**

Élie Briceno :

Je voulais en deux mots revenir sur le mot égoïsme que j'avais employé... je sais qu'il ne vous plait pas, et je voulais préciser... Quand je dis cela je parle d'exigence, et je parle aussi de l'exigence de l'autre. **Mais je crois que l'on ne peut-être exigeant avec l'autre que si on l'est avec soi**, et c'est de cet égoïsme dont je parle, avec la ligne de conduite suivante : le projet artistique est mon moteur premier, et il s'avère que dans ce projet artistique l'individu y est inscrit.

Concernant les évaluations du côté culturel. Si je disais tout à l'heure, en parlant des animateurs, qu'il y avait des fondamentaux qui emprisonnaient et dont on était victime malgré soi, je peux en dire autant de la culture... Si aujourd'hui on est d'accord pour avoir un cheminement au cours de la création pour travailler avec la Mission Locale, ou avec la Communauté d'agglomération à ce qu'on va nommer parce qu'il n'y a pas un autre mot l'évaluation, on va souvent nous expliquer que le théâtre, cela ne sert à rien, que cela ne doit servir à rien et que c'est le propre de l'art. Oui, dans une société qui est en capacité de rêver. **Aujourd'hui la société dans laquelle nous vivons est-elle encore en capacité de rêver ou a-t-elle une urgence plus première qui est de réincarner ?**

Jean-Louis Bernard :

Je concluais en disant que ce qu'il m'a intéressé dans votre affaire c'est l'affirmation du « JE », pas l'égo, le « JE ». Vous êtes tous allés au-delà de votre rôle institutionnel dans un

rapport de personnes, et c'était une manière de transcender la difficulté qu'il y avait à se projeter dans un avenir incertain, sur une aventure incertaine et c'est assez magnifique...



Cité Acteur: depuis 2002, les services sociaux du Conseil général du Gers, basés à Auch, développent un outil d'intégration sociale à destination des bénéficiaires du RMI, fondé sur la pratique du théâtre.

Marie-Noëlle Durand, assistante sociale de secteur au CG du Gers

Nos missions : politique de lutte contre les exclusions, et tout ce qui est autour des problématiques « enfance », enfance en danger et prévention.

Pierrette Luche

Chargée d'insertion au CG du Gers, je suis sur l'accompagnement des projets professionnels des bénéficiaires du RMI et je suis assistante sociale de formation

Ce projet Cité acteur est parti de plusieurs constats. Un 1^{er} constat de quatre travailleurs sociaux : **cela fait 20 ans qu'on travaille, nous voyons aujourd'hui dans nos permanences les enfants de ceux que nous avons vus au début de notre carrière...** Nous avons pensé que quelque chose n'allait pas dans cette politique sociale, cette politique de dispositifs : il y avait quelque chose à faire.

Parallèlement à ce constat, dans nos animations des groupes d'usagers, il y avait une forte parole : « on est tout seul, on est abandonné, **il n'y a plus de lien social...** », et le sentiment de ne pas avoir de place dans notre société « on est sans argent, sans travail, on n'est pas utile, on n'existe pas... » Cela nous semblait très prégnant dans la parole des usagers.

Nous étions fin 2002, il fallait construire quelque chose pour répondre à ça. **Construire une réponse différente** nous permettait de ne pas nous éloigner de ce qui est **un principe de base d'un travail social : donner une réponse** (qui n'est pas le plus important) **mais d'aider la personne à construire sa propre réponse.**

Donc il était important d'aider les personnes à prendre la parole pour construire leur propre réponse, pour être entendu et être reconnu par la société dans leurs potentiels, et non pas dans leurs négatifs.

Nous avons cherché un outil, en ayant dès le départ, l'idée d'associer les usagers à cet outil : un ou deux usagers sont venus avec nous dans les groupes de travail construire. Accompagné par deux élus, nous avons vu une expérience de théâtre de l'opprimé à Sainte prè de Bordeaux. Après cette visite, nous nous sommes dit que cette technique du théâtre de l'opprimé d'**Augusto Boal** était peut-être ce qu'on cherchait...

Un mot sur la technique, même si je ne suis pas très qualifiée ...

Le théâtre de l'opprimé c'est du théâtre, donc de la culture, mais ce théâtre a une visée politique, au sens premier du terme : cela consiste à faire entendre la parole de ceux qui sont concernés en premier chef par les politiques publiques.

Théâtre sans frontière, Compagnie Toulousaine, pratique le théâtre de l'opprimé depuis de longues années, nous a largement épaulé dans la construction de ce projet. Nous, nous apportons tout ce que nous savions des usagers, des dispositifs du territoire, et elles tout ce qui concernait les techniques théâtrales.

Cette compagnie travaille depuis très longtemps sur différents types de groupes, en ce moment elles travaillent à la prison de Seysses avec des femmes : elles ont vraiment une

grande performance dans la prise en charge et le travail avec les publics qualifiés de « difficiles ».

Le Conseil Général du Gers a largement laissé faire, puisqu'il a permis le renouvellement d'année en année, et ce malgré nos craintes, sur le programme départemental d'insertion. Il a aussi permis un colloque sur le travail social, un atelier de théâtre « Unis sans », unissant des usagers et des travailleurs sociaux sur **la question des politiques publiques** car c'était important que nous réfléchissions ensemble sur cette question.

Comment en tant que travailleur social, peut-on se positionner sur la société avec les problèmes de précarité grandissants ?

On est formé pour faire fonctionner, comme on nous le demande, les dispositifs sociaux qui sont de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes, mais ne s'agit-il pas de faire **un pas de côté** et de réfléchir comment on peut être avec les personnes ?

Le mot alliance est très important : plutôt que de donner des réponses institutionnelles à un problème comme celui de la précarité avec toutes les limites que l'on connaît, comment peut-on construire, ensemble, quelque chose qui soit différent ?

C'est tout à fait central dans notre démarche : les personnes que l'on rencontre sont pour la plupart dans de grandes solitudes. Avec ces démarches (ateliers de théâtre, forum...), elles retrouvent de la mobilisation personnelle, de la citoyenneté... le lien social se refait petit à petit.

Le fonctionnement :

Nous faisons des journées d'initiation qui sont ouvertes à tout le monde : toutes personnes bénéficiant d'un minima social sur un territoire, et les travailleurs sociaux du territoire. C'est une journée d'initiation, une manière de voir comment cela se passe, car nous avons du mal à l'expliquer d'une manière intéressante. En fin de journée, nous leur demandons de s'engager sur 6 jours d'atelier, durant lesquels ils construiront un spectacle à partir de leur propre histoire. On doit s'engager sur six jours complets, sans désistement possible.

On travaille beaucoup sur les corps, les jeux... Les comédiennes écoutent les histoires que chacun veut bien raconter, et à partir de ces histoires écrivent des scénarios. Puis sur les 2 ou 3 derniers jours les « bénéficiaires comédiens » apprennent leur rôle, et les techniques théâtrales.

Ce spectacle est particulier du fait de cette technique théâtrale, c'est un spectacle interactif.

Une saynète est jouée une première fois. Elle présente un problème, par exemple une histoire de racisme dans une salle d'attente de médecin. La comédienne chef d'orchestre, dit « est-ce que vous pensez que tout va bien ? ». Évidemment dans le public, des gens vont dire que cela ne va pas, on pourrait faire ça... La comédienne intervient à nouveau : « Madame, Monsieur, montez sur scène et jouez votre solution ». À partir de cette interaction, on peut noter des solutions, des *trucs* de ceux qui sont vraiment sur le terrain à vivre ces situations-là.

La difficulté pour nous, c'est qu'on est bien dans la re-mobilisation de bénéficiaire de minima sociaux, on est à peu près bien dans le lien social, mais on a du mal à aller au bout de ce qui devrait être la transformation sociale, la mise en œuvre de ces solutions qui sont trouvées sur scène ; c'est vraiment compliqué.

On peut dire qu'on travaille un peu sur l'idéal, et je pense que, dans nos professions, c'est absolument nécessaire... Ces temps-là changent complètement la représentation que nous avons des personnes et que les personnes peuvent avoir des services sociaux : nous-même participons, non pas en tant qu'animateur, mais comme participant au même titre que les personnes.

**Et à partir de là, peut se créer, s'inventer, s'expérimenter un autre type de relation, en tout cas nous, nous le vivons sans prétention car cela peut-être différent à chaque fois... Avec les personnes, on va être dans quelque chose qui est de l'ordre d'un partenariat par rapport à leurs difficultés personnelles. On va cheminer avec elles, et c'est elles qui vont trouver les solutions à leurs problèmes.
C'est une posture essentielle actuellement en tant que travailleurs sociaux.**

Cela pose aussi la question, aujourd'hui, pour les travailleurs sociaux, animateurs, d'être obligés de faire un choix dans la manière dont ils vont travailler : **est-ce qu'ils appliquent uniquement les dispositifs, ou est-ce qu'ils font un pas de côté et cherchent autre chose ? Il y a une vingtaine d'années cette question du choix n'était pas si prégnante.** Aujourd'hui soit on lâche, et l'on fait uniquement des demandes d'aides financières, soit on cherche autre chose.

Cela nous renvoie à la question de la distance professionnelle. C'est quelque chose qui est un peu sacro-saint dans nos professions : la neutralité, la distance professionnelle. Cela bouleverse cette distance professionnelle et c'est très intéressant. **Habituellement dans la relation d'aide et dans le face à face, le corps est totalement absent. Par définition le théâtre est le lieu du corps et de la voix.** Et puisque que l'on est sur un processus « égalitaire » dans les ateliers, on est avec les personnes dans un autre type de relation, dans une relation beaucoup plus proche où le corps est extrêmement présent, par les jeux qu'on va être amené à faire avec le théâtre... Cela induit une pratique et une posture totalement différentes.

Cela induit aussi une proximité par rapport aux usagers, au public. Cela veut dire que l'on fait le tour du bureau, que l'on construit ensemble. Et cette nouvelle proximité se traduit par de la cordialité ; on se fait la bise ! D'ailleurs, cette cordialité-là pose beaucoup de questions à beaucoup de monde, notamment dans nos institutions, on entend : « qu'est-ce que vous faites, vous ne pouvez pas être efficace »... **Et bien si, sans être trop orgueilleux, on peut dire que l'on a une certaine efficacité !**

Lorsqu'ils viennent nous voir nous démarrons la relation, non pas sans difficulté parce qu'il leur manque quelque chose, mais nous partons de leur potentiel, de ce dont ils ont envie ; des choses positives !

Jean-Louis Bernard :

Dans ce que vous dites, il y a à la fois ce pas de côté, l'expression est juste, mais cela vous met en porte-à-faux par rapport à vos institutions. Est-ce que cela pose un problème pour la suite, ou bien ce que vous installerait-il école, et transforme collectivement votre travail à vous ?

Marie-Noëlle Durand :

Voici 4 ans que cette action existe, avec tous les soucis que cela peut avoir sur la durée. On est parti sur beaucoup d'énergie les premières années. Maintenant comme toute administration institutionnelle, le Conseil Général a un grand pouvoir d'ingérer l'action et finalement de la rendre assez lisse, pour que cela ne perturbe pas trop les institutions. Par exemple il y a eu des forums sur les conditions d'habitats des HLM d'Hoche, sur des choses complètement réelles où les locataires dénonçaient des conditions d'habitat très limites. Cela a été difficile à gérer puisque l'office de l'habitat l'a très mal vécu... **Cette action n'a de sens que si elle dérange** : si on s'installe dans une action publique, où l'on dénonce « gentiment » les choses, et où il ne ressort rien après, on est dans l'échec de cette action. Ce qui est difficile, c'est qu'il faut chaque fois se replacer pour voir comment cette action peut être autre

chose que de la re-mobilisation personnelle, comme nous le dit notre institution. Car actuellement nous ne sommes pas du tout financé par le service culturel, mais par le service « programme d'insertion » et le fond social européen, pour une toute petit part actuellement.

Pierrette Luche :

Juste un mot pour finir ce que disait Marie-Noëlle par rapport aux travailleurs sociaux dans l'institution. Ces deux dernières années, on a beaucoup travaillé sur ce que c'est que le travail social et comment on évolue. Pour donner quelque chose de positif, il y a quand même des travailleurs sociaux qui nous rejoignent, car à un moment donné on avait l'impression qu'on était quatre à faire quelque chose que personne ne comprenait, et nous nous posions quelques questions !

Petit à petit il y a des gens qui viennent faire avec nous ce pas de côté. Des travailleurs sociaux, pas l'institution, quand même...

Pour trouver les solutions collectives : cela se traduit par le fait qu'il y a du lien entre les comédiens/usagers qui ont fait les ateliers, on a vu de l'entraide : ils prêtent, ils gardent les enfants... **Par exemple un monsieur est venu me voir après un atelier parce que le jour du 1^{er} de l'an, on l'avait appelé pour lui souhaiter une bonne année, cela faisait 15 ans que cela ne lui était pas arrivé !** Il en était extrêmement réchauffé et du coup cela lui donne du tonus pour engager un projet pour lui. L'idée, c'est ça : **une meilleure qualité du lien social, recharger les batteries et permettre de faire son chemin de manière très positive.**

Marie-Noëlle Durand :

Et ce qu'on pourrait dire aussi par rapport à des choses qui sont dénoncées, par exemple les HLM... là on est en difficulté, mais il n'y a pas que cette action. Travailler de cette façon-là, ce n'est pas que sur une action, c'est au quotidien, c'est regrouper les personnes autour de cette question. Par exemple sur le logement, les économies d'énergie, on a mis en route d'autres choses mais c'est beaucoup d'énergie et de volonté !...

Ce qui me paraît important, c'est **qu'on nous demande de gérer en individuel des personnes de plus en plus précarisées, qui vivent des situations de plus en plus complexes, et que je crois que comme travailleur social : on est obligé de prendre position. Nous, nous sommes à une place où nous voyons la misère, la précarisation des situations, et je pense que cela devient impossible maintenant de ne pas s'engager.** En travaillant de cette façon-là, en tenant compte des territoires, des populations, des partenaires, des relais, c'est une façon de s'engager auprès des personnes les plus démunies.

Jean-Louis Sanchez :

C'est vraiment ça l'avenir du travail social : cette capacité à sortir du diagnostic quelques pistes d'espoir. D'autant plus que vous l'avez fait sans que l'institution vous aide. Maintenant je crois que l'institution vous aide c'est comme participer à ce forum aujourd'hui : vous envoyez un message à votre institution. Vous avez beaucoup d'humilité, mais ce qui est bluffant dans votre démarche c'est que vous êtes en train de déclencher ce mouvement du travail social dans votre département. Cela permettrait de donner de la chair à un discours qui peut passer pour un discours d'expert, voir de technocrate, voir d'utopiste... Et d'autre part, ce qui m'a le plus impressionné dans le Gers, c'est que d'habitude on parle des gens, et l'on ne les voit pas ! On les n'a pas beaucoup vus ici, mais c'est par soucis du metteur en scène de ne pas les mettre en scène justement. Vous, vous l'aviez fait car c'est eux qui l'avaient demandé, cela les avait profondément changé, car ils se sentaient reconnus. Je peux en porter témoignage : ce que vous avez fait c'est vraiment de la transformation sociale. Il y a un chemin grâce à votre volonté, à Rodez, à Hoche... Vous l'avez prouvé bien au-delà

de ce que vous pensez, parce que vous avez mis en place un processus et ce processus va emporter tout le monde !

Marie-Noëlle Durand :

Pourtant je pense que c'est très fragile : dans notre métier, il est dit que l'intervention collective a autant d'importance que l'intervention individuelle, or dans les faits ce n'est absolument pas ça. C'est extrêmement fragile, et ce que l'on fait, on le fait en plus de tout le reste...

Je m'explique : au niveau du travail social et du diplôme d'assistante sociale, depuis un an, l'intervention auprès des publics en individuel en face à face, à même importance que tout ce qui est d'action sociale locale d'action collective. Ce qui n'était pas le cas auparavant puisque c'était essentiellement le travail en tête-à-tête. C'est une grande avancée car les étudiants sont formés à l'intervention collective, aux groupes, à l'animation de groupe, à la vision sur un territoire, au diagnostique... Mais en réalité après au niveau des emplois, dans les départements, on est pas du tout sur ces réalités-là... Et donc quand on met en place une action d'intérêt collectif comme cette action-là, c'est compliqué parce qu'on ne nous décharge pas pour autant de l'individuel...

Vincent Lalanne :

Je vais intervenir tout à l'heure, je suis responsable d'une structure culturelle, et je suis marié à une assistante sociale. C'est un entretien que j'ai très fréquemment avec ma femme ; votre profession est en train de faire un saut générationnel important, avec une nouvelle génération de travailleurs sociaux, d'assistantes sociales, qui travaillent sur des nouveaux modes de travail que n'ont pas les générations précédentes. À l'heure actuelle il y a un hiatus, entre le face à face (dans la vision traditionnelle de l'assistante sociale), et ce travail collectif qui n'est pas encore assimilé par l'ensemble de tous les travailleurs sociaux, ni par les institutions.

Pierrette Luche :

Je trouve que les politiques sociales actuelles n'encouragent pas le collectif et n'encourage pas une place pour les usagers, malgré la loi de 2002. Sur les nouvelles lois RMI, RSA, les choses sont très centrées sur la responsabilité individuelle : si tu es pauvre, c'est ta faute et débrouilles toi ! On va te faire de l'accompagnement social individuel et avec ça tu vas t'en sortir... Il y a effectivement un hiatus entre, ce que les futurs assistants sociaux vont apprendre dans les écoles, et ce qu'ils vont être à même de mettre en pratique au quotidien Et c'est en ça que dans notre travail, il faut choisir et il faut résister. **C'est en ça que cela devient une résistance.**

Vincent Lalanne :

Cet élément-là nous n'en avons pas la réception nous acteur culturel. Dans notre langage commun, dans cette construction commune de nos métiers, il faudrait avoir conscience de cela. Parce du côté du champ culturel se pose exactement les mêmes questions.

Un autre problème me paraît essentiel par rapport aux personnes concernées ; leur droit est extrêmement complexe : le droit à la famille, le droit à l'enfance, le droit du RMI...

Néanmoins ce face-à-face est indispensable, pour que les droits soient complètement acquis vis-à-vis de ces personnes, et que les personnes le comprennent et l'entendent.

Pierrette Luche :

Le face-à-face que nous avons avec les usagers est aussi teinté de ce regard qu'on a construit avec eux, parce qu'on travaille en collectif mais bien sûr on travaille en face-à-face. Nous sommes partenaires : nous faisons le tour du bureau, nous sommes à côté d'eux et cheminons

avec eux à leur côté et non pas en face, même dans l'application de politiques sociales très individualistes.

Jean-Louis Sanchez :

Vous êtes soumis à des injonctions contradictoires, vous recevez des instructions tous les jours qui vous demandent d'accentuer votre travail administratif, de contrôle... Quelqu'un disait ce matin si je suis fraternel c'est parce que je suis égoïste, c'est exactement ça : si vraiment on a envie de participer à la résistance de ce qui ne va pas dans notre société, on ne peut pas se satisfaire de cela, ni s'enfermer là-dedans.

Les travailleurs sociaux n'ont pas toujours été comme vous, dans une posture d'audace, d'action, il y a eu beaucoup de résistance ; ils ont parfois un rapport ambigu à la personne, l'individuel cela convient beaucoup, cela donne un rapport d'autorité à la personne... Faire du collectif, c'est souvent tard le soir... Donc il y a des résistances fortes.

En Meurthe et Moselle par exemple, lorsque je pose la question à deux assistantes sociales de leur éventuelle mise à disposition sur le DSL, elles refusent !

Ce que vous faites est plein d'espoir, car les institutionnels avaient besoin de vérifier que des gens se lançaient avec votre enthousiasme dans la mêlée. C'est ça qui peut faire bouger les lignes. C'est la qualité de ce que vous faites, même si c'est très difficile parce que nos décideurs ne sont pas du tout dans la cohérence : aujourd'hui on a deux jours magnifiques et il y a très peu d'élus, cela veut dire qu'il y a un vrai problème dans le personnel politique.

Assistante sociale, gens du voyage

Est-ce que votre action est définie sur un territoire ou sur l'ensemble du département, quelle est la proportion de travailleurs sociaux qui ont intégré la démarche, à quelle fréquence faites-vous ces ateliers ? Vous travailleurs sociaux cela vous demandent de faire partie d'un atelier à quelle fréquence ? Et est-ce qu'il n'y a pas un risque de devenir animateur professionnel de l'atelier qui modifierait votre façon de voir les choses ?

Marie-Noëlle Durand :

Effectivement au bout de 4 ans, cela évolue et cela pose question. Est-ce qu'il faut qu'on ait une autre place afin de prendre à bras le corps cette histoire de changement social ? C'est là-dessus que ce projet repose. Pour le moment ce n'est pas défini.

Il nous semblait important que du point de vue artistique, les choses soient réussies. Bien sûr, cela part toujours d'injustices vécues, mis en scène par un metteur en scène. Je dis cela parce qu'à Grenoble, il y a une chose semblable mais les collègues ont franchi le pas et elles sont animatrices, formées par un metteur en scène. Nous on ne l'a pas fait car on s'est dit qu'au bout de 6 ou 7 jours quand il s'agit de monter sur scène, il faut que la représentation soit de qualité. En plus, le forum-théâtre c'est vraiment très complexe.

On n'a pas fait le pas mais c'est une vraie question.

Comment cela a fonctionné : cela a démarré sur une circonscription, un territoire, actuellement toutes les personnes du département peuvent venir, mais c'est très compliqué de mobiliser des personnes pour faire un atelier d'expression théâtrale, alors que ce sont des gens très seuls, très inhibés...

La première idée, c'est que ce sont les personnes qui doivent venir, quelques fois accompagnées des travailleurs sociaux. On invite à venir sur les premiers jours d'initiation, car on a beau expliquer ce que c'est, on a eu beaucoup de résistance, de la part de nos collègues. Il faut du temps pour qu'ils voient ce qui se passe dans une expérience totalement différente avec les gens, en termes de relation, presque de proximité. Les travailleurs sociaux qui viennent en ressortent absolument convaincus. Amener les personnes sur un atelier de ce type-là est extrêmement compliqué.

Pierrette Luche :

Il y a 3, 4 ateliers par an, on essaie après de rester avec les personnes pour voir où elles en sont. Soit ce sont des personnes que nous suivons en individuel, soit ce sont nos collègues et l'on essaie de voir ce qu'ils sont devenus. Dans la construction du projet, on essaie le plus possible d'associer ces usagers à la construction du projet, mais cela prend du temps et on ne l'a pas toujours. Par exemple après chaque atelier, il y a une réunion de bilan où ils nous expliquent ce qui va ce qui ne va pas, ce qu'ils voudraient changer, c'est quelque chose à quoi l'on tient beaucoup.

Je suis éducatrice spécialisée de formation, actuellement sur un poste responsable politique ville, CG de l'Allier :

Je rejoins l'analyse qui a été faite à deux niveaux. On est avec des incohérences d'ordres ; on a des commandes qui sont affichées comme devant tendre vers. Mais quand cela arrive aux professionnels de terrain il n'y a aucune formation, aucun moyen, ou pas vraiment d'envie dans la transmission de la commande. On est avec ces ambiguïtés.

Les groupes de travailleurs sociaux sont du coup acculés à ces contradictions, et n'ont plus forcément envie, ou en tout cas ils ne comprennent plus grand-chose. Il faut que nous travailleurs sociaux, soyons très engagés, que nous donnions cette notion d'engagement pour les élèves qui sortent des écoles d'éducateurs ou d'assistants sociaux. Surtout que nous disions qu'il faut arriver sur ces terrains-là des publics précaires, avec des convictions. Nos convictions doivent être suffisamment fortes pour aller frapper à la porte de nos élus, mettre en place des groupes de réflexion, produire des écrits afin de raconter ce qui est du travail public et ce qui est de notre travail de professionnel au quotidien sur le territoire.

Collectif 12, l'équipe développe depuis 1998 des liens entre et avec les habitants de Mantes-la-Jolie et du Mantois autour d'expériences artistiques et de créations.

Frédéric Fachena : Co-directeur du Collectif 12, metteur en scène, comédien.

Le Collectif d'artistes est implanté dans une friche.

Frédéric Fachena nous raconte la genèse du Collectif 12 car elle est intéressante par rapport à la pérennisation d'une action culturelle.

Des artistes étaient impliqués dans des dispositifs, sur des politiques plus ou moins longues 1 an, 2 ans, sur des actions culturelles, avec des territoires, avec des partenaires institutionnels, sur des projets qui les mobilisaient, les impliquaient...mais artistes et public se retrouvaient à la fin de l'opération frustrés : que faire après? Cette frustration a permis à une douzaine d'artistes pluridisciplinaires de se rassembler : vidéaste, circassiens, artistes de rue, metteurs en scène, comédiens, écrivains. Tous avaient l'habitude de travailler sur ce type d'action, en lien avec des populations plus ou moins difficiles.

Ensemble ils se sont posés des questions qui commençaient par « et si on nous attribuait un lieu à long terme... » Comment impliquer le plus possible la population sur du long terme, dans le processus de création ? Comment inventer des objets artistiques, impliquant la population à des degrés divers ? Comment faire ensemble ? Car cela demande de l'engagement, et plus que de la compétence, **cela demande un engagement qui dépasse le professionnel**, avec parfois de grands doutes, de grands questionnements.

Et puis le miracle s'est produit : Mantes-la-Jolie qui avait une forte volonté politique de travailler sur cet axe leur attribue cette fameuse friche.

Frédéric Fachena nous décrit Mantes-la-Jolie, il y a 10 ans. Cette ville donnait l'image d'être sinistrée, car tous les problèmes de la société se retrouvaient : les problèmes de banlieue « types », mais aussi des faits-divers particulièrement marquants : l'infirmière qui avait euthanasié une dizaine de patients à l'hôpital de Mantes, l'abbé extrémiste de droite qui avait laissé partir des scouts sur la mer et qui se sont noyés...

Pour les artistes, être au cœur de l'histoire de la société était très riche. Ils se sont donc installés dans une friche, un ancien entrepôt, lieu étrange, avec des bureaux, des appartements, un grand hangar...

Pour revenir au cœur du débat, il est intéressant à noter que le Collectif 12 a été soutenu par la chargée des affaires culturelles de la ville qui était elle-même issue du monde du social et avait déjà mis en place dans les années 90 des projets « cultures sociaux ».

Pour elle, il était primordial qu'un collectif d'artistes pluridisciplinaires s'implante au cœur de ce territoire, dans une friche se situant entre la jolie ville blanche de Mantes-la-Jolie, et la ville colorée du Val Fourré qui est une des plus grandes cités d'Europe avec 20 000 personnes, deux populations qui ne se mélangeaient pas ne se rencontraient pas....

Frédéric Fachena insiste sur le fait que cette implantation n'aurait pas pu se faire sans ce fort soutien politique.

L'équipe a dû prendre en compte les particularités de ce lieu très grand et très beau, mais inadapté à au théâtre, à l'accueil du public : il a leur donc fallu inventer un processus pour rencontrer le public et pour aller vers lui. Des d'actions ont été mises en place, en partenariat avec les associations, les acteurs locaux, les autres acteurs culturels, les maisons de retraites, les écoles, les lycées... Une multitude d'actions diverses et variées, plus ou moins longues, mais qui avaient l'avantage de se reprendre, se pérenniser, se transformer, passer d'un dispositif à un autre, de se compléter.

Frédéric Fachena admet que le collectif a commis **une erreur fondamentale** en acceptant le budget événementiel parce qu'il n'y avait pas de budget particulier pour leur action. Ils se

sont retrouvés à prendre ce gros budget et à devoir inventer un grand événement à la fois spectaculaire mais aussi impliquant les populations, dans un délai très court, en essayant de mobiliser tous les acteurs socio et associatifs. Faute de temps, subissant des pressions économiques et même politiques, les choses ont été forcées dans leur rapport, à l'inverse de l'aventure menée à Rodez.

Plus haut il a été évoqué les problèmes d'instrumentalisation du social par le culturel, ou de culturel par le social, ici c'est l'équipe artistique qui s'est fourvoyée. D'ailleurs il a fallu des années pour repartir sur de bonnes bases. Même si l'événement n'avait pas un budget si énorme, la plupart des associations les suspectaient d'avoir vidé les caisses de la municipalité. Ils étaient identifiés comme étranger car parisiens vivant à 40 Km de Mantes ! C'est assez beau que les populations stigmatisées alors qu'elles sont là depuis des générations renvoient facilement la notion de l'étranger, notamment les associations ethniques...

DÉBAT AVEC LA SALLE

Jean-Louis Bernard :

Est-ce que vous avez le sentiment que c'est le collectif qui est en permanence une force de proposition, et que vous avez décidé que c'était dans ce territoire-là que cela se passait ?

Frédéric Fachena :

Oui nous pouvons saisir des opportunités. Lorsque le CG fait un grand événement « l'Afrique en Yvelines », et que cet événement intéressant s'installe à Saint-Germain-en-Laye avec des grosses machines ... Nous nous emparons du projet en le transformant : on va travailler avec de jeunes metteurs en scènes africains pour leur donner des résidences, des moyens... Puis nous sollicitons le CG en leur présentant notre démarche sur le territoire avec des événements décentralisés, sur notre lieu mais aussi dans les centres sociaux, les écoles... Cette démarche invite par exemple le travail des plasticiens africains qui habitent dans le quartier.

L'autre dimension du travail qui me semble importante au-delà d'intégrer les populations dans le processus de création, c'est de faire entendre la langue ou une certaine langue maternelle, par exemple l'Arabe. Aussi certains de nos spectacles ont été créés avec des acteurs bilingues, avec des parties en Arabe, et loin d'être anecdotique cela change le rapport. De même beaucoup d'acteurs qui sont sur nos plateaux sont d'origine maghrébine ou africaine, et ce n'est pas si fréquent. Ainsi des jeunes sont venus voir Bérénice avec deux acteurs d'origine africaine et un acteur marocain.

Dans cette démocratisation de la culture, il faut réfléchir à de nouvelles manières de programmer, de se rapprocher, d'inventer la représentation.

Dernier point : la grande fragilité, la précarisation. Jean-Louis Sanchez le disait hier, il y a la précarisation des pauvres et de la misère autour de nous, mais il y a aussi l'inquiétude des stables qui se sentent en situation de difficulté et les artistes sont en première ligne. **Le statut de l'artiste est de plus en plus complexe, les nouvelles conventions collectives sont catastrophiques pour tout ce qui est de l'ordre de l'artiste qui travaille hors d'un système classique ce que l'on appelle « hors plateau ». C'est le cas par exemple pour tous les comédiens de la friche de Mantes-la-Jolie. On va lui dénier le droit de faire une fiche de paye en tant qu'artiste quand il ne sera pas sur un plateau. C'est-à-dire qu'on ne pourra faire une fiche de paye à un artistique que s'il est dans la représentation. Toutes les heures de ce type de travaux ne seront pas comptabilisées pour l'intermittence du spectacle. Voilà le vrai questionnement : comment les artistes vont pouvoir continuer à s'impliquer dans le jeu social, dans toutes ces actions sociales et culturelles dans ces**

nouvelles règles? Je ne sais pas, administrativement j'essaie d'y répondre pour essayer de trouver des solutions, mais pour l'instant je ne vois que la délinquance astucieuse.

Nicolas Dupas, administrateur de Tabularaza une compagnie Toulousaine.

Est-ce que vous ne créez que pour Mantes, pour la région parisienne, pour le national ou d'autres cités?

Frédéric Fachena :

Nous créons des événements uniquement pour Mantes la Jolie, des événements urbains qui ont pour vocation de rester sur le territoire, et d'autres spectacles qui ont vocation à *tourner* dans les circuits traditionnels. Le Collectif 12 fait partie du réseau très dynamique ; *les Nouveaux territoires de l'art ou « Autre part et Art Factorys »*. **Ils répertorient toutes les expériences dans des friches de France et d'Europe ; de plus en plus d'expériences émergent où des artistes, des opérateurs investissent des lieux en friche, souvent dans des zones difficiles, et mettent en place des projets artistiques innovants en lien avec les populations.** Ce sont des lieux ressources importants pour toutes ces actions.

Le Collectif 12 est une pièce parmi d'autres, et l'on peut dire que choses qui ont bougé dans les dix dernières années, parce que ce type de démarche est devenue un modèle puisque même la ville de Paris vient d'en créer un institutionnellement avec le fameux 104 : l'institution s'en empare de ce type de démarche.

Fred Sancerre :

Je travaille à « Derrière le hublot », une association qui est à Capdenac Gare dans l'Aveyron (<http://www.derriere-le-hublot.fr>).

Vous faites référence aux nouveaux territoires de l'art, cette appellation a été donnée à la suite du rapport commandé par le secrétariat d'État attaché au ministère de la culture de Mme Tasca, Michel Duffour.³

Deux choses qui me paraissent importantes :

- Dans tous ces lieux qui se situent à la frange de l'action culturelle, il s'invente un nouveau rapport à la population, on parle de population et plus de public. **C'est très important dans le secteur culturel à un moment de ne plus parler du public, ni même des publics, mais de la population, des gens et même des habitants.** Dans tous les lieux de spectacles, il y a des personnes qui sont chargées des relations avec les publics : ils sont chargés de « RP »! On arrive même à gommer le nom de public. C'est symptomatique d'un malaise qu'il y a dans le spectacle vivant... Alors qu'il y a des démarches comme celle du Collectif 12 dans lesquels on parle de population et des habitants
- Seconde chose importante dans le rapport « L'extrait », *une nouvelle époque de l'action culturelle*, il est dit aussi que pour toutes les démarches dont nous parlons, il n'y a pas une méthode, mais c'est effectivement dans l'expérimentation locale, dans le type de partenariat, que se tissent localement les actions (on le voit avec l'expérience de la MJC, avec Elie Briceno...). **C'est l'expérimentation qui est la clef de la réussite mais on ne peut pas dégager de méthode derrière ; elle sera différente selon le territoire sur lequel on va se trouver....**

³ Rapport « L'extrait » : *une nouvelle époque de l'action culturelle*.
(<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/lextrait/lextrait.htm>)

Frédéric Fachena :

Nous mettons beaucoup d'espoir dans ce rapport, concernant notamment les financements qui reconnaîtraient notre type de travail. Or le rapport a été totalement enterré. Nous sommes aujourd'hui financé par le ministère de la culture au titre de compagnie ayant un lieu, ce qui n'a rien avoir avec ce nous sommes...

Jean-Louis Bernard :

On s'aperçoit de plus en plus que ces choses-là vont être gérés par les départements, les régions et les communes. L'état ne s'est jamais emparé de tout ce travail de proximité, en revanche la montée en puissance de ces politiques culturelles devrait permettre aux institutions des collectivités territoriales de s'en emparer.

Nelly Lopez, MJC :

Il y a quelque chose qui est absent depuis ce matin, c'est l'économie de ces projets. Parce que c'est différent s'il y a des financements croisés, si c'est public, si c'est privé, si les gens eux-mêmes apportent une contribution d'une façon ou d'une autre et c'est une dimension qui manque. Car aujourd'hui, on sait que le ministère de la culture va être chargé de la réglementation et des diplômes, c'est plus un ministère qui va travailler sur des contenus, sur des orientations politiques. C'est un peu par hasard à midi que j'ai su que pour le projet de ce matin, la direction départementale du travail avait financé une partie du projet de ce matin. Mais c'est très important, parce qu'un projet qui est financé par dix seul organisme où qui est financé par dix n'a pas la même force institutionnelle.

Frédéric Fachena :

En toute transparence :

- Subvention de la ville importante et mise à disposition des locaux,
- Subvention de la DRAC relativement importante sur la création,
- Subvention de la Région Ile de France qui fait un gros travail en favorisant la permanence artistique sur des territoires avec des fléchages sur des salaires et sur des postes d'intermittent du spectacle ou sur des postes fixes,
- Subvention de la communauté d'agglomération qui prend de plus en plus d'importance et qui met au centre la culture (étonnamment, un subventionnement important 50 000),
- Subvention du CG 50 000€ plus de l'aide aux projets
- Tous les dispositifs de l'aide à la création : MDTS, ARCADIE
- Politique de la ville, à l'époque : préfecture ville ministère
- Ministère des affaires étrangères parce que l'on fait beaucoup de résidences d'artistes étrangers
- Culture France sur des billets d'avion
- AXE
- Fondation de France
- Caisse des dépôts et consignation
- Fondation Abbé Pierre, sur des projets d'ateliers avec les gens du voyage

Bruno Houllès :

Pour continuer la liste, j'ai tenté auprès de la DRAC, mais ça n'a pas fonctionné ! Fort soutien des collectivités territoriales notamment de la ville de Rodez, de la communauté d'agglomération qui se sont engagées sur des projets. Au travers de la mission locale et départementale, il y a eu des financements alloués par le ministère du travail et des affaires sociales. Il y a eu des propositions plus pointues sur le territoire rural, via le pays mais des

fonds alloués par la région, donc on est passé directement par le pays. Ensuite il y a eu des propositions beaucoup plus ponctuelles avec les déficients sensoriels qui eux dans un cadre associatif ont payé une prestation de service, proposé par la compagnie mais en lien aussi avec la création, je cois que je n'en ai pas oublié, si ce n'est que la DRAC n'était pas là...

Comme une fleur sur le bitume : une action, comprenant la réalisation d'un court-métrage, menée par l'Association Départementale du Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA), auprès des jeunes filles du Quartier du Dr Ayme à Cavaillon.

Georges Leclerc, Directeur du service de prévention spécialisée de l'ADVSEA.

On va passer du champ culturel à l'action sociale, avec une association de prévention spécialisée, une sauvegarde dans le Vaucluse qui développe des actions spécialisées sur tout le territoire. **Georges Leclerc** introduit les propos de son collègue chef de service sur le territoire Sud Vaucluse.

Pour placer cette intervention il faut rappeler que le tout travail dont on va vous faire part se **résume en une succession de rencontres.**

Rencontre entre des éducateurs et des jeunes, entre des éducateurs et une compagnie théâtrale, entre des jeunes et des artistes, entre le champ culturel et un mode d'intervention spécifique d'action sociale.

Le champ culturel est un moyen de lutte contre les inégalités d'origine socioculturelles, c'est aussi un mode spécifique d'action sociale : **la prévention spécialisée.** Cette mission est d'abord la lutte contre toutes les formes d'inadaptation sociale des jeunes. Cette lutte est menée par des « éducateurs de rue », dans le langage européen les « street walkers ».

Tout se rencontre : le handicap social et l'art, l'art et l'individu, la culture, la création, l'expression, la production de sens, la production d'échanges, l'individu dans sa quête à être réhabilité, l'individu dans sa quête de développement personnel, l'individu dans sa création et dans son expression. C'est la rencontre entre le monde des inclus et des exclus.

La culture d'hier était aussi la culture des inclus, ce n'était pas la culture des exclus. C'est la rencontre entre l'art et l'éducation, l'art en tant qu'outil pédagogique, qui favorise l'autonomie, la curiosité, le sens critique. C'est la rencontre entre l'individu et son environnement ferment du lien social, qui fait l'objet de ce colloque.

Xavier Ribouchon, chef de service de prévention, chef de projet, prévention spécialisée dans le sud Vaucluse, présente son intervention sur ce territoire puis aborde les choix qui ont été faits. Dans ce projet c'est l'éducation et la culture qui se mettent au service du vivre ensemble. Elle est particulièrement remarquable car c'est une initiative habitante de jeunes filles de quartier qui vient au service du lien social.

Il y a eu trois phases à ce projet :

- La première : la création des conditions d'une rencontre (entre des jeunes, des éducateurs, et des jeunes et des artistes) qui a duré 6 mois.
- Puis une phase où l'accompagnement et la culture se sont mise au service de la rencontre
- Dernière phase, peut-être la plus longue, celle des financements et des négociations. Trois mots ont ponctué cette intervention : temporalité (une action de 4 ans et qui n'est pas terminée), relation éducative et la rencontre.

Alors qu'il n'était pas présent à l'époque **Xavier Ribouchon** relate l'expérience de l'équipe de Cavaillon et revient sur **l'historique**.

Cette action s'est déroulée sur le quartier du Dr Ayme à Cavaillon, qui est un quartier en zone urbaine sensible. Cette intervention était toute récente de la part de l'équipe d'intervention spécialisée ; l'équipe est arrivée en avril 2004. Le projet débute en mai 2004 et tout de suite le vecteur culturel a été un support à cette intervention. Lors de son arrivée, l'équipe des éducateurs de prévention spécialisée ont fait connaissance avec un quartier très stigmatisé par l'ensemble de la population pour des difficultés réelles ou non, mais marqué par une difficulté : la fermeture du centre social suite qui a brûlé à des actes de violence. **Il n'y a donc plus de centre social, plus de présence institutionnelle.**

Très vite, les éducateurs ont eu la démarche « d'aller vers » : ils ont fait du travail de rue, ont rencontré les jeunes en bas des immeubles, et travaillé sur ce public jeune.

L'expression de ces jeunes était telle qu'**il a fallu trouver un espace cadré**, qui soit construit avec d'autres acteurs : quelque chose qui puisse donner du sens à cette **action mais aussi qui puisse canaliser cette agressivité et cette parole qui était très forte.**

Les éducateurs ont eu la démarche de se donner un temps de réflexion et de se questionner : qu'est-ce qui va pouvoir être partagé par tous les acteurs autour de l'émotion, la sensibilité, la recherche de sens et la rencontre ? Très vite, il est devenu évident qu'il fallait créer une coopération avec des acteurs du secteur culturel et des contacts ont été pris avec la compagnie Artisans car ils avaient une maîtrise de ces jeux, de l'émergence d'une parole. Ils pourraient la canaliser, aider à la mettre en mots, et participer ainsi dans la recherche du sens de la parole, des propos posés par les adolescents.

Il est important de noter **que cette compagnie avait à la fois un savoir faire en matière culturelle en tant qu'artiste, mais également un savoir être, car sans cela, cette coopération aurait été impossible.**

Il est important de noter qu'au cours de l'élaboration de ce projet d'autres personnes du milieu culturel ont été rencontrées : le savoir faire était là mais le décalage entre l'intervenant culturel et les publics était trop fort, le savoir être manquait. **Xavier Ribouchon** note que sans cet engagement (qui ne remet pas en question la qualité artistique de la compagnie), sans cet engagement humain la réussite de ce projet aurait été certainement compromise.

Très rapidement, les jeunes garçons du quartier et les jeunes filles tous issus de l'immigration, ont travaillé ensemble à la prise de parole, sous forme de scénettes : un recueil écrit de la parole de ces jeunes a été élaboré.

Mais très vite, le groupe de jeunes filles s'est senti écrasé par la place des jeunes hommes.

Deux groupes se sont alors dissociés afin de mener un travail différent : d'un côté un travail d'écriture autour d'un journal, et de l'autre un travail plus spécifique avec les filles autour de l'expression leur parole et de leur souffrance.

Deuxième phase c'est la rencontre entre la culture classique et l'expression des jeunes filles. Le texte d'Antigone va opérer un rapprochement entre la souffrance des jeunes filles, et l'expression de cette souffrance.

Le travail est engagé à raison d'une ou deux séances par semaine de 2 à 4 heures, afin de dépasser le partage de cette souffrance entre elles, pour la transmettre à l'autre. Ce travail va bousculer tout ce qui se passe autour d'elles, dans leur quartier mais aussi sur le territoire ... Cela s'est traduit par des écrits de qualités, avec l'aide du metteur en scène. Puis une volonté de tous (jeunes filles, artistes, l'équipe d'éducateurs) est née : celle de travailler autour de l'écriture d'un scénario, autour d'une adaptation d'Antigone par les jeunes filles du quartier.

À ce moment, **Elie Briceno** prend la parole pour préciser l'idée abordée de « *partir de l'envie des jeunes* » ou pas.

Lorsque la compagnie Artizans a proposé du théâtre, puis Antigone, cela ne partait pas d'une envie collective des jeunes filles. L'hypocrisie serait de dire le quartier était enthousiasmé à l'idée de faire du théâtre... Antigone, était au mieux une obligation scolaire et mais c'était surtout un texte inconnu.

L'intérêt pour ce que les jeunes filles avaient à dire, et à écrire était bien présent. Mais l'auteur aussi avait envie de partager son écriture avec elles. Alors **Elie Bricénot** leur a proposé un « marché » : accepter de travailler sur un texte Antigone, sur leur écriture, et enfin sur son écriture. L'intérêt était de faire circuler et de faire des échanges entre ces trois pôles. On voit bien que l'envie n'était pas le point de départ de la démarche. **Élie Bricénot** tient alors à sortir **d'un cliché : elles n'avaient en aucun cas envie ni l'une ni l'autre de faire du hip-hop, ou du rap et cela n'a jamais été demandé. Elles avaient envie d'écrire un texte, elles avaient envie de parler du mariage forcé**, parce que c'est ce qui avait émergé du collectif, mais elles n'ont pas demandé à mettre du hip-hop, ni de la musique rap. Néanmoins, la personne qui a fait le film est un autre partenaire culturel, il en a mis un peu parce que c'était des filles de quartier et qu'il fallait qu'il y en ait... Voilà, là on a une divergence culturelle de fond... **Il est parfois difficile d'avoir envie de ce qu'on ne connaît pas, et il est parfois difficile d'exprimer son envie face à des gens qui sont persuadés savoir l'envie que vous avez...** Toute la création s'est passée dans cette rencontre, et le court-métrage montre bien cette conjugaison d'écriture entre Antigone de Jean Anouilh, les jeunes filles, et celle d'Elie Brincenot, cette écriture se mixte et ce mélange.

Puis Xavier Ribouchon précise deux aspects : celui d'**Elie Bricénot**, et celui des professionnels du social. **Il y a effectivement cette rencontre et cette envie de transmettre de la part d'une compagnie et pour les éducateurs de prévention, il y a tout ce travail d'accompagnement individuel.**

C'est-à-dire qu'en parallèle du travail de mise en mot, de cette réflexion, les travailleurs sociaux travaillent sur la problématique des filles dans une rencontre, dans une relation... D'autres rencontres se sont produites avec des comédiens d'autres sites, avec d'autres cultures comme celle de l'Afrique...

Un travail de confrontation au principe de réalité de ses jeunes filles a été mené.

Puis un équilibre s'est installé entre l'expression qu'elles arrivent à donner, les messages qu'elles sont capables d'entendre au cours des mois et des années, et toute la démarche qui est faite sur le terrain dans l'accompagnement par les éducateurs de prévention. Et c'est sur cette coopération sur cette complémentarité, qu'on arrive à quelque chose qui est vraiment efficace et de qualité.

Georges Leclerc nous rapporte une anecdote : lorsque le travail s'est engagé avec les éducateurs et avec la compagnie Artizans, il a été alerté sur le fait qu'il n'y avait pas de lieu pour faire ces ateliers d'écriture.

Dans le quartier de Cavaillon, qui s'appelle le Dr Ayme, la MJC existe et tient lieu d'ailleurs de maison de la culture, mais la porte leur était close au motif qu'ils allaient ramener la racaille du quartier! Et pourtant le travail qui était en train de s'engager dans la relation éducative était un travail culturel !

C'est donc Georges Leclerc qui fait la démarche de rencontrer le directeur de la MCJ et le convaincre n'a pas été très simple !

Il est étonné de voir que la MJC de Rodez semble plus convaincue, alors qu'elle est en centre ville que celle de Cavaillon pourtant en périphérie : il y avait bien des activités (hip-hop, danse classique...), mais destinées aux familles de Cavaillon, pas à ce public d'exclu.

Puis une convention de partenariat a été signée, ainsi ils ont obtenu un espace de travail.

Xavier Ribouchon revient à la troisième phase du scénario : la réalisation. Il leur fallait travailler une trace autre que l'écrit et donc sur la réalisation de ce court-métrage. Mais court-métrage, cela veut dire financements ... Après des échecs au niveau des partenaires (collectivités locales et territoriales...), et beaucoup de déceptions un réalisateur leur explique qu'il est prêt à prendre les risques parce que l'action est innovante.

La démarche est lancée avec un minimum financier permettant le tournage du film, mais sans le soutien financier des partenaires. En revanche cette dynamique et la démarche de réalisation, ont permis de prendre des personnes de la société civile pour des autorisations de tourner dans certain lieu : le port autonome de Marseille, l'hôpital de Cavaillon. Un directeur d'hyper marché, et certains acteurs de la vie locale ont fait le pas pour permettre la réalisation de ce court-métrage.

Xavier Ribouchon nous explique que le réalisateur a vécu une rencontre « terrible » en se confrontant à la réalité du quartier. Il est venu pour filmer une scène du quartier, mais il est resté avec ses représentations ... il n'a pu rester que 10 minutes car des gamins de huit ans lui crachaient dessus ; il leur renvoyait autre chose que ce qu'ils avaient été habitués à recevoir avec la Compagnie Artizans. Ils ont ressenti, que là, ils étaient exclus de cette démarche. Mais heureusement le film s'est quand même réalisé.

Il est remarquable de voir que sur cette commune qui n'avait pas de réseau d'acteur, sans maillage comme on peut en rêver sur ces territoires d'intervention, un groupe de filles, originaire d'un quartier bouscule tout cela et montre le chemin aux adultes et aux partenaires. Effectivement, si tous nous allions nos forces, la qualité émerge. **Il n'y a pas que le politique, il n'y a pas que les institutionnels qui peuvent penser, les habitants ont aussi une force de création** et elle peut-être relayée : **ici c'est une initiative de jeunes filles, au service du lien social et de la société civile.**

Le film aujourd'hui il a été tourné, et ce sont les financeurs qui demandent à compléter le budget ! Ils ont vu le film, ils se sont rendu compte de la qualité, ils croient à nouveau à cette parole de jeunes filles habitantes. La tendance a été inversée par le travail de la culture, de l'éducation spécialisée, et d'un collectif de jeunes filles sur un quartier.

Puis **Georges Leclerc** revient sur l'économie du projet. Cette opération a débuté, il y a 4 ans, et il a fallu dès le départ mobiliser un certain nombre de moyens, pour rémunérer les professionnels qui s'y associaient. Des moyens spécifiques ont été alloués pour conduire l'action de prévention spécialisée par le département du Vaucluse, puis les moyens du conseil régional ont été sollicités.

L'argument du travail entre le lien culturel et l'action sociale n'a pas été développé dans un premier temps pour recueillir les budgets, mais en faisant état des besoins de moyens pour développer l'outil « chantier éducatif » au titre de la prévention spécialisée
Et c'est seulement aujourd'hui, que **Georges Leclerc** peut commencer à solliciter des moyens au titre d'une coopération entre les acteurs du culturel et les professionnels de l'action spécialisée.

Laurent Monnier, président de la compagnie Artizan :

Sur ce projet-là, j'étais éducateur de rue à l'ADVSEA.

Je voulais juste faire un ricochet par rapport à la fameuse phrase d'Elie sur l'égoïsme, qui n'est pas du tout une crise caractérielle de sa part ! Ce projet a pu se réaliser parce qu'il est exigeant dans le travail auprès ces quartiers. Et pour revenir sur le rôle bien défini de chacun : à aucun moment, je n'ai fait du « culturel », et j'en suis bien incapable d'ailleurs, à aucun moment Elie a fait l'éducateur, on a tenu chacun notre place dans nos exigences. Moi j'étais dans un rôle professionnel et pas militant, ce qui n'est pas la même chose à mon avis, et Elie était dans un rôle artistique. Et ces deux conjugaisons nous ont conduit à être exigeant par rapport au produit que l'on amenait aux jeunes de ce quartier. C'est aussi ce qui résulte de la réussite de ces projets-là.

Maliya Raya, animatrice jeunesse dans un des quartiers de Rodez et employée par la mairie :

Pour ce projet réalisé en 2004, quel a été l'impact pour ce quartier jusqu'à maintenant ? Est-ce qu'il y a eu des évolutions, est-ce que cela a pu faire bouger certaines choses, est-ce que vous avez réalisé un projet avec les garçons, et est-ce que vous avez pu mixer les deux publics ?

Xavier Ribouchon :

Le projet a effectivement pris source en 2004, il est encore en cours. Au moment du tournage, un certain nombre de garçons étaient présents notamment pour de la figuration. Ce qui était important pour nous car sur la question du mariage forcé, les garçons avaient une place à prendre dans cette dynamique de projet. Il ne fallait pas qu'on les mette de côté. Aujourd'hui nous travaillons à la promotion de ce court-métrage, et il y a toute une dynamique de chantiers éducatifs où sont associés jeunes garçons, jeunes filles, tout le monde est porteur du projet et cela ne se limite pas aux 15 filles qui ont travaillé sur l'écrit, et aux 4 filles qui ont joué. **C'est un projet dont se ressaisit l'ensemble du quartier.** Et bien plus que cela, puisque les pères et les mères qui sont présents... C'est une initiative qui a permis d'en construire d'autres. Aujourd'hui ce quartier s'ouvre, il n'est plus cloisonné sur le site, il y a une ouverture sur le centre ville, il y a vraiment une dynamique d'ensemble qui se construit à partir de cette expérience-là. Elle a fait levier pour le reste du quartier. Par exemple, on a vu des mères à l'occasion de la fête de la musique de la ville, mettre en place une action autour des contes orientaux, une présentation d'un mariage « traditionnel » avec des musiques traditionnelles aux portes de la ville. Elles offraient des pâtisseries orientales et du thé à la menthe à **l'ensemble des habitants de Cavaillon, il y a encore un an et demi ces mêmes habitants leur auraient jeté des pierres. C'est une dynamique de lien réel : aujourd'hui les mamans s'exposent au cœur de la ville, une ville qui ne les a pas soutenues jusqu'alors ! Quelque chose est en train de s'inverser complètement et c'est parti d'une initiative habitante : je crois que la réussite est là.**

Georges Leclerc :

Cavaillon, dans les dernières consultations électorales, détenait en France, le record du vote Front national

Élie Briceno :

Aujourd'hui la scène nationale de Cavaillon reçoit ce public-là, vient chercher ce public-là pour des spectacles... Quand on est arrivé, il y a quatre ans, il y avait un fossé, le mot est faible, entre la scène nationale et ces publics-là. Aujourd'hui les mamans de Cavaillon vont au théâtre avec leurs enfants. Cela a amené la scène nationale à regarder de près le territoire sur lequel elle était implantée.

IV/ SYNTHÈSE DES TRAVAUX : DE L'EXPERIMENTATION A LA CONSTRUCTION DE POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALISEES.

La table ronde aura pour but de faire une synthèse politique de ces deux jours de travaux.

La première journée était destinée à donner à tous et de le vérifier, un **argumentaire sur l'importance de l'implication forte de la culture dans la problématique du lien social** et donc sur l'articulation de la culture et du social.

Pour **Jean-Louis Sanchez**, la précarité aujourd'hui est massive ; elle est également relationnelle et identitaire.

De plus en plus de gens sont dans l'exclusion du fait de leur isolement social, de leur absence de repaire éducatif, et de leur absence de lien avec la culture.

La culture est entendue ici au sens précis mais aussi dans un sens plus large du terme, puisque beaucoup ont parlé d'éducation populaire.

Cette relation « précarité – culture » est extrêmement forte en ce qui concerne les publics précarisés mais aussi sur la totalité de la population. Comme le dit **Joël Roman** : aujourd'hui nous sommes dans un processus de recomposition complète de la société.

Nous avons essayé ensemble de mesurer si cette demande d'implication était possible. Et nous avons vérifié dans les expériences, notamment avec celle de Rodez, combien des démarches qui paraissaient utopistes et difficiles pouvaient bouleverser les rapports entre les partenaires dans le département et commencer à briser d'autres cloisonnements.

En revanche, le cloisonnement qui n'a pas encore été ébranlé est celui des acteurs culturels et de l'ensemble des acteurs sociaux, même si ces derniers sont impliqués dans les missions locales, dans la prévention spécialisée... Mais en même temps l'absence des professionnels médico-social est encore une réalité.

Inversement les grandes forces culturelles ne s'impliquent pas toutes dans leur relation au social. C'est pourquoi nous avons salué avec enthousiasme l'exemple de Lyon, extrêmement rare, qui essaie dans son projet social global, d'impliquer les mastodontes de la culture comme son opéra....

En revanche, **Georges Leclerc**, directeur de la prévention spécialisée de la Sauvegarde du Vaucluse, nous expliquait que la MJC n'était pas disponible pour accueillir des publics dit en difficulté : on est bien aussi là dans une difficulté au niveau du culturel.

Le social n'est pas obligatoirement acquis, le culturel non plus.

La table ronde s'inscrit à la fois dans ces signes positifs : **il y a des choses extraordinaires, l'investissement dans ce secteur-là est un investissement à très forte rentabilité sociale.**

Pourtant, nous ne sommes pas convaincus que cela va durer, et c'est tout l'intérêt de la table ronde cet après-midi car les disfonctionnements et les cloisonnements sont immenses.

Nous voyons aussi sur le plan national, **une très forte difficulté, à investir ces questions de précarités, dans leurs transformations et de nouvelles réponses à la précarité** : le développement social reste un concept de professionnels... Le mot de Fraternité a su mobiliser la classe politique, mais les médias semblent refuser de créer un débat autour de notre devise républicaine.

Il y a une grosse difficulté à impliquer le politique et le médiatique dans la réflexion sur l'éducatif, mais aussi une difficulté financière. Cette grande difficulté à trouver des financements a été très bien décrite par tous les intervenants et pourtant, le préventif est moins coûteux. Quand un enfant est en danger cela coûte extrêmement cher ; il faut le placer, il faut investir des sommes colossales. Il vaudrait mieux faire de la prévention que dépenser ces sommes-là.

La troisième difficulté c'est **l'absence d'articulation entre les partenaires.**

Cela peut arriver qu'autour d'un projet, différents partenaires travaillent ensemble... mais c'est rare. Mantes-la-Jolie est un exemple atypique : le président du CG et le Maire étaient le même, ce qui facilite les choses... En revanche l'articulation entre le département, le communal, l'intercommunal, la région... reste très difficile et cela finit par démotiver.

Or fort heureusement le débat est ouvert en France, sur la vulnérabilité car nous sommes extrêmement vulnérable. Il faut donc réagir face à cette vulnérabilité, il ne faut pas attendre que les pouvoirs publics s'investissent pour agir : nous devons agir nous en tant que citoyen, quotidiennement. **Le débat est ouvert sur le rapport de la femme et de l'homme et de la république.**

Rarement dans des enceintes publiques la question est posée en ces termes : **quelle République veut-on ? Et l'idée d'une République locale commence à intéresser : le maintien des grandes valeurs de la République, mais avec une déclinaison de plus en plus territoriale. Les élus locaux ne sont-ils pas mieux placés pour préserver les grands enjeux de la République** que certain responsable national, parce que la complexité se gère souvent dans la proximité.

Bernard Seillier, Sénateur, Vice-Président du Conseil général de l'Aveyron, Président de la Mission locale du département de l'Aveyron

La culture fait la synthèse du lien avec soi-même, avec les autres, avec ce qui est sous soi, avec ce qui est au-dessus de soi... qu'on l'appelle dieu, qu'on l'appelle transcendant, humanité avec un grand H.

Le cœur de ce qui motive un engagement politique est cette vision et le souci de ne pas assister comme spectateur passif à une dislocation du lien social.

La culture c'est en fait la caractéristique des liens sociaux ; c'est **la culture qui fait la synthèse du lien avec soi-même, avec les autres, avec ce qui est sous soi, avec ce qui est au-dessus de soi... qu'on l'appelle dieu, qu'on l'appelle transcendant, humanité avec un grand H.** C'est cette relation avec les autres, avec soi-même, avec au-dessus et avec en dessous, c'est-à-dire l'environnement animal, végétal, minéral, et c'est tout le problème de l'écologie.

Le propre de l'homme, c'est de cultiver ses relations. C'est pourquoi on a l'habitude de parler le lien social, il est préférable de parler des liens sociaux. En effet aucun d'entre nous, pour nous relier, ne possédons qu'un lien ; relations marchandes, juridiques, fiscales, associatives... C'est bien parce que nous avons une multitude de liens avec les autres qu'il y a un tissu social, qu'il y a une véritable société.

Il est intéressant de relever l'analogie qui existe entre des pathologies du corps, physiologiques et les pathologies sociales. Historiquement, le développement du cancer et du sida, est aussi révélateur sous forme de miroir et de façon symétrique, de la prolifération de

mécanismes qui nous échappent comme les cellules cancéreuses, les sociétés sont incapables de se protéger elles-mêmes contre les agressions. Donc il y a une faiblesse de nos propres organismes sociaux pour nous protéger.

Concernant la technologie, **Bernard Seillier** nous rapporte une démonstration saisissante de Bill Gates qui dressait dernièrement les perspectives de développement des nouvelles technologies et de l'informatique en particulier.

Très prochainement nous serons tous reliés les uns aux autres. Mais sur les 6 milliards d'êtres humains, il y en a 2 milliards pour lesquels cela ne pose pas de problème de vivre cette évolution, il y en a 2 milliards qui suivent avec un peu de difficulté, et il y a 2 milliards qui sont totalement exclus. On ne peut pas imaginer, sauf catastrophe, qu'il y ait 2 milliards qui restent totalement exclus de l'accès aux soins, de l'accès à l'éducation, de l'accès à la technologie...

Il faut donc que le capitalisme soit créatif, mais qu'est-ce que c'est que le capitalisme créatif ? Cela a été souligné récemment à Davos : les entreprises doivent s'occuper de concept global en prenant en compte leurs responsabilités sociales et environnementales. Autrement dit, prendre en compte ces problématiques majeures : le lien social, la culture, le social, la politique, l'humain, et celui qui fonde comme l'indique le sous-titre de ce forum, le vivre ensemble. C'est exactement le cœur de notre problème : comment vivre ensemble, dans les conditions techniques, technologiques qui sont les nôtres d'évolutions de l'économie et d'évolution de la société?

Pour terminer, le Sénateur revient sur son engagement dans la lutte contre l'exclusion, car pour lui un des drames c'est la pauvreté. Il y a vraiment un problème de ressources, on le voit aujourd'hui, pour des gens qui ont des contrats de travail, qui gagnent leur vie, qui sont apparemment insérés dans la société, mais avec un niveau de revenus tel qu'ils décrochent, ils sont dans un état de pauvreté qui s'appelle la misère, la grande pauvreté. À ce propos Bernard Seillier vient de lancer au Sénat, une mission d'information commune entre trois commissions : commission des affaires culturelles, commission des affaires économiques, et commission des affaires sociales, c'est une mission d'information commune sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le rapport sera rendu fin mai 2008, pour qu'il puisse être intégré si le Grenelle de l'insertion s'y intéresse dans ses conclusions.

Dominique Billet, Maire-adjoint d'Albi, membre du bureau de la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC).

Pour être mieux dans sa peau, pour demain devenir l'être que l'on est, pour respecter les autres : rien ne vaut une éducation artistique, et une vraie politique éducation culturelle et artistique sur ce pays.

La Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture, est une association qui a 40 ans, et qui regroupe 500 collectivités en France, 85% de villes moyennes, pour la plupart, quelques départements, ainsi qu'une région. La particularité de la FNCC c'est que les représentants sont des adjoints à la culture, ou des vice-présidents chargés de la culture ; c'est donc un lieu d'échange important pour la vie culturelle de ce pays. L'autre particularité est que les représentants des associations sont dans une parité parfaite ; chaque composante politique nationale est représentée à égalité. Le bureau national compte seize personnes, huit représentant plutôt la gauche, et huit autres personnes la droite. Et toutes les décisions sont prises généralement sans aucun problème, il y a des sujets qui peuvent rassembler !

Dominique Billet nous précise que sa formation est artistique en musique et qu'il a en charge la vie culturelle à Albi. Ce qui motive son action dans la vie publique, la vie politique c'est la question suivante : qu'est-ce qu'on peut faire ?

Dans un premier temps, il est important de constater **l'exclusion dans la culture : 10 % des personnes dans ce pays vont une fois par an au moins à un spectacle vivant...**

Et à peine 50% des gens visitent les musées, hors scolaires.

Un autre chiffre, à 1% près... **85% du budget de la culture en France est assuré par les collectivités locales.**

Pour reprendre l'image de la maladie qu'évoquait le sénateur, le médicament qui soigne ces maux ; c'est l'éducation artistique, l'éducation culturelle. **Picasso disait la culture cela s'apprend, et pour être mieux dans sa peau, pour demain devenir l'être que l'on est, pour respecter les autres : rien ne vaut une éducation artistique, et une vraie politique éducation culturelle et artistique sur ce pays.**

Évidemment on en parle depuis 20-25 ans, il y a bien sûr des espaces où cela se passe mais il y a beaucoup de lieux où il ne se passe rien, ou presque rien : l'uniformité de cette politique manque. Concrètement : il faut des sous, des projets ont échoué car très souvent la pérennité des financements ne pouvait pas fonctionner.

La FNCC a réfléchi et a déposé un projet qui est en cours d'étude en ce moment, avec le haut conseil à l'éducation artistique, présidé par les ministres de la culture et l'éducation. **Leur credo est de proposer non pas un plan national, mais un plan territorial. En effet, chaque élu vous dira que sa ville, son territoire est le plus beau du monde, et c'est vrai que dans toutes les villes de France il y a un patrimoine, il y a des compagnies, il y a des artistes, il y a des lieux de créations qui peuvent être mis en valeur. Le projet est d'utiliser les ressources du territoire pour permettre à tous les enfants de s'ouvrir à la culture de façon uniforme.**

Par exemple à Albi il y a une scène nationale, un conservatoire départemental de musique, le seul musée Toulouse-Lautrec au monde, ... bref un ensemble de ressources.

Premier axe : fédérer toutes ces structures, qu'elles soient du spectacle vivant, des arts visuels, le monde de l'éducation artistique comme le conservatoire de musique, autour d'un projet qui retrace l'histoire du territoire. Ce projet dure trois ans, et porte sur les classes de CE2, CM1, CM2. Les partenaires sont l'éducation nationale (via l'académie), la DRAC ou la région, la ville ou le territoire, l'agglomération si elle possède la compétence culturelle. Dans chaque discipline culturelle et artistique, il y a un programme qui est décliné sur 3 ans. L'objectif, avec une évaluation, c'est qu'à la fin des trois ans chaque enfant, ait pu balayer l'ensemble de l'histoire ou l'ensemble de l'actualité artistique. Parce qu'évidemment la scène nationale ne va pas parler de l'histoire d'Albi, elle va expliquer l'histoire du théâtre, elle va pouvoir montrer aux enfants comment se construit un spectacle, et va pouvoir, lors des résidences en cours dans la ville faire des liens avec chaque acteur de ce projet et chaque année on peut changer les thèmes.

Il y a aujourd'hui des gens qui ont 30 ans, 40, 50... et qui n'ont pas eu forcément cette chance et ne vont pas dans ce style d'endroit par peur ou honte. Le seul jour de l'année où l'on remplit les musées c'est le jour du patrimoine. Est-ce que c'est le prix d'entrée ? Pourquoi ce jour-là ? Ces actions ont bien été faites pour valoriser cet investissement, et ce patrimoine magnifique que nous avons dans ce pays.

C'est le deuxième axe pour que la culture soit un levier : aider à dépasser la peur et la honte.

Il existe des expériences, un peu originales comme « Tons voisins ». Pour les musiciens, le ton voisin a une connotation harmonique, mais c'est aussi *ton voisin de ton quartier*.

L'objectif est de faire un concert dans chaque quartier d'un territoire ou dans une partie du

territoire, et d'inviter son voisin ou quelqu'un qui n'est jamais sorti au spectacle, gratuitement. Les programmes musicaux qui sont dans ses quartiers sont faits par de vrais professionnels en rapport avec la scène nationale. C'est en général de la musique classique qui est choisie car la régie d'un spectacle classique a un coût moindre, et pour démarrer cette opération c'était plus aisé.

Aujourd'hui nous avons à peu près 5 000 personnes qui sont sorties. Sur ces 5 000 on peut considérer que plus de la moitié n'était jamais allé à un spectacle. Et même si la moitié de ces 2500 ou 3000 qui ne sont jamais sortis ne reviennent pas on aura tout de même gagné un peu de terrain !

Troisième axe : la gratuité totale sur les livres car la lecture est une clef d'entrée importante.

À Albi, d'autres secteurs de prêt sont créés : une ludothèque qui prête des jeux pour les enfants, une bibliothèque de partition (cela n'existe pas partout), cela permet l'accès à la musique car les partitions, cela coûte très cher. Malheureusement le système de distribution de la musique est encore un peu figé, mais ils espèrent que dans les prochaines années d'autres supports existeront pour la musique.

Enfin, **un système de portage à domicile**, est organisé ; sous certains critères, personnes ayant une difficulté de déplacement reçoivent les supports demandés.

Le coût de toutes mesures n'est pas si énorme. Reprenons le projet d'éducation artistique, il est évident que les budgets qui sont alloués par les collectivités à des scènes nationales et les personnels qui travaillent au musée pour les missions d'éducatives sont redéployés.

Pour 25-30 enfants, cela coûte 1300€ par an, c'est important de le signaler pour donner des ordres de grandeur par rapport à d'autres projets.

Pour terminer, on peut citer une autre opération pas très connue, qui permet de mettre en valeur les plasticiens et tous ceux qui travaillent dans ce secteur. Les gens qui payent de l'impôt par leur travail (chefs d'entreprise, médecins, notaires ...) ont la possibilité extraordinaire réduire leur impôt par le mécénat, en **achetant des œuvres d'artistes vivants**. Si vous souhaitez valoriser sur un territoire un lien entre des artistes, des peintres, et le public, vous pouvez organiser un rapprochement entre les chefs d'entreprise avec la chambre de commerce. Concrètement, lorsqu'un artiste vend une oeuvre 1000€, l'entreprise ou le travailleur indépendant qui achète ce tableau peut pendant 5 ans déduire 200€ de son impôt direct. A contrario il faut que ces œuvres soient présentées dans l'entreprise. C'est plus sympathique dans un bureau d'accueil d'une entreprise d'avoir des tableaux de son territoire que d'avoir des affiches lambda...

Dominique Billet souhaitait ainsi nous donner des exemples très concrets. Toutes ces actions tentent, à travers la culture, de préparer demain avec l'éducation artistique : essayer de créer des passerelles afin de permettre aux personnes de s'ouvrir aux autres.

Vincent Lalanne, co-Directeur de l'Association "Culture et départements" qui réunit des directeurs d'affaires culturelles et les directeurs d'associations culturelles des départements de France dont entre autres, la Mission départementale de la culture de l'Aveyron.

À plusieurs moments de ce forum, on a entendu les questions concernant « qui fait quoi dans cette histoire-là », et comment se croisent les questions de la culture et du lien social.

Pour répondre **Vincent Lalanne** ouvre la boîte à outils des politiques publiques : les moyens de la gouvernance de ces politiques.

Il y a cinq outils qui sont importants à envisager:

- **La subsidiarité** : savoir qui est le plus compétent à la meilleure échelle. Dans les dynamiques de projet que nous avons rencontrées aujourd'hui, en particulier sur le projet de Rodez, nous avons vu comment ce jeu de subsidiarité se formait.
- **Le jeu de la complémentarité** : qui est la locomotive et qui sont les wagons ? Qui est le chef de file de cette histoire ? Qui est le directeur artistique par exemple ? Ce sont des questions qui ont été posées et qui sont très importantes pour la mise en place du projet.
- **La question de l'expérimentation** est très importante au regard de ces politiques publiques, l'expérimentation est en soit une politique publique. L'état l'a beaucoup utilisé sur la mise en place de ces politiques culturelles. D'ailleurs la région Midi-Pyrénées a été un territoire d'expérimentation en matière de politiques culturelles. L'expérimentation à la condition qu'elle soit vécue comme un outil de construction, comme un outil de développement, peut être tout à fait un outil convenable de développement de politiques publiques locales.
- **La coopération entre les différentes instances**, autant du côté politique que du côté des professionnels est à construire. *Cette harmonisation* est à faire entre travailleurs sociaux et travailleurs culturels, mais aussi entre les différentes instances : les communes, les conseils généraux, les conseils régionaux...
- Dernier point de cette boîte à outils, c'est la **question de l'évaluation**. On a un Observatoire des politiques culturelles avec lequel "**Culture et départements**" travaille sur ces questions-là. Lors d'un séminaire à Bordeaux en 2007 sur la question de l'évaluation des politiques culturelles territoriales, il est apparu que les bons outils pour savoir comment on avance sur ces question-là n'ont pas été créés ; il y a vraiment un travail important à faire. Toujours sur cette question de l'évaluation, la question est en train d'être posée au niveau de l'État, ça s'appelle la RGPP, la Révision Générale des Politiques Publiques... **Vincent Lalanne** nous conseille de lire attentivement ce qui est écrit à ce sujet. Cela ne va pas ne concerner que l'état, mais aussi toutes les collectivités territoriales.

Les départements ont été un peu dans le feu de l'actualité, avec le rapport Attali qui proposait la disparition de ces collectivités territoriales. Pour les professionnels et pour les élus, c'est une vieille histoire qui existe depuis que les départements existent... Néanmoins ce sont des territoires qui se posent des questions au regard des responsabilités qu'ils ont.

Puis **Vincent Lalanne** pose les questions des **forces et des faiblesses des départements au regard de notre question de culture et de lien social**.

Le département est un territoire historique, qui a 200 ans d'histoire. Il a la même antériorité que les communes. C'est un territoire qui a une image forte, qui a une dimension historique, culturelle, géographique, tout à fait remarquable pour la population. Dans les 25, 30 dernières années, cette collectivité territoriale c'est beaucoup construite autour de deux questions essentielles, qui croisent le sens de nos propos. **La question de la solidarité entre les territoires**, et de la question de la solidarité, **Vincent Lalanne** reprend le mot de **Fraternité entre les populations** qui composent ces départements. Ce sont des entités politiques, les Conseils généraux qui ont des politiques extrêmement fortes qui agissent directement sur les gens et qui sont le plus en difficulté : les politiques sociales, les politiques d'éducation... Les départements ont la responsabilité des collèges, et derrière la responsabilité

des collègues, **ils ont la responsabilité des adolescents. Dans la question de la culture et du lien social, la question de l'adolescence est une question absolument essentielle.**

Les départements ont aussi une compétence d'aménagement du territoire et de développement économique.

Sur la culture, ils ont deux grandes compétences obtenues grâce aux lois de décentralisation et qu'ils ont assumé de façon tout à fait honorable et tout à fait claire : **la compétence de lecture publique.** Cette compétence qui existe depuis les années 83-84 fait qu'aujourd'hui en France nous avons un des meilleurs réseaux de service de lecture publique en Europe.

La deuxième compétence c'est la **compétence de l'enseignement artistique, avec la mise en place des schémas de l'enseignement artistique.**

Les départements font aussi beaucoup d'autres choses en matière de développement culturel, auprès des communes, auprès des établissements de coopération intercommunale. Importantes, aussi les relations très fortes qu'ont les départements avec le réseau associatif, socioculturel, les équipements culturels, et la création culturelle. **Ils ont ainsi une vision très panoramique de la politique culturelle.**

Les faiblesses de ces territoires départementaux sont de 5 points :

- Paradoxalement **ils ont un manque de lisibilité auprès des populations.** On est fier d'être Aveyronnais, mais lorsqu'on demande aux gens ce qu'est le Conseil Général, ils confondent le Conseil Général et le Conseil Régional. D'ailleurs on parle beaucoup des élections municipales, mais très peu des élections cantonales...
- C'est vrai que les **départements ont été remis en question** par la commission Attali, mais qu'ils sont remis en question fondamentalement et en permanence, pour deux choses :
 - o Le développement intercommunal (en particulier sur nos questions de culture et de lien social et sur les questions **culturelles**) **il est évident que ce développement intercommunal est en train de changer la donne dans le jeu de rôle et le fonctionnement de la boîte à outils.** Les départements remettent en question leur rôle dans ce développement intercommunal. Même si le développement intercommunal n'est pas le même sur l'ensemble du territoire français. Le développement intercommunal de l'Essonne (plus d'un million d'habitants) n'est pas le même que celui de l'Aveyron ! Ainsi, par exemple en Ile de France, nous n'avons pas de structure de Pays. Nous avons quelques Parcs Naturels Régionaux et toutes les communes ne sont pas encore en intercommunalité.
 - o Deuxième remise en question, c'est **l'Europe.** L'échelon départemental n'est pas un échelon européen. À l'échelon européen, on parle des régions. Et sur la question de culture et de lien social, il faudrait regarder ce qu'il se passe chez nos voisins européens. Il y a des projets absolument passionnants en Écosse à Edinburgh sur l'intégration professionnelle des personnes handicapées par des projets d'art contemporain de création artistique.
- **Déficit démocratique,** un système électoral un peu compliqué, on fait des élections tous les 3 ans, et pour les départements, ce n'est pas facile de mener des politiques publiques à long terme, pour mener des politiques ambitieuses surtout sur ces questions transversales de lien social, c'est un peu handicapant d'avoir des élections qui arrivent si souvent.
- Dernier point, **une fiscalité qui est étrange et qui « coince » un peu les moyens des départements.** Lors de la mise en place des lois de décentralisation, il y a eu

beaucoup de polémiques sur ces questions. C'est vrai que les exécutifs des départements se posent beaucoup de questions sur l'avenir de leurs moyens ; et s'ils ont des ambitions sur les politiques dont nous venons de parler, ils ont des difficultés pour aller jusqu'au bout.

Vincent Lalanne termine en développant une idée simple pour faire avancer la question sur la transversalité culture et lien social.

Le département à un rôle absolument essentiel à jouer, c'est celui d'**intercesseur**. Le département fait, fait faire, mais il faut qu'il sache aussi « faire être » : qu'il amène les gens à travailler autour de lui, et avec lui pour construire en transversalité des projets. Il y a des départements qui ne sont plus dans le faire et qui construisent cette relation entre les territoires, pour construire cette dynamique de projets.

Cette démarche, on pourrait la voir à travers les schémas d'enseignements artistiques : c'est une loi de décentralisation qui a été promulguée en 2004, et qui demande aux départements de mettre en place de schéma d'enseignements artistiques. Ces schémas n'ont pas de sens s'ils ne concernent que les écoles de musique, de danse et de théâtre. En revanche il est nécessaire qu'ils s'intéressent aussi aux questions de l'éducation artistique en milieu scolaire, de l'enseignement artistique dans le milieu social et socioculturel, et qu'ils apportent de la réflexion aux croisements, et aux parcours des enfants, des adolescents, des adultes des pratiques amateurs et des personnes âgées à travers ces pratiques artistiques. **Qu'ils puissent être de cette façon-là un levier d'une démocratisation des pratiques artistiques.**

Puis **Vincent Lalanne** termine son propos en donnant **trois propositions qui dans cette relation culture et lien social qui lui ont paru importantes lors du forum** :

- Il faut **construire une observation commune**, le fait que l'Observatoire des Politiques Culturelles soit à côté de l'Observatoire de l'Action Sociale est important car il est souhaitable qu'ils travaillent ensemble. Mais le territoire, il faut construire cette observation commune. L'acteur culturel ne sait pas ce que c'est qu'un Rmiste...Il faut donc communiquer et échanger entre nous là-dessus, qu'on s'intéresse à la question de l'offre culturelle, car cela a été le fond de notre métier mais qu'on s'intéresse aussi aux besoins, aux demandes et aux droits des gens, à l'accès aux droits sociaux, mais aussi à **l'accès aux droits culturels, car pour beaucoup de gens, la culture n'est pas pour eux.**
- Deuxième point : **la rencontre absolument nécessaire entre les acteurs culturels et les professions du social doit construire une culture commune**, doit apporter un langage commun, et construire une connaissance mutuelle de nos métiers.
- Dernier point, et tous les exemples qu'on a eus aujourd'hui sont représentatifs de cela. **L'expérimentation doit être prônée**, ensemble nous sommes là pour construire des politiques publiques qui prennent des risques, que nous reconstruisions des aventures, **des aventures qui reconstruisent ce lien social en faisant attention à une chose, que nous ne soyons pas des 'aventuriers de politiques perdues'.**

David Poncet, vice Président de l'Association des Directeurs des Affaires Culturelles de Midi-Pyrénées (ADMP).

Comment placer cette préoccupation du lien social au cœur des institutions culturelles ?

Comment inscrire ce projet dans la mission de l'institution culturelle ?

L'ADMP regroupe les directeurs des affaires culturelles : les DAC. Ce sont des généralistes de la culture, qui interviennent sur l'ensemble des champs de la culture : le patrimoine, la lecture publique, le spectacle vivant, les arts plastiques, le cinéma... L'ensemble de ces champs ont à faire avec le social.

Cette association a plusieurs vocations. Elle se veut tout d'abord être un espace de réflexion sur le rôle et la place de la culture aujourd'hui dans la société. Des rencontres thématiques sont organisées sur diverses questions ; les prochaines rencontres thématiques porteront sur la relation entre culture et développement durable, sur culture et Internet...Le rapport de la culture et du lien social pourrait être abordé plus tard...Il s'agit d'espaces de réflexion où l'on croise le témoignage, l'intervention d'acteurs de différents horizons : des élus, des artistes, des acteurs culturels et d'autres secteurs...

Ensuite, l'association travaille avec le CNFPT sur la constitution d'une offre de formation adaptée à ces métiers. Enfin, elle participe à la structuration de cette profession sur le plan national avec d'autres associations de DAC, dont Culture et Départements.

David Poncet est également Directeur des Affaires Culturelles de la ville de Colomiers qui se trouve dans l'agglomération Toulousaine. Il s'agit de la 2^{ème} ville du département de la Haute-Garonne, ville de 35000 habitants qui a un fort passé dans l'action sociale. C'est une ville qui c'est construite ces trente dernières années ; elle fait partie du croissant Ouest de Toulouse. Sa construction repose sur la dynamique aéronautique : elle est passée en 40 ans de 3 000 à 35 000 habitants. Ce développement a été accompagné d'un très fort investissement dans l'action sociale, avec de vraies préoccupations autour de la mixité urbaine. C'est une ville qui a aujourd'hui plus de 30% de logements sociaux et qui a su articuler le pavillonnaire, le résidentiel, le collectif... Des maisons de quartier ont été créées dans presque tous les quartiers. Un gros travail a été également mené autour de la carte scolaire qui permet d'organiser une certaine mixité sociale dans les écoles. C'est une ville qui est au niveau culturel en phase de construction de ses équipements culturels et de ces projets culturels. Enfin, c'est une ville qui a une forte tradition de concertation avec les habitants.

Puis **David Poncet** nous situe son intervention sur deux champs principaux :

- Les professionnels sont des partenaires, des alliés, des acteurs du lien social, de l'action sociale.

- Les enjeux de l'action culturelle dans son rapport au lien social.

Le directeur des affaires culturelles et les services culturels des villes sont des partenaires de toutes actions favorisant le lien social. Parce que leur métier se situe à la croisée, de trois traditions, de trois approches :

- Celle de l'éducation populaire (on ne veut pas le renier)
- Celle du ministère de la culture (qui n'a pas toujours conversé harmonieusement avec l'éducation populaire),
- Celle de la décentralisation et de la construction des politiques territorialisées.

En effet, ils s'interrogent sur la place de la culture dans la cité, sur la place de la culture dans les quartiers : comment aujourd'hui on doit faire de la culture dans une ville. Ils

gèrent aussi un certain nombre de services, comme les bibliothèques, les conservatoires de musique, les théâtres... Du temps est donné à l'interrogation, et à expérimentation dont ces équipements doivent exister et agir dans la cité.

Autre point important à relever leurs interventions se situent au croisement des politiques publiques locales. **M. Bianchi** disait que la culture s'accrochait aux autres politiques. Effectivement, ils dialoguent avec le secteur éducatif, avec leurs collègues de l'urbanisme, leurs collègues du social (même si dans ce domaine il y a encore du chemin à parcourir), le souci d'aller vers les autres politiques publiques locales est bien présent.

La transversalité, mot qui semble fondamental dans ce lien entre la culture et le lien social est au cœur des préoccupations et pose quatre questions :

- **La question des objectifs et du langage commun**, comme l'a évoqué Vincent Lalanne.
- **La question de son inscription dans le projet politique**. Il y a actuellement des équipes qui travaillent sur des projets politiques pour les 6 ans à venir. Comment cette transversalité peut exister : comment l'adjoint à la culture peut dialoguer avec l'adjoint au social, comment les responsables politiques peuvent construire ce langage commun, ce territoire commun?
- Cela pose également la **question des modes d'organisation** : comment passer d'une logique verticale les collectivités, à une logique horizontale ? C'est valable au sein d'une mairie, d'une collectivité, mais c'est aussi valable au niveau d'un territoire, on est exactement sur la même question : comment fait-on pour passer d'une logique verticale à une logique horizontale ? Et effectivement qui pilote ? Qui anime cette horizontalité ? Comment au sein des organisations, le souci de cette transversalité ne s'inscrit pas en marge ? C'est-à-dire ne pas faire « du social » quand les missions principales sont remplies, mais l'inscrire comme étant une mission fondamentale. **Jean-Auguste Nougaret** abordait le projet d'établissement. **David Poncet** est convaincu que la prise en compte du lien social doit constituer une mission écrite, formalisée, des établissements culturels. Et de l'autre côté, l'action culturelle doit constituer une mission du projet du service social. Puis il faut bâtir terrain de rencontre.

À ce propos, **David Poncet** nous cite un exemple à Colomiers. Une médiathèque centre d'art contemporain va remplacer un réseau de petites bibliothèques installées dans les quartiers. La Grande question est ne va-t-on pas casser quelque chose ? Comment cet établissement, dans ses missions, peut-il continuer à irriguer le territoire, comment chaque habitant, comment chaque structure relais peut-être concernée ? Alors le projet baptisé « médiathèque hors les murs » est né d'une volonté politique clairement affichée par le maire.

Cette démarche est intéressante car elle n'a pas demandé à la médiathèque de poser des dispositifs dans les quartiers, mais plutôt d'interroger la manière dont les structures partenaires (les maisons de quartiers, les crèches, le restaurant de la solidarité, le centre communal d'action social...) pouvaient inscrire dans leur projet de service, des actions avec la médiathèque. La médiathèque se doit de répondre à l'attente des structures partenaires, et d'inventer quelque chose pour y répondre. Cela impose aux responsables de la médiathèque de concevoir le projet de l'équipement dans son rapport au territoire et aux attentes des structures partenaires.

- **La question de l'espace où se construit cette transversalité**, dans l'institution dans la collectivité, sur le territoire et l'articulation entre les différents échelons. Faut-il en supprimer un ? Il y a en tout cas des dialogues à construire. L'intercommunalité est un

espace extrêmement intéressant pour y développer certains dispositifs car l'espace local, communal proche du terrain, avec des acteurs, des habitudes de travail...

Troisième points par rapport à ces professionnels ; ils ont une grande habitude de travail avec les artistes, car leur mission est de les accompagner. Ces dispositifs ont été mis en œuvre : la commande publique, la convention d'objectif...C'est autant d'outils qui permettent à un moment donné de dialoguer avec les artistes, et de les mettre en relation avec des acteurs sociaux ou avec un territoire.

Quels sont les enjeux pour le champ culturel professionnel ?

Au préalable une observation : au sein même des services culturels, il y a déjà du lien social qui se fait. Par exemple dans une école de musique, il y a du lien social, il y a des choses qui se passent : il y a des gens qui vivent ensemble qui partagent quelque chose, qui partagent des aventures. Il y a donc déjà des espaces où se crée du lien social autour de l'objet culturel, autour de la pratique d'un art.

1^{er} point : Comment placer cette préoccupation du lien social au cœur des institutions culturelles ? Comment inscrire ce projet dans la mission de l'institution culturelle ?

Quelques éléments de réponses :

Dans les années à venir, on n'aura pas le choix, on devra y venir et changer nos habitudes car la raréfaction des crédits pour la culture nous y pousse. On l'a dit, ce sont les collectivités territoriales qui investissent le plus pour la culture. **M. Villarubias** nous expliquait que 98% du budget culturel de Lyon était absorbé par les grosses institutions qui ont une légitimité. Mais il faut revisiter leur mission par rapport à de nouvelles préoccupations.

La question du rapport à l'offre culturelle est importante et à ce titre l'exemple de Mantes-la-Jolie est très intéressant. Comment peut-on donner une nouvelle place à la création artistique et à l'offre culturelle dans leur rapport au territoire ? Est-ce qu'on peut articuler une offre culturelle avec le désir d'une population ? Quel est ce rapport-là ? **Est-ce qu'une population à une légitimité pour déterminer une offre culturelle ?**

2^{ème} point : comment mieux prendre en compte les pratiques sociales qui se jouent dans nos équipements ?

Là aussi se pose la question des évolutions professionnelles. Si l'on regarde ce qu'il se passe dans une médiathèque, on voit des adolescents qui viennent draguer, des personnes âgées qui viennent rompre leur solitude, de jeunes parents qui viennent vivre leur expérience de parentalité...**Ils n'ont pas forcément une pratique culturelle, pourtant ils sont dans un lieu culturel !** En tant qu'acteur culturel la responsabilité est d'observer, de prendre en compte, voir d'accompagner ce type de pratique, car les équipements culturels sont là pour ça aussi.

Le dernier point : comment prendre en compte aujourd'hui les nouvelles pratiques culturelles qui se développent via l'usage d'Internet. Des études récentes (dont la FNCC s'est fait l'écho) montre que dans 10 ans Internet aura complètement envahi le champ culturel. Ce qui est intéressant c'est qu'il s'agit d'un outil incontrôlable, et qui va bouleverser complètement nos schémas de fonctionnement. Ce n'est pas contrôlable : c'est une expérience individuelle face à un écran, sur un contenu culturel que l'on ne peut pas forcément maîtriser. Est-ce que cela va participer encore plus de l'éloignement de ce lien social ? En tous les cas, cela doit fortement nous interroger.

LES DEUX DERNIÈRES QUESTIONS :

Jean-Louis Sanchez :

Avant de terminer j'ai envie de vous poser deux belles questions car il y a un dénominateur commun dans cette salle : nous croyons à l'importance du lien social, de l'interdépendance, et de la Fraternité institutionnelle et personnelle.

- Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer dans les organigrammes des villes et des départements, une responsabilité, qui coordonne la responsabilité des acteurs culturels et sociaux pour produire une vision transversale de cette responsabilité sur le lien social si fragile ?
- Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'activer le débat sur l'interdépendance, quels que soient les concepts utilisés ? Jean-Louis Sanchez est attaché au concept de Fraternité parce qu'il est sur le fronton de toutes les mairies et qu'on l'a complètement oublié. **Alors que c'est vraiment, non seulement la perspective des deux autres, mais la condition des deux autres : trop de liberté tue l'égalité, et trop d'égalité tue la liberté et que la Fraternité réconcilie les deux.**

Dominique Billet :

Trop peu de commune ont saisi les agendas 21 : et c'est pourtant la préoccupation et le contenu de l'agenda 21 qui fait réponse à la question de M. Sanchez. C'est la prise en compte transversale d'un respect d'un certain nombre de chartes.

Il y a une différence notable entre une réflexion intellectuelle et l'action de tous les jours. Quand on est élu, on se doit d'expérimenter et d'évaluer, c'est ce que je retiens de tout le monde.

Je souhaite exprimer très rapidement deux éléments de frustration:

- Comment se fait-il que nous n'ayons pas de programme national d'éducation artistique ou culturel dans notre pays qui se targue d'être le pays de la culture dans le monde ?
- Les élus doivent encore plus affirmer les vraies politiques. Je ne vais pas être discourtois vis-à-vis des DAC ou du département, mais c'est aux politiques d'affirmer les politiques.

Et quant au lien avec les collectivités, je crois en la primauté d'un territoire : la commune... Les financements croisés sont de plus en plus difficiles parce que chacun tire la corde à soi : c'est pour l'évolution que chaque territoire doit définir sa destinée de demain.

Le grand chantier de la France de demain sera de renverser la tendance de l'offre et la demande. De façon un peu abrupte on peut dire qu'il y en a assez de faire de l'offre que les gens ne comprennent pas, il faut les éduquer. Il faut commencer par apporter une ouverture culturelle. Par exemple, si souhaitez que les gens pensent que *Star Académie* ne vaut rien, il faut qu'ils puissent comprendre que cela ne vaut rien, il faut donc qu'ils aient les outils pour le comprendre.

Le quantitatif mondial est une vague qui nous emportera tous, **donc notre seul espoir d'avoir et d'être un petit peu différent s'est d'avoir un patrimoine au sein de soi-même.** On se rend compte que le travail de parents est énorme : c'est de dire tous les jours il y a ça, il y a ça... C'est comme pour le goût, il est plus facile de donner tous les jours des pizzas à ces enfants, mais la cuisine, le goût c'est toute une éducation... C'est tout un travail, un chantier permanent mais le jour où les gens auront un petit peu plus d'ouverture, la demande sera alors plus exigeante et les élus seront obligés d'aller vers une nouvelle offre.

Une question m'intéresse particulièrement, c'est celle de la légitimité du public. C'est l'éternel problème entre les techniciens de la culture, les artistes : est-ce que le public a raison ? Certainement pas, parce qu'aujourd'hui le public n'a pas les clefs pour répondre à cette question, mais il faut en tenir compte.

Pour **Bernard Seillier**, c'est compliqué, et il faudrait rajouter une question préalable : quel est le modèle de l'inclusion ? Est-ce celui du trader de la Société générale qu'il faut donner en modèle, est-ce un directeur des affaires culturelles, est-ce un sénateur, est-ce un président de l'Odas ?

L'inclusion et l'exclusion n'ont de solution que dans cette vision d'une unité, d'une union et donc de la réconciliation générale.

Avec la Fraternité, arriver à dépasser les inimitiés, et il faut alors introduire les étapes et les échelons de découverte et de construction d'une Fraternité avec la famille. Chaque fois que **Bernard Seillier** marie dans sa commune ; il rappelle que la base de la Fraternité est la famille, parce que l'on ne choisit pas ses frères et sœurs on les prend comme ils naissent : avec leurs qualités, leurs défauts, ceux qui plaisent ceux qui ne plaisent pas... Cela on ne peut pas l'apprendre avant et ailleurs.

Il y a nécessité d'engager un débat. La Fraternité est quelque chose de subtil, dont l'absence est catastrophique et dont l'hypertrophie est aussi catastrophique, car c'est le totalitarisme générateur de violence. C'est pourquoi, il y a des pathologies de la Fraternité. Il faut avoir ce débat.

Bernard Seillier se méfie beaucoup de l'interdépendance institutionnelle, parce qu'on ne peut pas complètement administrer la culture. La culture c'est la lutte contre l'exclusion, c'est de permettre à chacun d'être acteur de sa propre libération. Autrement dit, que tous aient accès au droit de tous ; ce sont toutes des questions d'éducation (éducation : c'est conduire vers la liberté). C'est d'avoir la joie de voir nos enfants, les autres, les frères, être heureux de les voir nous dépasser. Tout cela nécessite toute une pédagogie, toute une réflexion philosophique : « cela se vit d'abord et ça se philosophe ensuite », vieux proverbe latin qui est fondamental... C'est pourquoi il faut des acteurs, il faut des créateurs : ce sont eux qui font la culture. À chacun d'être créateur, d'être son propre acteur de son propre développement et ensuite on peut réfléchir à ça et philosopher. Maintenant il y a toute une formation une pédagogie des élus des acteurs et des administrations. Parce que l'administration et les élus nous sommes là pour être au service de la vie et non pas pour créer la vie.

M. Vincent Lalanne :

Par rapport à votre première question sur la transversalité oui, effectivement cela existe déjà. Il y a maintenant beaucoup d'administrations départementales et régionales qui ont créé des services 'vivre ensemble', comme dans la région du Poitou-Charentes... On le sent bien dans nos administrations, il y a une réalité de cette transversalité qui va être d'autant plus clair après les élections. En tout cas, c'est quelque chose que Vincent Lalanne vit au quotidien. Il souhaite réagir à la notion de **la République locale. L'état a vraiment été en filigrane dans nos conversations, mais une sorte de filigrane qui s'estompe, et l'on sent bien qu'il y a quelque chose qui est en train de muter**, et certainement de façon très forte. Je pense qu'effectivement nous avançons vers un autre fonctionnement, une autre façon de vivre notre République et c'est certainement dans une République avec plus de proximité.

David Poncet

Il y a une richesse dans le concept de République locale, il y a une réalité qui a le mérite d'être vécue d'ailleurs. Il ne faut pas oublier la commune qui est la base de la démocratie et

de l'apprentissage de ce sens du bien commun, puisque République c'est la chose commune, c'est ce que nous avons en commun tous en humanité et donc en vivre ensemble. Il y a donc toute cette gradation de la famille, la commune, le département, la région parce qu'il faut vraiment rester ouvert à l'universel parce qu'il y a en France dans l'histoire de France, une des faiblesses, c'est soit le Jacobinisme soit la féodalité. Et il faut se parer des deux extrêmes. Donc continuer à trouver la vitalité, la fécondité au niveau local, car c'est là qu'elle est. Mais ensuite ouvrir à l'universel, il faut pouvoir à gravir tous les échelons, le département, la région, la France, l'Europe et le monde entier.

Aux deux questions la réponse oui.

À la première question **David Poncet** répond catégoriquement oui. Il rejoint M. Billet sur la question des agendas 21, qui est une démarche effectivement intéressante ; c'est une expérimentation de politiques transversales, il va falloir voir ce que cela va donner.

Sur la question du débat, il répond aussi oui car de nombreuses personnes aujourd'hui seraient parties prenantes pour une telle démarche. Le lien existe de son association au niveau national, avec ses collègues de culture et département, avec ses collègues d'autres associations nous avons mis en place une coordination nationale des directeurs d'affaires culturelles. Ces question-là nous intéressent et notre témoignage et notre intervention dans ces questions-là peut s'envisager.

Pour Jean-Louis Sanchez Rodez a été au cœur de la France pendant ces deux jours. **Parce les acteurs culturels notamment ont manifesté une proximité avec la problématique des valeurs de la Fraternité qui est très encourageante.** Elle s'explique parce qu'ils sont davantage sur la précarité relationnelle et identitaire que ne l'est le secteur social, qui lui a été malheureusement ankylosé dans la seule précarité matérielle. Elle a été très largement traitée par les droits depuis très longtemps, on a créé le RMI, la CMU... et l'on continue à passer des heures et des heures à parler de la fragilité économique, alors que bien sûre qu'elle est là, et qu'il faut la combattre.

Mais il y a d'autres fragilités contre lesquelles nous sommes mieux armés, ce sont les fragilités relationnelles et identitaires. Ne serait-ce que d'être ensemble et se battre ensemble représentent des atouts formidables...

Rodez au cœur de la France pendant deux jours, mais il est évident que la France soit attendue sur le plan international comme portant encore et toujours l'idée de la Fraternité dans son cœur.

Merci infiniment de ces émotions et de votre attention.